



Bourgogne
coopération

ECSI

*Éducation à la citoyenneté
et à la solidarité internationale
en classe de seconde*

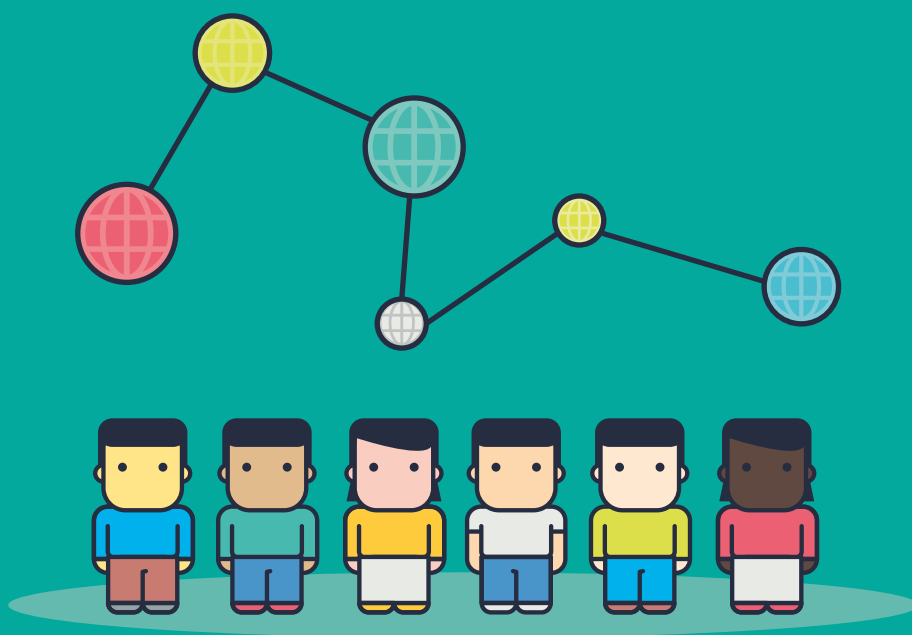
**GUIDE PÉDAGOGIQUE À L'USAGE DES ENSEIGNANTS DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DANS LE CADRE D'UN ENSEIGNEMENT D'EXPLORATION**

Ouvrage réalisé avec l'appui de Marie Duru-Bellat



Version augmentée accessible en ligne sur www.enseignement-ecsi.fr





N° ISBN : 978-2-9555474-0-3
Dépôt légal : Mars 2016 © Bourgogne Coopération
Imprimé en France
www.bourgognecooperation.org

ECSI



Version augmentée accessible en ligne sur www.enseignement-ecsi.fr



ÉLABORATION, RÉDACTION ET COORDINATION : Denise BOUSQUET, Hugo CASSAGNAUD, Benjamin LEGER et Agathe PROCAR

COMITÉ DE RÉDACTION : Denise BOUSQUET (Enseignante de Sciences Économiques et Sociales, Lycée Hilaire de Chardonnet de Chalon-sur-Saône), Hugo CASSAGNAUD, (Responsable éducation et citoyenneté, Bourgogne Coopération), Jean-Yves DELLER (IA-IPR de Sciences Économiques et Sociales, Rectorat de l'académie de Dijon), Marie DURU-BELLAT (Sociologue à l'Institut de Recherche sur l'Economie de l'Education et à Sciences Po Paris), Natacha LANAUD-LECOMTE, (Déléguée Académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération - DAREIC, Rectorat de l'académie de Dijon), Benjamin LEGER (Directeur de Bourgogne Coopération), Agathe PROCAR (Consultante en éducation à la citoyenneté), François VICARD (Proviseur du lycée Hilaire de Chardonnet de Chalon-sur-Saône).

ONT ÉGALEMENT CONTRIBUÉ À LA RÉDACTION DE CE GUIDE : Henri AREVALO (Président de Midi-Pyrénées Coop Dev.), Sephora BACHIR (élève au Lycée Hilaire de Chardonnet), Blanche BECKER (élève au Lycée Hilaire de Chardonnet), Mickael BERTRAND (Professeur-formateur d'Histoire-Géographie), Christine BOBIN (Enseignante de SVT), Sarah BOCQUILLON (élève au Lycée Hilaire de Chardonnet), Thomas CHEVRIER (élève au Lycée Hilaire de Chardonnet), Hélène DEBAISIEUX (Projet DEEEP), Pauline DEYME (Enseignante de SVT), David ELOY (Altermondes), Harm-Jan FRICKE (Projet DEAR), Marc GAUTHIER (AFDI Bourgogne Franche Comté), Catherine GORJUX-DALLERY (ATD Quart Monde), Lucie GRAS (CRESS Bourgogne), Alice IDRAC (CCFD Terre Solidaire), Wojtek KALINOWSKI (Institut Veblen), Laurence LIGIER (Caméléon), Laetitia IMBERT (Enseignante d'Éducation Physique et Sportive), Gaël MARTEAU (Oikocrédit), Emmanuelle PRENVEILLE et Naila AJALTOUNI (Collectif de l'éthique sur l'étiquette), Corinne PUECH (Médecins Sans Frontières), Laurence RIGOLLET (EDUCASOL), Frédérique ROY (Enseignante de SES en Lycée Agricole), Mirna SAFI (Observatoire Sociologique du Changement, Science Po/CNRS), Alain SEVE (Président des Jardins de Cocagne Mâcon), Lise TREGLOZE (Fédération Artisans du Monde), Alterre Bourgogne, le Forum Citoyen pour la RSE.

REMERCIEMENTS : Marie ALLEX, Sébastien BAILLEUL, Cyril BOUSQUET, Cyrielle COLLIN, Florian COUTAL, Jean-Christophe DUFLANC, Danielle ELDIN, Najat EL MIYOUNI, Pascale GOUTAGNY, Mathilde LABREGERE, Marie-France MARTIN, Myriam MERLANT, Laurent PIEVE, Alain PROCAR, Frédérique ROY, Claude VIELIX, Pauline WETZEL, les réseaux régionaux multi-acteurs de la coopération internationale et de la solidarité, la Commission européenne pour son appui financier.

Édition

Directeur de la publication : Rachid BENSACI

Édition : Bourgogne Coopération

Graphisme et impression : Cha Studio

Dépôt légal : Mars 2016

N° ISBN : 978-2-9555474-0-3

Imprimé à 750 exemplaires

Prix indicatif : 15 €



Bourgogne
coopération

BOURGOGNE COOPÉRATION est une association de loi 1901 soutenue par le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, l'académie de Dijon, l'Agence Française de Développement, la Ville de Dijon, la Ville de Quetigny, la Communauté de communes du Grand Autunois-Morvan, le Grand Chalon. Bourgogne Coopération est relais du réseau Ritimo.



www.bourgognecooperation.org

7	PRÉFACE
8	ÉDITORIAL
11	INTRODUCTION Un enseignement dédié à la citoyenneté et à la solidarité internationale : la naissance d'un projet ambitieux Objectifs et organisation de l'enseignement d'exploration Notice : comment lire ce guide pédagogique ?
14	SECTION 1 / CONTEXTE DE L'ENSEIGNEMENT - Une approche éducative ouverte sur un monde en transition Partie 1. Concepts et fondements de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale Partie 2. L'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale : une éducation adaptée aux défis du 21 ^e siècle
26	SECTION 2 / MISE EN PLACE DE L'ENSEIGNEMENT - Des dispositifs et des acteurs à mobiliser Partie 1. Initier une démarche d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale avec sa classe et son établissement Partie 2. S'appuyer sur des professionnels de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale
38	SECTION 3 / CONTENU DE L'ENSEIGNEMENT - Les sciences économiques et sociales enseignées à travers le prisme de la citoyenneté et de la solidarité internationale 40 Introduction : Les SES-ECSI, un éclairage nécessaire pour comprendre et agir sur le monde 44 Partie 1 : Décrypter des inégalités à travers l'exemple de l'école 58 Partie 2 : Cultiver la diversité 74 Partie 3 : Consommateurs ou consomm'acteurs ? 90 Partie 4 : Produire : pour qui, pour quoi ? 110 Partie 5 : Le marché au service de l'humanité ou l'humanité au service du marché ? 128 Partie 6 : L'emploi à tout prix !
144	CONCLUSION L'ECSI et les autres disciplines : les enseignants témoignent A l'échelle de l'Europe et du monde : tour d'horizon des initiatives Retour sur deux années d'expérimentation
151	ANNEXES Annexe 1. Récapitulatif des outils utilisés Annexe 2. Liste des sigles et acronymes
153	BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE



© Charlotte Beffray

Chantier interculturel réalisé en 2014 au Burkina Faso réunissant des élèves du lycée Hilaire de Chardonnet à Chalon sur Saône, des jeunes Nigériens, des Maliens et des Burkinabés.

Préface



Annick Girardin,
Secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie

Chers tous,

C'est pour moi un véritable plaisir de parcourir, aujourd'hui, cet ouvrage ! Ce guide pédagogique, cofinancé par l'Union européenne dans le cadre de l'Année européenne pour le développement, vise à donner au plus grand nombre la chance de suivre le module exemplaire « Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale » mis en place en classe de seconde au sein du Lycée Hilaire de Chardonnet à Chalon-sur-Saône.

J'ai moi-même, depuis de nombreux mois, rencontré et échangé à plusieurs reprises avec les enseignants et les élèves impliqués dans cette démarche. Cette approche est un modèle d'ouverture aux autres et au monde, de sensibilisation à un domaine qui nous concerne tous, mais aussi un formidable vecteur d'engagement citoyen des jeunes.

Depuis longtemps, nous savons que s'il n'est pas aisé pour les établissements scolaires de promouvoir la citoyenneté et la solidarité, cela est une nécessité.

Le projet développé à Chalon sur Saône constitue une réponse: véritable porte ouverte sur notre monde, tel qu'il est aujourd'hui, il fournit à ses citoyens en construction des clés pour l'appréhender dans sa globalité et dans sa complexité.

Certains se rappelleront de 2015 comme année de violence et de recrudescence des actes terroristes dans le monde ! Face à cet enjeu majeur, ensemble nous avons résisté. Unis, nous avons créé une nouvelle grille de lecture que nous léguons à nos jeunes. A deux reprises, tous les pays se sont mis d'accord sur une vision inédite du monde de demain !

L'adoption des 17 objectifs de développement durable à l'ONU puis l'accord universel sur le climat adopté à Paris sont de véritables signaux d'espoir qui nous engagent vis-à-vis des générations futures. Ces décisions historiques créent les bases d'une humanité plus juste et solidaire, d'un monde de demain fraternel, qui favorisera un « mieux vivre ensemble » en France, en Europe et dans le monde. C'est essentiel !

Pour toutes ces raisons, je ne peux que vous encourager à prendre à votre compte ce guide pédagogique, à le diffuser le plus largement possible et à développer sur tous les territoires des initiatives similaires !

Je tiens enfin à remercier le Lycée Hilaire de Chardonnet ainsi que Bourgogne Coopération pour ce travail de grande qualité et pour son engagement constant en faveur du développement, de la solidarité et de l'émancipation citoyenne.

Je vous remercie.



Denis ROLLAND,

Recteur de l'académie de Dijon, chancelier de l'Université de Bourgogne

A l'heure où la notion de "village planétaire" est, plus que jamais, en cette année qui a recensé à Paris la COP 21, alors qu'il est désormais évident que la résolution des défis auxquels est confronté l'humanité ne passera que par une action internationale concertée, et tandis que l'actualité nous rappelle le rôle décisif des années de formation des jeunes dans la construction d'une conscience citoyenne, l'éducation au développement et à la solidarité internationale représente un véritable défi pour l'Ecole.

Cette formation participe aussi au renforcement de la citoyenneté démocratique active et au respect des droits de l'homme. Elle est indispensable à la construction d'esprits ouverts sur le monde et tolérants pour contribuer à la construction personnelle de jeunes gens qui seront appelés dans un avenir proche à agir dans -et sur- le monde. Il est nécessaire de prendre connaissance de la complexité des relations économiques et sociales qui se tissent entre les différentes nations ; de prendre la mesure des inégalités qui structurent notre planète ; et comprendre en quoi elles sont vecteurs de tension, mais aussi de découvrir des moyens de les limiter. S'il est certes vrai que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme », cette conscience ne peut mener à des changements majeurs sans s'adosser à un solide bagage scientifique et à une connaissance profonde de notre environnement. On ne peut envisager de changer le monde sans le comprendre. C'est l'intérêt de cette éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale : sensibiliser les élèves à la nécessité de l'action, de la construction et la mise en œuvre de projets tout en leur donnant les outils cognitifs pour la mener à bien. En ce sens, la mise en œuvre de ces enseignements doit irriguer l'ensemble des savoirs disciplinaires.

Pluridisciplinaire et stratégique, cette formation n'est pas aisée à mettre en œuvre ex nihilo. Ce manuel présente donc le contenu d'un enseignement dédié à l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) proposé au lycée Hilaire de Chardonnet de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).

S'appuyant sur le programme national de l'enseignement d'exploration de sciences économiques et sociales proposé en classe de seconde, il laisse la part belle aux apports éventuels d'autres disciplines. Ce guide a pour objet de proposer aux équipes pédagogiques intéressées par ces problématiques des éléments utiles pour la transmission à leurs élèves des clés et des ressources nécessaires à la compréhension des grands déséquilibres planétaires et d'encourager la réflexion collective et individuelle sur les moyens d'y remédier.

Il n'y aura pas de changement durable sans un changement des comportements en profondeur, sans participation des citoyens, sans information, éducation, formation de tous. Albert Einstein disait qu'« *une nouvelle manière de penser est nécessaire si l'humanité veut survivre* ». Puisse cet ouvrage y contribuer.



Rachid BENSACI,
Président de Bourgogne Coopération

Bourgogne Coopération est très heureux de vous présenter ce guide pédagogique d'un genre nouveau. Il présente ce que pourrait être un cours de sciences économiques et sociales prenant le parti d'une éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, tout en étant conforme aux directives du programme officiel de la classe de seconde.

Ce projet part de plusieurs constats. Tout d'abord, il est urgent de développer de nouveaux espaces dans lesquels les jeunes puissent mobiliser leur esprit critique et appréhender les enjeux complexes liés à la mondialisation, à l'interculturalité, à l'interdépendance des individus et des territoires.

Ces espaces doivent être proposés, non pas seulement dans un cadre associatif mais par l'éducation nationale elle-même afin de toucher le plus grand nombre de jeunes. De fait, le cadre de l'éducation nationale permet de répondre pleinement à ces problématiques. Au delà des sciences économiques et sociales, toutes les disciplines peuvent être travaillées à travers le prisme de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Il serait dommage de ne pas créer une synergie entre les enseignants et toutes ces associations engagées dans ce domaine.

Ce guide est le fruit d'une réflexion collective qui a permis à des acteurs variés (enseignants, responsables d'établissements, chercheurs, associations), de confronter leur point de vue et de penser leur complémentarité. Cette dimension « multi-acteurs » constitue un apport intéressant et novateur dans le domaine de l'éducation. Il démontre sa plus-value tout au long de cet enseignement ouvert sur le monde extérieur, lointain ou proche.

Nous espérons que cet enseignement pourra être démultiplié, et au-delà de sa reconnaissance académique locale, obtenir une reconnaissance nationale, déjà appuyée par le ministère des Affaires étrangères et du Développement international. L'enjeu est de taille : s'assurer que l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale puisse concerner un nombre grandissant d'élèves dans le cadre de leur scolarité.

Les outils et les démarches proposés par l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale doivent désormais se diffuser le plus largement possible. Ce sont de formidables leviers pour donner l'envie à notre jeunesse de vivre ensemble et d'imaginer un futur meilleur. Il nous faut accompagner cette jeunesse pour qu'elle puisse davantage découvrir le monde et son fonctionnement, comprendre l'impact de ses choix et de ses comportements et appréhender au mieux les différences entre les individus. Son propre avenir en dépend.



Un enseignement dédié à la citoyenneté et à la solidarité internationale : la naissance d'un projet ambitieux

En novembre 2014, Mme Annick GIRARDIN, Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie entame un tour de France dans le cadre de la 17^{ème} Semaine de la Solidarité Internationale, afin de rencontrer les acteurs de cet événement de sensibilisation.

Le vendredi 22 novembre 2014, sous l'impulsion du Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) et du réseau régional Bourgogne Coopération, elle fait escale au lycée Hilaire de Chardonnet de Chalon-sur-Saône afin de rencontrer les élèves d'un enseignement d'exploration qui a vu le jour un an plus tôt. Intitulée "Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale", cette "nouvelle matière", proposée en classe de seconde retient son attention.

Trois mois plus tard, en février 2015, elle invite les élèves du lycée chalonnais à participer au lancement de l'Année Européenne pour le Développement à Paris et à prendre la parole aux côtés d'acteurs associatifs et de personnalités politiques.

Portés par cette dynamique, l'académie de Dijon et Bourgogne Coopération décident alors de rédiger ensemble un guide pédagogique sur l'enseignement et de solliciter un soutien financier européen auprès du Ministère des Affaires étrangères et du Développement International (MAEDI), dans le cadre d'un appel à propositions "Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale - Année européenne pour le Développement".

Facilitant l'émergence de synergies entre les acteurs de l'éducation nationale et de la solidarité internationale, répondant aux objectifs de sensibilisation et d'information sur le développement de l'Union Européenne, le projet sera retenu parmi plus d'une centaine de propositions au même titre que neuf autres lauréats français.

Moins d'un an plus tard, la description minutieuse de l'enseignement que vous pouvez découvrir dans ce guide a pu être réalisée avec l'appui de nombreux experts de l'éducation et de la solidarité internationale, contribuant à l'amélioration des outils et des méthodes utilisés tout au long du cours et permettant à tous les enseignants de sciences économiques et sociales - et d'autres matières - de s'en inspirer.

S'il est encore jeune, les premiers impacts identifiés de cet enseignement lui révèle un fort potentiel pédagogique, tant auprès des élèves, qui semblent aujourd'hui fortement l'apprécier, qu'auprès des enseignants et du personnel académique qui voient en lui une réponse adaptée aux enjeux contemporains de l'éducation.



Objectifs et organisation de l'enseignement d'exploration

× Un enseignement d'exploration de sciences économiques et sociales :

L'enseignement présenté dans ce guide pédagogique est un enseignement d'exploration de sciences économiques et sociales (SES). Proposé aux élèves de classe de seconde, il s'appuie rigoureusement sur le programme officiel de sciences économiques et sociales qu'il aborde à travers le prisme de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI).

Le contenu du cours est présenté dans la section 3



× 4 objectifs :

Objectif général de l'enseignement d'exploration de SES :

- Découvrir les savoirs et méthodes spécifiques à la science économique et à la sociologie, à partir de quelques grandes problématiques contemporaines.

Objectifs spécifiques à l'enseignement de SES-ECSI :

- Accompagner les élèves dans la découverte du fonctionnement de l'économie, des rouages sociaux et des mécanismes à l'origine des inégalités et leur permettre d'appréhender et d'analyser leur dimension internationale.
- Sensibiliser les élèves aux droits fondamentaux (éducation, logement, travail, santé...), et aux notions de vivre ensemble, d'interculturalité, de dignité humaine et de citoyenneté mondiale.
- Fournir aux élèves un cadre facilitant leur engagement citoyen, leur permettant d'imaginer et de mettre en oeuvre des initiatives en faveur d'un monde plus juste et plus durable.

× Une organisation en deux parties :

Pour s'informer et comprendre : 1h30 de cours par semaine durant toute l'année scolaire

Le contenu des cours proposés répond aux prérogatives nationales du programme officiel de SES de seconde en termes de thématiques, de notions et de savoir-faire indispensables à maîtriser.

La particularité des cours de SES-ECSI réside dans :

- l'approche des thématiques du programme, en lien avec les inégalités mondiales et les droits humains,
- la pédagogie adoptée : participative, interactive et réflexive,
- la diversité des outils pédagogiques utilisés : des outils "classiques" (étude de documents, expositions, films,...), des outils plus spécifiques à l'ECSI (débats mouvants, porteurs de paroles, jeux de positionnement, mises en situation...), des outils prenant la forme de projets (chantiers, voyages solidaires à l'étranger, participation à des projets associatifs locaux...).

Les modalités d'ouverture au secteur associatif sont présentées dans la section 2

Pour s'engager et agir : 18h d'éducation morale et civique (EMC) consacrées à la découverte du monde associatif capitalisées dans un « passeport bénévole »

Les 18h réalisées par le jeune rentrent dans le cadre des sorties scolaires. Le "passeport bénévole" constitue le cadre dans lequel les jeunes peuvent concrètement s'investir sur des actions et vivre des expériences :

- d'engagements individuels, à travers une immersion au sein d'associations de leur choix,
- d'engagements collectifs, à travers la co-élaboration de projets avec le tissu associatif du territoire et à l'international.

× Le passeport bénévole

Le passeport bénévole est un document qui permet aux jeunes de lister les actions dans lesquelles ils se sont investis tout au long de l'année, les structures qui les ont accueillis et le nombre d'heures consacrées aux projets. Il s'agit à la fois d'un outil de suivi de l'engagement du jeune mais aussi d'un outil de valorisation de cet engagement. Le passeport bénévole peut éventuellement servir de justificatif officiel dans une démarche de Valorisation des Acquis de l'Expérience (VAE).

Pour plus de renseignements, contacter France Bénévolat : www.francebenevolat.org



Notice : comment lire ce guide pédagogique ?

Les sections 1 et 2 vous présentent respectivement le contexte et les cadres possibles dans lesquels inscrire l'enseignement d'exploration. Pour faciliter vos recherches, vous trouverez en fin de guide l'annexe 1 qui répertorie les outils pédagogiques utilisés et les thématiques abordées tout au long du cours. La section 3, consacrée au cours s'organise de la façon suivante :



Chaque partie de la section 3 correspond à un thème du programme officiel de sciences économiques et sociales



Un éclairage sur le contexte et les enjeux des sujets traités dans chaque partie, rédigé par un expert



Des outils pédagogiques clés en main déclinés en fiches-animation



Les définitions des termes de références du cours de SES



Des ressources complémentaires pour approfondir vos connaissances ou accéder à d'autres outils pédagogiques



Le + en ligne : un site "www.enseignement-ecsi.fr" qui permet d'accéder à l'ensemble des supports d'animation en version imprimable ou en ligne



Des portraits de professionnels qui vous livrent la vision de leur métier et de leur engagement citoyen



Des idées d'actions concrètes dans lesquelles les élèves peuvent s'engager



Des élèves s'expriment sur des projets dans lesquels ils se sont investis



SECTION 1



CONTEXTE DE L'ENSEIGNEMENT - Une approche éducative ouverte sur un monde en transition

01



Partie 1 / Concepts et fondements de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

1. De l'éducation au développement à l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) comprend l'ensemble des moyens mis en oeuvre pour sensibiliser les publics à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Plus spécifiquement, c'est un processus socio-éducatif qui s'adresse à tous, visant à outiller des publics pour leur permettre de comprendre la complexité du monde, se positionner et agir en citoyen. Il vise à donner des clefs de compréhension des interdépendances et des déséquilibres mondiaux pour permettre la construction d'un monde plus juste, solidaire et durable, où ressources et pouvoir sont équitablement répartis dans le respect de la dignité humaine.

Aussi appelée éducation au développement (EAD) ou encore éducation au développement et à la solidarité internationale (EAD-SI), l'ECSI est fortement imprégnée par la notion de développement, qui a connu depuis les années soixante d'importantes évolutions.

En juin 2014, les membres de la plateforme nationale "EDUCASOL" se sont entendus autour d'une nouvelle charte et pour l'utilisation de la notion d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité Internationale, ou "ECSI"

témoignage



Laurence RIGOLLET,
chef de projet, Plateforme Educasol



L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (l'ECSI) est présente à la fois dans les bulletins officiels et instructions pédagogiques du Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche depuis 1984, ainsi que dans la Loi d'orientation et de

programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale parue en juillet 2014.

Cette ECSI a le formidable objectif de dire aux citoyens et ce, dès le plus jeune âge, qu'ils sont tous capables de comprendre le monde qui les entoure, proche ou lointain, ainsi que les mécanismes d'interdépendance et d'exclusion, d'avoir une opinion personnelle basée sur les informations et sur les connaissances acquises au cours de leurs recherches, de développer un esprit critique et enfin de favoriser la construction d'un monde solidaire grâce à une démarche citoyenne.

L'ECSI constitue un outil idéal pour aborder les grands enjeux planétaires également présents dans les programmes scolaires, quelles que soient les disciplines. Elle constitue un vivier illimité pour réfléchir, s'interroger et agir, en partenariat avec d'autres, puisque l'ouverture aux associations est encouragée. C'est donc une excellente formation pour la mise en pratique d'activités, présentes ou futures, de citoyens. Ces missions recoupent bien celles mises en avant par l'école.

Par ailleurs, dans un contexte mondial difficile où la notion du « vivre ensemble » doit être renforcée, l'ECSI, par les valeurs qu'elle porte et la démarche qu'elle propose, prend tout son sens. Elle est surtout porteuse d'enjeux forts que les membres de la plate-forme Educasol (plate-forme française d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale) portent depuis 10 ans, avec la volonté de rassembler les acteurs de l'ECSI pour mieux partager expériences, outils, propositions et se faire entendre collectivement pour défendre une ECSI totalement partie prenante des politiques éducatives et de développement. En 2013, Educasol s'est constituée en association après avoir été plate-forme informelle.

L'ECSI sert l'intérêt général à travers des valeurs comme la responsabilité, la solidarité, la laïcité et le libre arbitre.

En mars 2015, les membres de la plateforme Educasol ont adopté une nouvelle charte "Pour une éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale"

Manuela Mesa, coordinatrice du Centre d'Education et de Recherche pour la Paix (CEIPAZ), en Espagne, identifie cinq générations de l'ECSI.

*** Avant les années 1960, une approche caritative et assistancielle**

La naissance de l'éducation au développement correspond aux premières campagnes de récoltes de fonds visant à faire face à des situations d'urgences et de famines dans les pays en développement. Les ONG et l'église sont les principaux acteurs impliqués dans la mobilisation de la société civile sur ces thématiques et ce que l'on appelle alors "l'aide". Les solutions avancées pour pallier les problèmes de développement des pays touchés sont sectorielles et dépendent uniquement de l'aide matérielle des pays les plus riches. On appelle à la générosité individuelle à partir d'images catastrophiques, stéréotypées et décontextualisées dans lesquelles les personnes "du Sud" apparaissent diminuées et passives face à leurs problèmes.

*** À partir des années 1960, une approche développementaliste**

Le champ d'action des ONG ne se limite plus à une réponse d'urgence mais s'étend à l'étude des causes et des « obstacles » au développement. Avec comme référence le modèle de développement du Nord, les ONG et les Etats déterminent des programmes et projets de développement visant à pallier "le retard" des pays du Sud. L'éducation au développement passe alors par des actions d'information et de sensibilisation sur les réalités des pays pauvres ou en crise et sur les projets de développement impulsés par les pays du Nord sur le terrain. On ne parle plus d'aide mais de coopération.

*** Dans les années 1970, une éducation critique et solidaire**

Après s'être concentrés sur les facteurs endogènes de la pauvreté, les acteurs du développement pointent du doigt les inégalités internationales en s'appuyant sur l'étude des facteurs historiques et la compréhension structurelle des relations entre développement et sous-développement. L'analyse des inégalités n'est plus sectorielle mais multicausale. Perçue comme de l'impérialisme, "l'aide" officielle au développement est critiquée et doit évoluer vers l'autonomisation des pays du Sud dans la définition de leurs propres objectifs de développement.

Les Nations Unies investissent le champ de l'EAD-SI aux côtés des ONG et des mouvements de solidarité. La communauté internationale se fixe comme objectif de consacrer 0,7% du PIB à l'aide au développement.

*** Dans les années 1980, une éducation pour un développement humain et durable**

On questionne le modèle de développement au Nord comme au Sud, ni socialement, ni écologiquement soutenable. La dimension globale des problèmes (environnement, migrations, armements, commerce...) appelle des réponses collectives. L'aide au développement est nécessaire et doit améliorer son efficacité, mais il faut aller plus loin en menant à terme des changements structurels dans le champ du commerce, de la dette et des questions monétaires internationales. Des changements globaux doivent s'opérer au Nord comme au Sud.

La reconnaissance de la diversité sociale et culturelle permet d'envisager différemment les projets de développement en partant des perceptions et références culturelles propres aux populations concernées.

L'EAD converge avec d'autres éducations globales : l'éducation à l'environnement, à la paix... Cette ouverture entraîne une diversification des acteurs de la démarche. On compte maintenant des institutions éducatives et des entités de la société civile : syndicats, étudiants, jeunes, municipalités...

*** Des années 1990 à nos jours, une éducation pour une "citoyenneté mondiale"**

On décrit de mieux en mieux les liens entre réalités locales et globales. L'interdépendance entre les pays du monde est au coeur de l'analyse des processus de développement. La distinction entre les pays du Nord et du Sud perd peu à peu de son sens car les pays autrefois considérés comme les plus développés connaissent des difficultés économiques et sociales. De plus, les conflits et les problématiques de développement s'internationalisent, à l'image des migrations, du climat ou de l'économie qui ne peuvent plus être résolus par un pays seul.

Le pouvoir d'agir de chaque citoyen du monde apparaît comme un levier important du développement. Il s'agit de prendre conscience que nos choix ont un rôle déterminant dans nos modes de consommation, de production et d'échanges, qu'ils peuvent générer des inégalités. L'enjeu de l'information, mais également de la responsabilisation et de l'action deviennent prépondérants. On parle alors de responsabilité globale et de citoyenneté mondiale.

En France, le terme d'ECSI remplace progressivement celui d'EAD. A l'échelle internationale (Conseil de l'Europe, UNESCO) le terme d'éducation à la citoyenneté mondiale est prédominant. Cette dynamique s'appuie sur des acteurs du développement structurés en réseaux aux implantations locales, nationales et internationales. Ils mènent des campagnes sociopolitiques sur des thèmes globaux. Les organisations et acteurs des pays les plus en difficultés, en tant que véritables partenaires et acteurs du développement, portent également ces démarches.

2. Démarche et pédagogie de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale



L'ECSI va bien au-delà de la sensibilisation. Il s'agit d'un processus éducatif, qui s'inscrit tout au long de la vie, qui cherche à outiller les organisations, les institutions et les citoyens pour comprendre les phénomènes mondiaux à l'origine des inégalités et agir pour la construction d'un monde plus juste, solidaire et durable.

Elle va donc tenter d'opérer des changements sur...

- les savoirs (comment fonctionne le monde),
- les représentations (regards sur le monde),
- les attitudes (savoir-être, postures),
- les savoir-faire (compétences).

... dans le but de former des citoyens du monde.

"Nous devons encourager la citoyenneté mondiale. L'éducation ne doit pas seulement apprendre à lire, écrire et compter. Elle doit aussi former des citoyens et assumer pleinement le rôle central qu'elle peut jouer en aidant les gens à créer des sociétés plus justes, plus pacifiques et plus tolérantes."

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, le 26 septembre 2012, lors de l'inauguration de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout (GEFI).



L'ECSI implique ...	Ce n'est pas ...
× De (se) poser des questions, une réflexion critique. × D'explorer les connections local-global, nos représentations, nos valeurs, nos suppositions. × D'explorer la complexité de problématiques globales, de perspectives multiples. × D'explorer des problématiques de justice sociale localement et à l'international. × La mise en application des apprentissages à des problématiques et des contextes réels. × Une opportunité pour les élèves de travailler sur leurs représentations pour ensuite s'engager et faire entendre leur voix. × Tous les âges de la vie. × Tous les programmes scolaires. × Un enrichissement de l'apprentissage et de l'enseignement. × L'école au sens large.	× Dire aux apprenants ce qu'ils doivent penser et faire. × Seulement à propos de personnes et de lieux très éloignés. × Donner des solutions simples à des thématiques complexes. × Centré sur la recherche de fonds et l'approche caritative. × De l'apprentissage abstrait sans lien avec la réalité et sans résultats. × Une implication illusoire des apprenants dans des processus de décisions. × Trop compliqué pour les jeunes. × Un sujet annexe. × Une sensibilisation ponctuelle d'une journée ou une semaine. × Limité à la classe.

× Être acteur de son processus d'apprentissage grâce à une pédagogie participative

Les mécanismes à l'origine des inégalités mondiales sont complexes. L'ECSI, grâce à des outils pédagogiques participatifs (jeux de rôle, mises en situation...) permet aux élèves d'expérimenter concrètement ces mécanismes et de prendre conscience petit à petit de la nécessité d'une approche intégrée/holistique des problèmes. L'ECSI favorise une nouvelle circulation de l'information, qui part des questions et des échanges entre élèves pour aboutir à un message qu'ils construisent collectivement. Ils sont ainsi pleinement acteurs de leur processus d'apprentissage.

× Se nourrir de l'échange grâce à une pédagogie interactive

C'est l'expression de la plus grande diversité des points de vues qui constitue la base d'un savoir collectif et objectif. C'est pourquoi l'ECSI favorise le partage d'expériences, la confrontation des opinions mais aussi l'interaction des apprenants avec l'ensemble de la communauté éducative, avec des associations, avec des citoyens de la collectivité via des projets, des rencontres, des animations dans l'espace public, etc.

× Savoir interroger ses représentations grâce à une pédagogie réflexive

La pédagogie réflexive est une méthode d'apprentissage par l'action et la réflexion sur l'action. Il s'agit dans un premier temps de permettre aux jeunes de monter leur propres actions en leur laissant le droit à l'échec. Cette pédagogie relève du "learning by doing". Dans un second temps, cette démarche exige que l'on porte un regard analytique et critique sur soi ainsi que sur sa position, son rôle, ses pratiques, ses valeurs...

C'est pourquoi chaque animation s'accompagne de débriefings qui permettent aux participants de prendre du recul par rapport à l'expérience vécue. L'objectif est de pouvoir questionner et analyser son positionnement. Qu'avons-nous ressenti pendant l'animation ? Qu'avons-nous appris sur nous même ? De notre projet ? De nos partenaires ? Ai-je développé des compétences particulières ? Si oui, lesquelles ? Notre façon de faire est-elle la bonne ? ...sont autant d'interrogations qui permettent d'adopter une approche réflexive des actions mises en oeuvre.

POSTURE DE L'ENSEIGNANT

Animer une démarche d'ECSI implique donc de :

- susciter le questionnement, le doute et l'esprit critique des participants,
- créer un espace de confiance, basé sur la coopération et non la compétition dans le groupe,
- permettre l'expression de toutes les opinions, et faciliter les échanges en variant les postures d'animation (neutre, avocat du diable, ...)
- valoriser les messages communs qui en ressortent,
- faire coexister "transmetteur du savoir" et "organisateur du savoir",
- valoriser le processus d'apprentissage plus que la finalité,
- mettre les participants en position d'agir.

La démarche présentée ici n'est pas figée, elle doit être adaptée à l'enseignant, aux élèves, au contexte de classe, d'établissement, etc.



3. La place de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale au sein de l'éducation nationale

Textes officiels de référence

Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD)

Code de l'éducation : Article L312-19

Modifié par LOI n°2015-992 du 17 août 2015 - art. 181

L'éducation à l'environnement et au développement durable débute dès l'école primaire. Elle a pour objectif d'éveiller les enfants aux enjeux environnementaux.

Elle comporte une sensibilisation à la nature et à la compréhension et à l'évaluation de l'impact des activités humaines sur les ressources naturelles.

Les formations dispensées dans les établissements d'enseignement technologique, professionnel, agricole et les centres de formation des apprentis veillent à favoriser la connaissance des techniques de mise en œuvre et de maintenance des énergies renouvelables, ainsi que des dispositifs d'efficacité énergétique et de recyclage.

Éducation au Développement et à la Solidarité Internationale (EAD-SI)

Code de l'éducation : Article L312-19

Modifié par LOI n°2015-992 du 17 août 2015 - art. 181

L'éducation au développement et à la solidarité internationale vise à donner aux jeunes des clés de compréhension des déséquilibres mondiaux et à encourager leur réflexion sur les moyens de réduire la pauvreté et les inégalités. Elle participe à l'éducation au développement durable, en contribuant à la compréhension des interdépendances environnementales, économiques, sociales et culturelles à l'échelle mondiale.

À ce titre, l'éducation au développement et à la solidarité internationale peut s'appuyer sur les savoirs fondamentaux dispensés à l'école, au collège et dans les voies générale, technologique et professionnelle du lycée. Dans le socle commun de connaissances et de compétences, la connaissance de la mondialisation, des inégalités et des interdépendances dans le monde est un des éléments de compréhension de l'unité et de la complexité du monde. Au sein des compétences sociales et civiques, la solidarité et la prise en compte des personnes en difficulté, en France et dans le monde, sont mentionnées parmi les attitudes qui fondent la vie en société. En complément des enseignements obligatoires, l'éducation au développement et à la solidarité internationale peut s'appuyer sur des actions éducatives et des projets de coopération internationale, propices à développer l'engagement, l'autonomie et l'initiative des élèves. Inscrits dans les projets d'école ou d'établissement, ces actions et projets pourront être menés avec le concours de partenaires extérieurs.

Les sciences économiques et sociales et l'ECSI : un lien qui fait sens.

Les sciences économiques et sociales (SES) constituent un enseignement particulièrement favorable au développement de l'ECSI. Le programme souligne notamment l'importance de :

- "Donner à tous les élèves. (...) les éléments de base d'une culture économique et sociologique indispensable à la formation de tout citoyen qui veut comprendre le fonctionnement de l'économie et de la société dans laquelle il vit."
- Placer l'élève dans "une posture de recherche qui doit le conduire à se poser des questions précises, à formuler des hypothèses explicatives et à les confronter aux données empiriques. Les professeurs devant s'attacher à organiser la réflexion des élèves et surtout à donner du sens aux apprentissages."
- Utiliser des supports et des outils variés et proposer des temps de sensibilisation et d'analyse propices à la participation active des élèves.

Les SES valorisent une dimension holistique des apprentissages. Comprendre le fonctionnement de la société nécessite ainsi de comprendre l'interconnexion de faits sociaux, économiques, culturels ou environnementaux, notamment à l'échelle mondiale.

Elles constituent également un enseignement dans lequel peut s'exprimer une vision à la fois scientifique et pluraliste, représentative des idées avancées par les sciences sociales.

Elles sont aussi un vecteur important dans la construction de citoyens autonomes, porteurs d'un esprit critique et capables d'imaginer des alternatives. Elles permettent notamment de créer des espaces de discussions et de débats où différentes conceptions du monde peuvent s'enrichir, se compléter et parfois s'opposer. Les SES sont ainsi un véritable levier pour illustrer l'enjeu de la cohésion sociale et l'intérêt de construire une société démocratique.



Partie 2 / L'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale : une éducation adaptée aux défis du 21^e siècle

1. Lutter contre la pauvreté

- Les Objectifs du Développement Durable (ODD)

Huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont été adoptés en 2000 à New-York par 193 États membres de l'ONU qui ont convenu de les atteindre en 2015. Ces objectifs recouvrent de grands enjeux de développement : la réduction de l'extrême pauvreté et de la mortalité infantile, la lutte contre plusieurs épidémies dont le SIDA, l'accès à l'éducation, l'égalité des sexes, et l'application du développement durable.

Des progrès importants ont été accomplis dans plusieurs domaines (pauvreté monétaire, accès à des sources d'eau potable de meilleure qualité, inscription à l'école primaire et mortalité infantile notamment). Cependant, des millions de personnes n'ont pas tiré parti de ces progrès.

Quinze ans plus tard, cette feuille de route du développement a été redessinée à New-York, le 25 septembre 2015, par les Nations Unies. 17 objectifs du développement durable (ODD) ont cette fois été adoptés, dessinant un agenda « post-2015 » et une vision collective du monde de demain.

A la différence des OMD, les nouveaux ODD acquièrent ainsi une véritable dimension globale et couvrent l'ensemble des enjeux de développement, dans les pays riches comme dans les pays pauvres. Outre la lutte contre la pauvreté, ces objectifs intègrent notamment les enjeux environnementaux, ou l'égalité entre les sexes par exemple.

Pour mieux en assurer le suivi, 169 indicateurs précis accompagnent ces objectifs et chaque pays est tenu d'apporter sa pierre à l'édifice. Une large coalition d'acteurs publics, locaux et privés se mobilisent pour financer l'atteinte de ces objectifs, en s'appuyant sur un engagement renouvelé des pays industrialisés, notamment de l'Union européenne, à consacrer 0,7% de leur revenu national à l'aide publique au développement en 2030.

Les notions d'éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale font ainsi pour la première fois leur apparition dans le cadre d'un accord international.

Objectif 4.7 Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités de l'apprentissage tout au long de la vie

*"D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la **citoyenneté mondiale** et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable."*

Les 17 objectifs du développement durable adoptés par les Nations-Unies en 2015



- La politique de développement de l'Union Européenne

En 2013, l'Union européenne et ses États membres, premiers donateurs mondiaux, ont fourni une aide d'un montant de 56,5 milliards d'euros, ce qui correspond à 52% du montant total de l'aide publique au développement octroyée au cours de cette année. L'Union européenne est présente dans 140 pays dans le monde.

Compétence partagée de l'Union européenne avec les États membres, la politique de coopération au développement de l'Union européenne a pour objectif principal la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté. Elle vise également à encourager le développement durable et à promouvoir la démocratie, la paix et la sécurité. Seuls les pays qui attestent de leur engagement en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit, et qui respectent les critères de l'Union européenne (notamment en matière de gestion des finances publiques) peuvent bénéficier d'un appui budgétaire.

Les Nations Unies recommandent à chaque pays de consacrer 0,7% du PIB à l'aide publique au développement (APD). En 2014, la Suède est en tête du classement, atteignant le taux de 1,10%, la France quant à elle atteint le taux de 0,36%.

Une année entièrement dédiée à la sensibilisation et l'information sur le développement et la solidarité internationale en Europe



En 2015, l'Union européenne a dédié, pour la première fois depuis 30 ans, une "année européenne" à une politique extérieure : la politique d'aide au développement et de coopération. Ses objectifs sont :

- d'informer les citoyens sur la politique européenne de développement : l'Union européenne est le premier bailleur mondial d'aide publique au développement mais 55 % des Européens s'estiment insuffisamment informés sur l'aide au développement européenne. De plus, une majorité des Européens pense que l'extrême pauvreté dans le monde a progressé alors que la réalité est inverse : elle a diminué, notamment grâce à l'effort de solidarité des pays riches depuis plus de 40 ans.

- de favoriser la participation directe des citoyens de l'Union européenne et de tous les acteurs du développement et de la coopération : la sensibilisation et l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale deviennent ainsi l'un des objectifs affirmés de l'Union européenne.

- d'encourager la solidarité internationale des Européens : selon le baromètre 2014 de l'Agence française de développement, 85 % des citoyens européens jugent important d'aider les populations des pays en développement. Les jeunes européens sont notamment deux fois plus nombreux que leurs aînés à vouloir une augmentation de l'aide au développement.

- En France, une première loi sur le développement et la solidarité internationale reconnaît le rôle majeur de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

La France, 5ème bailleur mondial de l'aide au développement, figure parmi les pays du monde les plus fortement engagés dans ce domaine.

Le 7 juillet 2014, elle s'est dotée pour la première fois de son histoire d'une loi d'orientation et de programmation sur le développement et la solidarité internationale qui affirme la nécessité d'une efficacité accrue et d'une coordination plus forte de tous les acteurs de l'aide au développement, ainsi que la nécessité de permettre la construction collective de cette politique. Ces orientations se matérialisent notamment par le renforcement d'un Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDSI), qui réunit ministères, parlementaires, collectivités territoriales, réseaux multi-acteurs, associations, syndicats, acteurs économiques et de la recherche des pays riches comme des pauvres.

Loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale du 7 juillet 2014

L'éducation au développement et à la solidarité internationale constitue un volet important pour la France en termes de transparence et de cohérence des politiques. Elle vise à faire progresser le niveau de connaissance et d'appropriation par les citoyens des actions conduites, mais aussi à promouvoir la solidarité. En effet, la mobilisation de l'opinion publique est nécessaire pour produire de nouvelles dynamiques favorables au développement. Pour cela, il est essentiel que les citoyens puissent davantage s'informer sur les enjeux du développement ainsi que sur les choix stratégiques et les résultats de l'action publique en faveur du développement. Dans cette perspective, les actions de sensibilisation menées par le Gouvernement sont nombreuses, en particulier auprès de la jeunesse. Il diffuse à cet effet des documents d'information sur la politique de développement et de solidarité internationale. Les établissements scolaires mènent des projets d'éducation au développement et à la solidarité internationale visant à faire comprendre les grands déséquilibres mondiaux et à encourager la réflexion sur les moyens d'y remédier. L'éducation au développement et à la solidarité internationale peut s'effectuer dès le plus jeune âge et dans toutes les disciplines. Elle s'inscrit dans les dispositifs pédagogiques existants avec le concours des collectivités territoriales, d'intervenants extérieurs qualifiés, d'associations de solidarité internationale et d'acteurs de l'éducation populaire. Sa place doit être renforcée dans les programmes scolaires et dans la formation des maîtres."

× A retenir :

Au cours des dernières années, la notion d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale a progressivement fait son apparition au sein des politiques publiques nationales, européennes et internationales. L'enjeu climatique, mais aussi les différentes problématiques auxquelles la France et les pays européens sont aujourd'hui confrontés (migrations, développement économique, interculturalité, cohésion sociale...) rendent la prise en compte des dimensions citoyennes et internationales indispensable au sein des processus éducatifs.

62%

des Français sont favorables à la politique de développement de la France.
(baromètre annuel de l'Agence française de développement / Ifop, 2014)



2. Lutter contre le changement climatique : 2015, une année charnière.



La 21^e conférence des parties, la "COP 21", s'est déroulée du 30 novembre au 12 décembre 2015 à Paris. A l'issue des négociations, les représentants des 195 pays et de l'Union Européenne ont adopté un accord universel et contraignant visant à limiter la hausse des températures à 1,5°C avant la fin du siècle. Les pays développés s'engagent à mobiliser la somme "plancher" de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour soutenir des mesures concrètes d'atténuation en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement. Le texte prévoit également une évaluation internationale des efforts de réduction d'émissions des gaz à effet de serre en 2018 ainsi qu'une possibilité de réviser les engagements des Etats tous les cinq ans. Si de nombreux

observateurs jugent les engagements pris encore insuffisants pour atteindre les objectifs fixés, le texte adopté constitue un accord politique sans précédent sur la question climatique.

Les conséquences du changement climatique et l'urgence de la réponse à apporter ne font plus débat. Élévation du niveau de la mer, augmentation du nombre de catastrophes naturelles, menaces sur la production alimentaire... Les effets désastreux du réchauffement climatique - qui a déjà atteint + 0,85 °C - touchent déjà aujourd'hui plus de 200 millions de personnes.

Le 5^e rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) sur les changements climatiques et leurs évolutions futures est très alarmant. Il confirme un élément fondamental : l'activité humaine, notamment l'usage des énergies fossiles, a conduit à une hausse exceptionnelle de la concentration des gaz à effet de serre transformant le climat à un rythme jamais vu par le passé.

Sans la prise de mesures drastiques, il prévoit une hausse des températures pouvant aller jusqu'à 5°C en 2100 en comparaison à la fin du 20^{ème} siècle. Pour limiter ce réchauffement à 2°C, seuil en dessous duquel les conséquences seraient réversibles et maîtrisables, le GIEC indique qu'il faudra réduire fortement les émissions mondiales de gaz à effets de serres : entre 40 et 70% en 2050 par rapport à 2010 puis les ramener à presque 0 en 2100.

Quelles conséquences sur l'éducation ?

La question climatique nous conduit à interroger nos pratiques éducatives. Imaginer de nouveaux modes de vie, écologiquement soutenables, c'est avant tout apprendre à agir différemment, en prenant en compte de nouvelles contraintes (limiter la production de GES, réduire son utilisation d'énergies fossiles...) et de nouvelles opportunités (développer les énergies renouvelables, repenser nos modes de consommation et de production...).

Face au changement climatique, l'éducation nous invite ainsi à prendre conscience de la relation d'interdépendance qui nous lie à notre environnement. Elle interroge notre capacité à penser un monde non plus individuel, mais un monde commun, dans lequel les modes de vie des uns ont un impact sur celui des autres. Enfin, elle amène à faire des choix en prenant en compte l'intérêt des autres, des choix certes plus complexes, mais garants d'une maîtrise accrue de notre quotidien.

Ces mécanismes ont un réel intérêt éducatif. La manière dont nous expliquons la pauvreté et les inégalités donne des indications politiques sur des positions citoyennes. Pour les élèves, la sensibilisation à la citoyenneté mondiale peut donner lieu à des réflexions politiques plus poussées et à l'émergence de réponses plus adaptées aux problématiques que nous rencontrons.

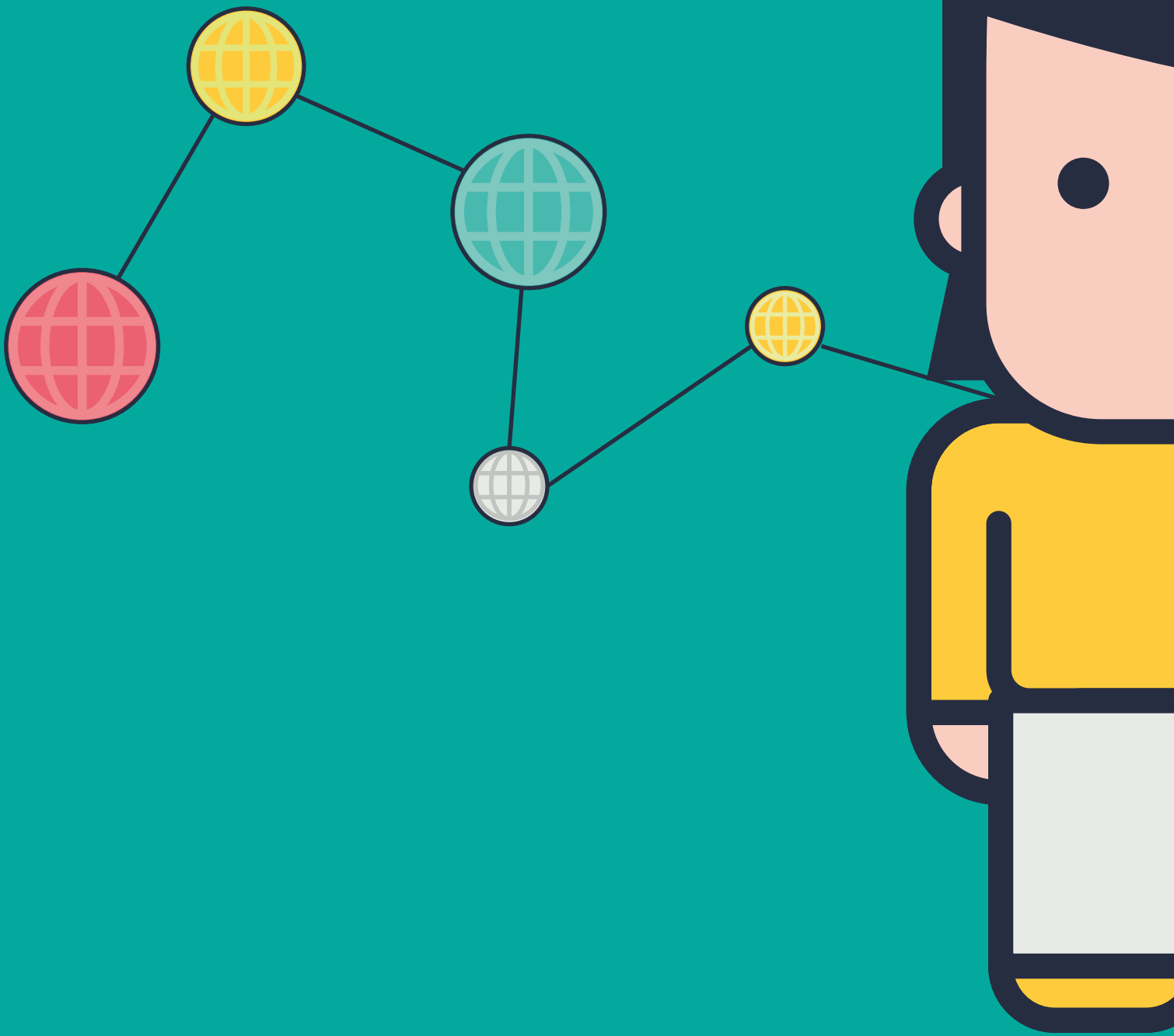
4 dates clés :

1992 : Sommet de la Terre à Rio de Janeiro. Les pays membres de l'ONU adoptent la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

1995 : 1^{ère} COP organisée à Berlin pour mettre à jour la Convention.

1997 : COP 3 de Kyoto. 37 pays développés s'engagent à réduire, sur la période 2008-2012, leur émission de gaz à effets de serre (GES) de 5% par rapport à 1990.

2009 : Le sommet de Copenhague sur le climat (COP15) est marqué par l'adoption de l'objectif d'une limitation à 2°C de la hausse des températures. Par contre, aucun seuil d'émission de GES à 2020 ou 2050 n'est fixé. Les Etats du Nord se sont, de plus, engagés à verser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 aux pays du Sud pour les aider à se développer sans énergies fossiles et à s'adapter aux conséquences du réchauffement.







MISE EN PLACE DE L'ENSEIGNEMENT - Des dispositifs et des acteurs à mobiliser

02





Partie 1/ Initier une démarche d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale avec sa classe et son établissement

1. Déposer un projet d'enseignement expérimental ECSI

L'enseignement d'exploration de SES-ECSI mené au lycée Hilaire de Chardonnet s'inscrit dans le cadre d'un projet d'enseignement expérimental déposé auprès de l'académie de Dijon.

En France, chaque académie déploie une stratégie de "recherche et développement, innovation et expérimentation". Cette dernière a pour objectif de permettre aux équipes pédagogiques de faire évoluer leurs pratiques à travers différents dispositifs. La démarche d'innovation et d'expérimentation est en constante progression. Elle est actuellement définie par l'article L401-1 du Code de l'éducation.

Le projet d'enseignement expérimental doit être déposé auprès du / de la Correspondant(e) Recherche et Développement en Innovation et Expérimentation (CARDIE) de votre académie. A la demande, les expérimentations pédagogiques peuvent être analysées, accompagnées, évaluées et valorisées. Pour connaître les délais et les modalités de dépôt des dossiers contactez le/la CARDIE de votre académie.

Découvrez l'ensemble des projets expérimentaux sur "Expérithèque", une base de données nationale des innovations hébergée sur le site <http://eduscol.education.fr>.

Article L401-1 : La démarche d'innovation et d'expérimentation (Extraits)

[...] Sous réserve de l'autorisation préalable des autorités académiques, le projet d'école ou d'établissement peut prévoir la réalisation d'expérimentations, pour une durée maximale de cinq ans, portant sur l'enseignement des disciplines, l'interdisciplinarité, l'organisation pédagogique de la classe, de l'école ou de l'établissement, la coopération avec les partenaires du système éducatif, les échanges ou le jumelage avec des établissements étrangers d'enseignement scolaire [...].



Pour accéder à la fiche projet de l'enseignement expérimental "SES-ECSI" du lycée Hilaire de Chardonnet et pourquoi pas vous en inspirer, rendez-vous sur le site internet du guide

2. Développer une partie de son programme d'enseignement sous l'angle de l'ECSI

Si l'initiative présentée dans ce guide porte sur un enseignement de sciences économiques et sociales entièrement revisité, il est tout à fait possible de tester la démarche d'ECSI dans une autre discipline et de l'expérimenter à plus petite échelle sur un ou deux chapitres sans déposer de projets expérimentaux particuliers. L'article L912-1-1 du code de l'éducation rappelle la liberté pédagogique de l'enseignant.

Pour faciliter l'identification des liens possibles à établir entre les programmes scolaires et l'ECSI, des acteurs ont mené un travail d'analyse détaillée des programmes. Les cahiers "Milieu scolaire, mode d'emploi" du CCFD Terre Solidaire constitue une ressource intéressante pour les enseignants, ils synthétisent les différentes accroches possibles avec les programmes pour les niveaux primaire, collège et lycée.

Les IA IPR, Inspecteurs Pédagogiques Régionaux, ainsi que les référents développement durable de votre académie, peuvent vous accompagner dans la mise en place d'une démarche d'ECSI.

Dans le secondaire, s'il est possible d'imaginer des liens entre l'ECSI et la plupart des enseignements, l'Histoire-Géographie et l'Education Morale et Civique (EMC) apparaissent comme deux disciplines qui présentent des accroches particulièrement pertinentes.



L'éducation morale et civique, un levier majeur pour l'ECSI

Les référents EMC de votre académie peuvent vous aider à mettre en place une démarche d'ECSI.

Récemment inscrite aux programmes officiels, l'EMC se substitue aux programmes d'éducation civique juridique et sociale (ECJS) existants à chacun des niveaux de l'école élémentaire, du collège et du lycée. Cette nouvelle discipline inscrite au Bulletin officiel spécial n° 6 du 25 juin 2015, s'inscrit dans ce que l'on appelle "le parcours citoyen" de l'élève, démarche qui se décline tout au long de la scolarité. Que ce soit en termes de contenu, d'approche ou d'objectifs, l'EMC constitue une porte d'entrée intéressante pour une démarche d'ECSI.



- les objectifs et les valeurs : associer dans un même mouvement la formation du futur citoyen et la formation de son raisonnement critique. L'élève doit acquérir une conscience morale lui permettant de comprendre, de respecter et de partager des valeurs humanistes, de solidarité, de respect et de responsabilité.

- la démarche pédagogique : les compétences visées concernent des savoir-être et des savoir-faire qui nécessitent une formation s'inscrivant dans la durée et réclamant de conjuguer différentes démarches pédagogiques. Il s'agit dans l'EMC comme en ECSI de s'appuyer sur des pratiques participatives (débats, projets, jeux de rôle...), des situations réelles ou fictives conduisant à traiter de questions qui donnent aux élèves la possibilité de construire leur jugement moral, de mobiliser la coopération, l'empathie et l'entraide, de susciter la démocratie, la prise de responsabilité et l'engagement personnel et collectif.



Plusieurs outils pédagogiques présentés dans ce guide peuvent être investis en ECSI comme en EMC : voir annexe 1 (Thèmes : culture, stéréotypes, discriminations)

3. L'ECSI au service de l'Accompagnement Personnalisé (AP)

L'accompagnement personnalisé (AP), défini par la circulaire n° 2010-013 du 29-1-2010, est intégré à l'emploi du temps des élèves en lycée à hauteur de 2 heures en moyenne par semaine. Il s'agit d'un temps d'enseignement distinct des heures de cours traditionnelles qui a pour objectif :

- d'apporter un soutien aux élèves qui rencontrent des difficultés,
- d'approfondir des connaissances ou développer une autre approche des disciplines étudiées,
- de constituer une aide à l'orientation s'appuyant sur un parcours de découverte des métiers et des formations.

En complémentarité d'autres formes d'accompagnement, la démarche d'ECSI constitue une réponse intéressante à ces objectifs.

En effet, elle participe d'une part au développement des compétences de base comme l'analyse et le traitement d'une question, l'expression orale, la capacité à argumenter, la maîtrise et l'utilisation responsable des technologies de l'information et de la communication ou encore renforcer sa culture générale avec une ouverture sur l'international.

D'autre part, l'utilisation d'outils pédagogiques spécifiques, basés sur l'interaction et l'action, peut permettre aux élèves d'approcher la connaissance fondamentale différemment.

Enfin, avec la volonté constante de travailler en partenariat et d'ouvrir les élèves aux réalités de leur société, l'ECSI leur permet de rencontrer une grande diversité de professionnels, de leur faire découvrir différents secteurs d'activités et métiers. Parmi eux, on peut évidemment citer le secteur du droit, de la santé mais aussi celui de l'économie sociale et solidaire ou encore les métiers liés à l'environnement.

4. S'appuyer sur la Maison des lycéens ou sur le foyer socio-éducatif de l'établissement (FSE)

Aujourd'hui intégré à la démarche d'ECSI de l'établissement, le club "coopération et solidarité" du lycée Hilaire de Chardonnet, dépendant du FSE, constitue l'un des cadres dans lequel les élèves peuvent "s'engager et agir".



Le FSE, tout comme la Maison des lycéens, sont des associations de loi 1901 (cf. circulaire n° 2010-009 du 4 avril 2010). De par leur statut, ils constituent des outils performants pour une démarche d'ECSI en milieu scolaire :

- ils facilitent la mise en place du dispositif du passeport bénévole,
- ils permettent d'ouvrir la démarche d'ECSI à un nombre plus important d'élèves que ceux inscrits dans l'enseignement d'exploration uniquement,
- ils offrent une grande liberté de contenu et d'organisation des associations d'élèves. Ils constituent un cadre d'engagement propice à l'autonomie des élèves, tout en permettant d'impliquer une grande diversité d'acteurs de la communauté éducative,
- ils permettent à l'établissement et aux élèves d'intégrer plus facilement les réseaux d'acteurs associatifs du territoire et de prendre part à des projets collectifs,
- ils permettent d'accueillir des volontaires en service civique. Âgés de moins de 26 ans et impliqués dans une démarche d'engagement, ils représentent des interlocuteurs privilégiés pour les élèves. Ils permettent de consolider les moyens humains de l'établissement pour animer la démarche et peuvent être également source d'innovation,
- ils permettent enfin d'accéder à des dispositifs d'accompagnement et de financement de projets tel que le JSI, Jeunesse Solidarité Internationale.

Le dispositif Jeunesse Solidarité Internationale (JSI) du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international vise à soutenir la rencontre interculturelle de jeunes, de 15 à 25 ans, du Nord et du Sud autour d'une action de développement organisée en France ou à l'étranger. Pour en savoir plus rendez-vous sur le site du Fonjep : www.fonjep.org.



Comment accueillir un service civique ECSI dans mon établissement ? Consultez un exemple de fiche de mission sur le site internet du guide. Retrouvez toutes les informations sur le service civique sur : www.service-civique.gouv.fr



5. Ouvrir les portes de l'établissement aux acteurs associatifs : l'exemple des "Tandems solidaires"

Le dispositif "Tandems solidaires" a été créé en 2006 par l'académie de Franche-Comté et le CERCOOP, réseau régional multi-acteurs pour la coopération internationale et la solidarité.

Dupliqué en Midi-Pyrénées et en Bourgogne, ce dispositif consiste à créer des binômes composés d'un groupe d'élèves (classe entière, plusieurs classes, un club,...) et d'une association engagée dans l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Le binôme, accompagné sur le plan technique et financier, s'engage alors autour d'un projet d'ECSI sur une année scolaire. Trois rencontres minimum sont organisées ainsi qu'un temps de valorisation du projet.

Les enjeux des « Tandems Solidaires » sont :

- de sensibiliser les élèves aux grands déséquilibres mondiaux et aux mécanismes du développement,
- d'explorer la dimension sociale et internationale du développement durable,
- de faire prendre conscience de la nécessité de construire un autre monde, solidaire, respectueux des droits humains, attaché à la préservation de l'environnement.

La capacité des établissements scolaires à créer des partenariats avec le secteur associatif est un enjeu majeur dans la création d'une démarche d'ECSI. Le dispositif des Tandems solidaires, s'il n'existe pas en tant que tel dans votre région, peut vous inspirer. N'hésitez pas à contacter votre réseau régional pour la coopération internationale et la solidarité (RRMA) qui vous accompagnera dans l'identification d'une association partenaire.

Pour découvrir l'ensemble des services proposés par les RRMA et accéder aux coordonnées de votre réseau consultez la partie 2



6. Participer à des campagnes citoyennes annuelles

La démarche d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale est portée par un grand nombre d'acteurs du développement. Constitués en réseaux avec des implantations nationales mais aussi locales, ils sont à l'initiative d'un certain nombre de campagnes citoyennes organisées tout au long de l'année.

Ces événements constituent pour les élèves : la possibilité d'un premier contact avec le secteur associatif, une opportunité de s'informer sur des thématiques spécifiques, une occasion de rencontrer des acteurs engagés de leur territoire.

× La Semaine de la solidarité Internationale

Quelles thématiques ?

Aide au développement / Humanitaire / Migrations / Commerce équitable / Commerce mondial / Droits humains...

Quand ? Tous les ans pendant la 3ème semaine de novembre.

Site : www.lasemaine.org



× La campagne AlimenTERRE

Quelles thématiques ?

Développement agricole / Alimentation / Agriculture durable...

Quand ? Chaque année du 15 octobre au 30 novembre

Site : www.festival-alimenterre.org



× Le mois de l'Economie Sociale et Solidaire

Quelles thématiques ?

Emploi / Economie locale / RSE / Gouvernance démocratique...

Quand ? Tous les ans au mois de novembre

Site : www.lemois-ess.org



× Le Festival Migrant'Scène

Quelles thématiques ?

Migrations / Cultures / Préjugés / Arts...

Quand ? Les deux dernières semaines de novembre

Site : www.festivalmigrantscene.org



× Journées mondiales de sensibilisation

- 16 octobre : journée mondiale de l'alimentation
- 20 novembre : Journée mondiale des droits de l'enfant
- 10 décembre : Journée mondiale des droits de l'homme
- 8 mars : Journée mondiale des droits de la femme
- 21 mars : Journée mondiale de lutte contre le racisme
- 22 mars : Journée mondiale de l'eau
- 7 avril : Journée mondiale de la santé
- 21 mai : Journée de la diversité culturelle

Au sein de l'Education nationale il existe également des campagnes de mobilisation thématiques sur lesquelles les équipes éducatives peuvent s'appuyer pour mener une démarche d'ECSI.

× Pas d'éducation, pas d'avenir !

La campagne permet de sensibiliser le grand public, les élèves et l'ensemble de la communauté éducative aux inégalités mondiales d'accès à l'éducation. Elle permet également de soutenir financièrement des projets permettant à toutes et tous d'accéder à l'éducation.

Site : <http://www.pasdeducationpasdavenir.org/>

× Prix des Droits de l'Homme - René Cassin

Ce prix récompense les travaux et les actions réalisés sur les droits de l'Homme dans les collèges et les lycées. Créé en 1988, ce prix porte le nom d'un homme au parcours exceptionnel et exemplaire : René Cassin, prix Nobel de la paix, fut le principal rédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948.

× Semaines d'éducation contre le racisme

Mises en place par un collectif de 24 organisations investies dans le monde de l'éducation, les semaines d'éducation contre le racisme visent à impliquer les enfants et les jeunes dans la lutte contre le racisme tout au long de l'année.

7. Donner une dimension citoyenne et solidaire à la mobilité des élèves

La mobilité des jeunes, un objectif européen

L'ouverture sur l'Europe et le monde doit constituer une priorité pour tous les établissements scolaires. En mars 2009, le Conseil de l'Union européenne dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 » a fixé des objectifs ambitieux pour une croissance intelligente, durable et inclusive, à laquelle il est indispensable d'associer les jeunes. La mobilité en est un des objectifs majeurs pour les dix prochaines années de façon à ce que les périodes de formation à l'étranger - tant en Europe que dans le reste du monde - deviennent la règle et non l'exception.

La maîtrise de plusieurs langues étrangères, la connaissance d'autres cultures et sociétés sont devenues indispensables pour l'insertion des élèves dans un monde professionnel et une vie citoyenne qui dépassent désormais le cadre des frontières nationales. Faciliter la poursuite d'études à l'étranger, permettre une recherche d'emploi sur un marché du travail élargi, former des citoyens ouverts sur le monde : tous ces enjeux font partie intégrante de la réforme du lycée.

Eduscol, portail national des professionnels de l'éducation

Le séjour ou chantier solidaire, formidable outil d'ECSI

Le séjour solidaire, projet collectif mené par les élèves et leurs partenaires étrangers, est un outil pédagogique à part entière dans une démarche d'ECSI. De la définition des objectifs communs, à la recherche de fonds jusqu'à la restitution de l'expérience, le séjour solidaire est un outil pertinent et efficace qui permet aux élèves de s'investir concrètement sur une action de développement et de vivre une rencontre interculturelle (cf. section 3, partie 2).



Le chantier solidaire : objectifs d'ECSI et démarche

Quels cadres permettent l'organisation d'un chantier solidaire ?

× Les voyages scolaires

Les voyages scolaires à l'étranger sont encadrés par la circulaire n°2013-106 du 16 juillet 2013 qui ne restreint en aucun cas le contenu et la forme d'un séjour scolaire.

Ce texte rappelle entre autre que le voyage scolaire est le choix d'une équipe éducative et répond à un objectif pédagogique. Il doit concerner un groupe homogène d'élèves – une classe de niveau, des élèves partageant une même option ou travaillant sur un projet commun.

Enfin, la responsabilité du voyage incombe d'abord à l'enseignant ou à l'équipe qui l'organise puis l'autorisation administrative de départ dépend, dans le premier degré, de l'Inspection Académique, et dans le second degré, de la direction de l'établissement.

× Des dispositifs de mobilité

Différents dispositifs de mobilité en Europe et dans le monde proposent une expérience concrète d'ouverture linguistique et culturelle. Ils s'adressent à tous les publics (élèves, apprentis, acteurs du système éducatif), à travers une grande diversité d'actions.

Erasmus +, Partenariat scolaire,... pour connaître tous les dispositifs en fonction du niveau de votre groupe d'élèves, consultez la liste des programmes de mobilité sur eduscol.education.fr.

× Quels interlocuteurs ?

Chaque académie définit une stratégie propre pour développer sa dimension européenne et internationale, que les établissements sont ensuite appelés à relayer de façon concrète. Les académies proposent donc de nombreux projets qui répondent à leur politique d'ouverture internationale.

Afin de mieux connaître ces projets et les décliner dans chaque établissement de façon adaptée, les chefs d'établissement sont invités à s'adresser aux Délégués académiques aux relations européennes et internationales et à la coopération (DAREIC) de leur académie.



Partie 2 / s'appuyer sur des professionnels de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

1. Des structures de proximité : les réseaux régionaux multi-acteurs de la coopération et de la solidarité internationale

Depuis le milieu des années 1990, plusieurs régions françaises ont mis en place des réseaux régionaux "multi-acteurs" dédiés à la coopération et à la solidarité internationale. Ils se retrouvent autour de trois spécificités :

- Leur action s'inscrit sur un territoire régional.
- Leurs objectifs, dans un esprit de service public, sont d'améliorer la qualité des actions de coopération internationale et de solidarité, et de contribuer à l'ouverture internationale des habitants de leurs territoires.
- Ils animent un réseau "multi-acteurs" (associations, collectivités territoriales, établissements d'enseignement, structures d'éducation populaire, établissements publics, acteurs économiques, etc.) dans une dynamique d'échanges, de travail collaboratif, de concertation et de subsidiarité.

Cela se concrétise par la mise en œuvre de quatre activités :

- L'identification des acteurs à travers la constitution de bases de données, notamment des associations en capacité d'intervenir dans un cadre scolaire pour mener des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale,
- L'information (veille informative, production et diffusion d'informations, etc.)
- L'appui aux porteurs de projet (formations, conseil, appui méthodologique, etc.)
- L'animation des échanges et de la concertation entre les acteurs (capitalisation d'expériences, mutualisation, organisation de rencontres, création de synergies, etc.)



Henri AREVALO

Président de Midi-Pyrénées Coopdev,

Secrétaire des réseaux régionaux multi-acteurs pour l'année 2015

Témoignage

Interlocuteurs naturels des services de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole, les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) de la coopération internationale et de la solidarité facilitent la mise en relation des enseignants avec les acteurs de la société civile de leur région sur les questions d'éducation à la citoyenneté mondiale.

Au cœur des dynamiques territoriales menées dans ce domaine, ils facilitent la mise en place de vos démarches auprès de collectivités territoriales et des institutions publiques.

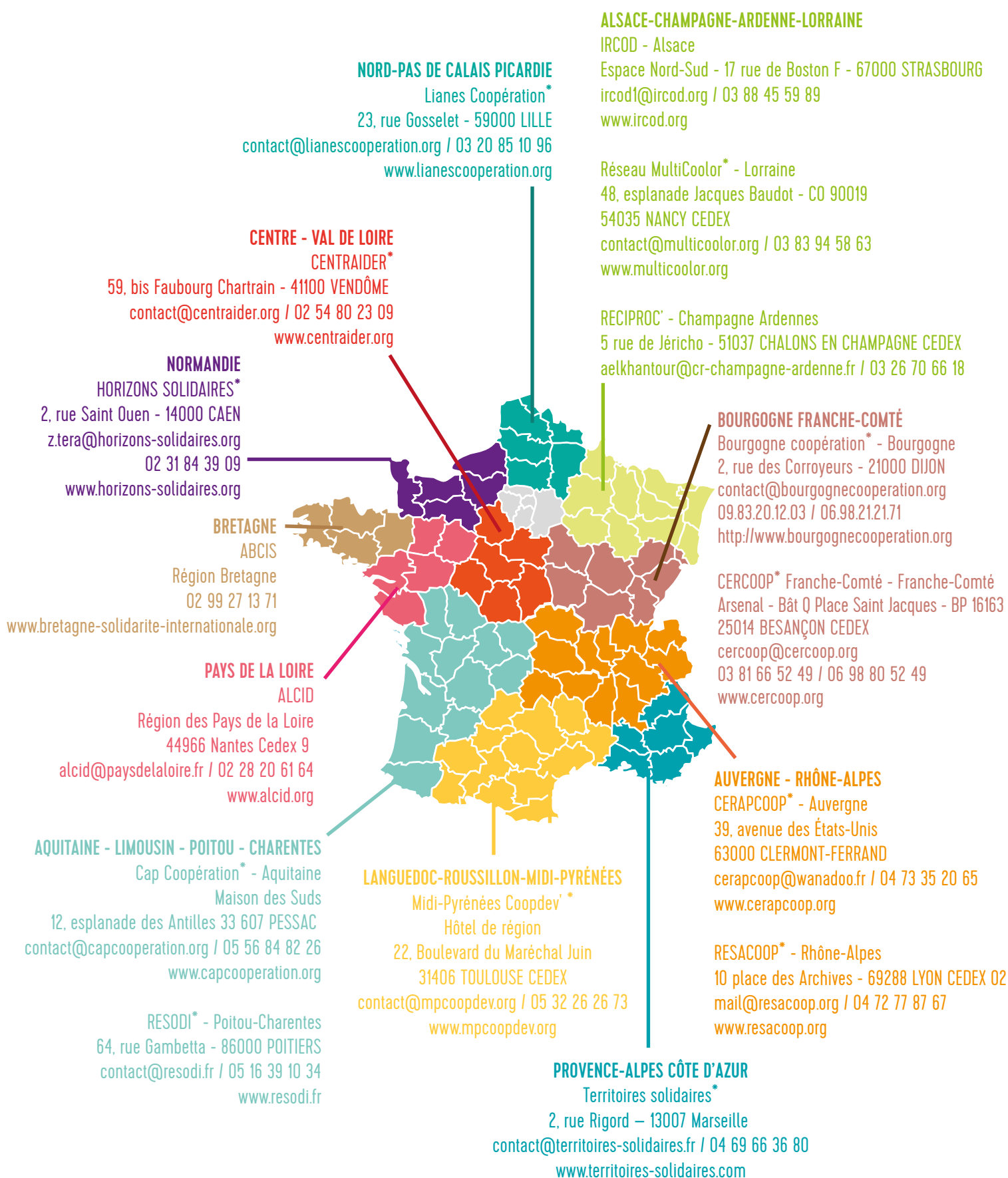
Lieux ressources, ils identifient, accompagnent, orientent et forment des enseignants, responsables d'établissements, personnels d'académie, animateurs, bénévoles et professionnels du secteur associatif. En conformité avec les valeurs de notre République, ils contribuent ainsi à garantir la qualité des interventions éducatives menées dans un cadre scolaire ou péri-scolaire. Ils veulent également porter une haute vision de la coopération internationale et de la solidarité.

Soucieux de la proximité, les RRMA vous permettent enfin d'avoir accès à de nombreuses ressources, de vous tenir informés des dernières actualités et des différentes opportunités pour conduire et réussir un projet.

Permettre aux jeunes de s'ouvrir aux autres pour mieux comprendre le monde et favoriser la cohésion sociale est aussi une de nos ambitions.

SECTION 2 / MISE EN PLACE DE L'ENSEIGNEMENT - Des dispositifs et des acteurs à mobiliser

A ce jour, il existe 16 espaces de concertation régionale. 12 d'entre eux sont constitués en entités indépendantes et répondent à la définition des réseaux régionaux multi-acteurs. Attention : suite à la fusion de certaines régions françaises, le nombre et les coordonnées des réseaux implantés sur ces territoires peuvent être amenés à évoluer.



* : réseaux régionaux multi-acteurs

2. Des organisations spécialisées dans l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

Educasol

Plate-forme française d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale
www.educasol.org

"Comprendre pour agir"

Des outils pédagogiques au service de vos actions d'ECSI
www.comprendrepouragir.org

ACODEV (Belgique)

Fédération des ONG de coopération au développement
www.acidev.be

Annoncer la Couleur (Belgique)

Annoncer la Couleur est un programme fédéral d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale, financé par la Coopération belge au Développement. Leur site contient de nombreuses ressources.
www.annoncerlacouleur.be

CNCD (Belgique)

Centre National de Coopération au Développement, Belgique. Conçoivent des maquettes pédagogiques très complètes (souveraineté alimentaire, justice climatique...)
www.cncd.be

Artisans du Monde

Réseau de distribution associatif défendant le commerce équitable depuis 1974
www.artisansdumonde.org

Canopé

Le réseau Canopé édite des ressources pédagogiques transmédias (imprimées, numériques, mobiles, TV...) répondant aux besoins de la communauté éducative. Une librairie en ligne est accessible aux enseignants et chefs d'établissement.
<https://www.reseau-canope.fr>

CCFD-Terre Solidaire

Importante association française de développement, le CCFD-Terre Solidaire intervient dans 56 pays et s'engage activement pour l'éducation à la citoyenneté mondiale à travers la production de nombreuses ressources pédagogiques.
www.ccfid-terresolidaire.org

CEMEA (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active)

Mouvement de personnes engagées autour des valeurs et des principes de l'éducation nouvelle et des méthodes d'éducation active qui propose différents outils et formations.
<http://www.cemea.asso.fr>

CFSI - Comité Français pour la Solidarité Internationale

Regroupant 20 organisations majeures de solidarité internationale, le CFSI s'engage notamment en faveur de l'alimentation et de l'agriculture familiale à travers la campagne AlimenTERRE.
www.cfsi.asso.fr

Cotravaux

Cotravaux propose différentes formes d'actions, notamment les chantiers de bénévoles et les volontariats, où se mêlent objectifs individuels de changement personnel et objectifs collectifs de transformation sociale
<http://www.cotravaux.org>

Étudiants & Développement

Organisation de jeunes et d'étudiants, elle organise régulièrement des temps de formation et d'accompagnement sur les thématiques de l'ECSI
www.etudiantsetdeveloppement.org

F3E (Évaluer, Échanger, Éclairer)

L'association vise à promouvoir la qualité des actions et propose une expertise autour de la méthodologie, de l'évaluation, de la capitalisation et de l'échange d'expériences.
<http://f3e.asso.fr>

Fédération Léo Lagrange

Fédération d'éducation populaire qui propose différents dispositifs pour guider les jeunes ou les accompagnants dans leurs projets de mobilité et d'engagement citoyen.
<http://www.leolagrange.org>

France Volontaires

Plateforme nationale qui a pour objet de promouvoir, de développer et d'accompagner les différentes formes de volontariats d'échanges et de solidarité.
www.france-volontaires.org

ITECO (Belgique)

Centre de formation dédié au développement et à la solidarité internationale, il édite la revue Antipodes et travaille autour de l'éducation sociopolitique, de la communication interculturelle et de l'ECSI.
www.iteco.be

KuriOz

Association d'éducation populaire qui propose de nombreuses ressources pédagogiques disponibles sur leur site Internet.
www.kurioz.org

Lafi-Bala

L'association conçoit et édite des outils pédagogiques, anime des actions d'ECSI notamment de sensibilisation aux réalités culturelles de l'Afrique de l'Ouest.
www.lafibala.org

La Ligue de l'enseignement

Akteur majeur de l'éducation populaire regroupant près de 30000 associations françaises, la Ligue de l'enseignement s'engage sur des actions d'éducation à la citoyenneté, de mobilité européenne et internationale.
<http://www.laligue.org>

RED - Réseau Education au Développement

Réseau de l'enseignement agricole dédié à l'ECSI, son site héberge de nombreuses ressources liées aux thématiques agricoles.
<http://red.educagri.fr>

Ritimo

Réseau d'information et de documentation sur la solidarité internationale et le développement durable, il regroupe des lieux et des organisations réparties dans toute la France qui bénéficient de ressources documentaires et d'outils pédagogiques.
www.ritimo.org

Starting Block

Association de jeunes adultes qui mène des actions d'ECSI, propose des temps de formations et des outils pédagogiques.
www.starting-block.org

Liste non exhaustive.

3. L'action des collectivités territoriales

Les conseils régionaux peuvent soutenir des projets d'ECSI dans les lycées. Compétente dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle, la région assure notamment la construction, l'entretien et le fonctionnement des lycées d'enseignement général et des lycées et établissements d'enseignement agricole. Plusieurs conseils régionaux sont également actifs dans le domaine de la solidarité internationale. Plusieurs d'entre eux proposent des outils financiers pour soutenir la mise en place de vos projets. Une demande d'appui financier peut également être effectuée par le biais d'une association de votre établissement, votre Maison des lycéens ou votre foyer socio-éducatif par exemple, ou une association partenaire de votre établissement, pour mettre en place des actions péri ou extra-scolaires liées à l'ECSI.

Selon les régions, différents dispositifs sont proposés. Renseignez-vous auprès de votre conseil régional.

Votre municipalité, votre communauté de communes ou votre département sont peut-être également engagés sur ces thématiques, n'hésitez pas à les contacter directement.

A qui s'adresser ? Selon la collectivité, aux élus et services responsables des relations internationales, de l'éducation, de la jeunesse ou des lycées. Pour vous guider, votre réseau régional multi-acteurs peut également répondre à vos questions.

CONCLUSION

la formation et l'accompagnement des enseignants par des professionnels, leur implication dans des actions de solidarité internationale

la mobilisation active d'un et, idéalement, de plusieurs enseignants

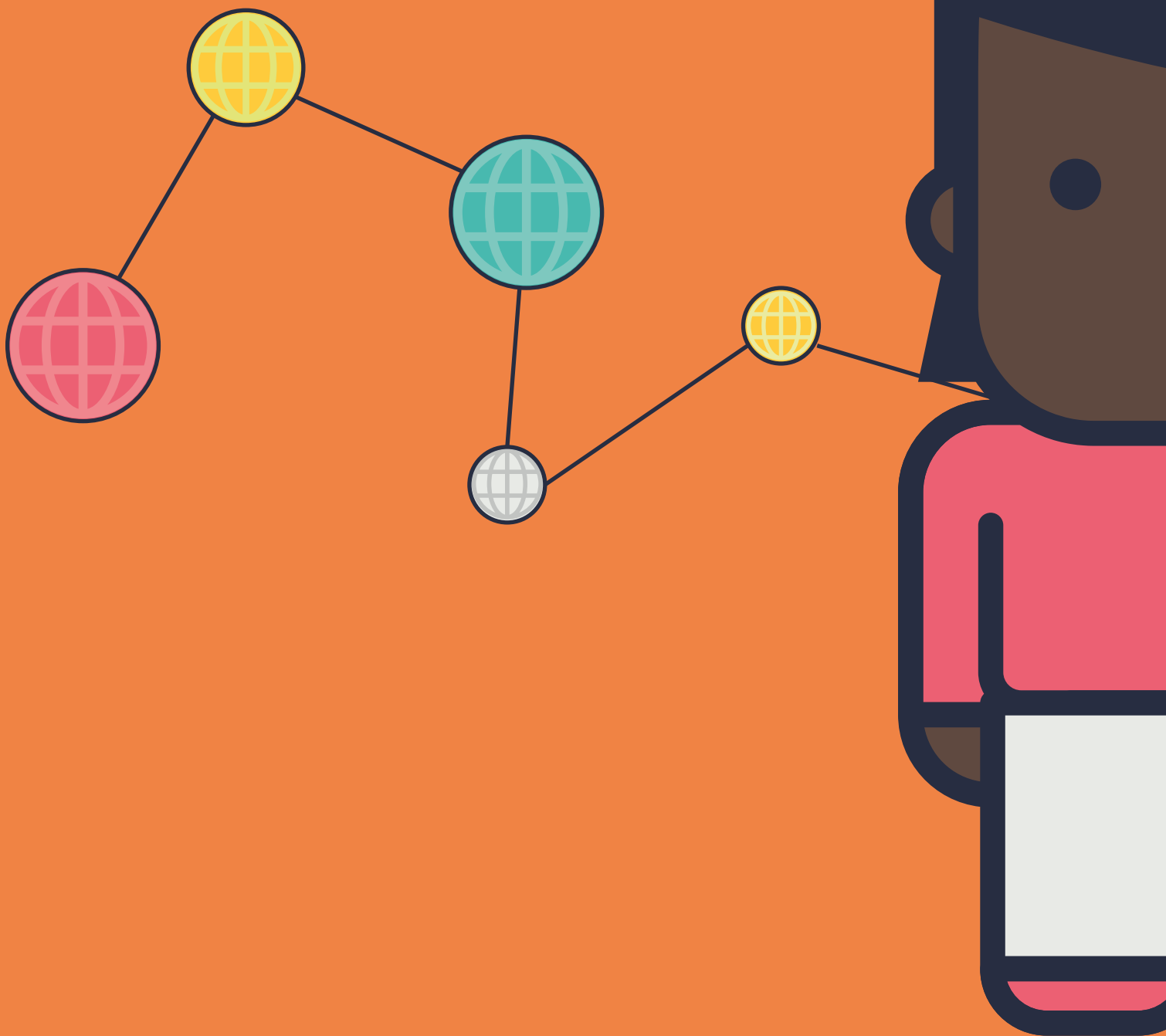
le soutien de l'établissement d'enseignement et de l'académie

Les éléments facilitateurs des démarches d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

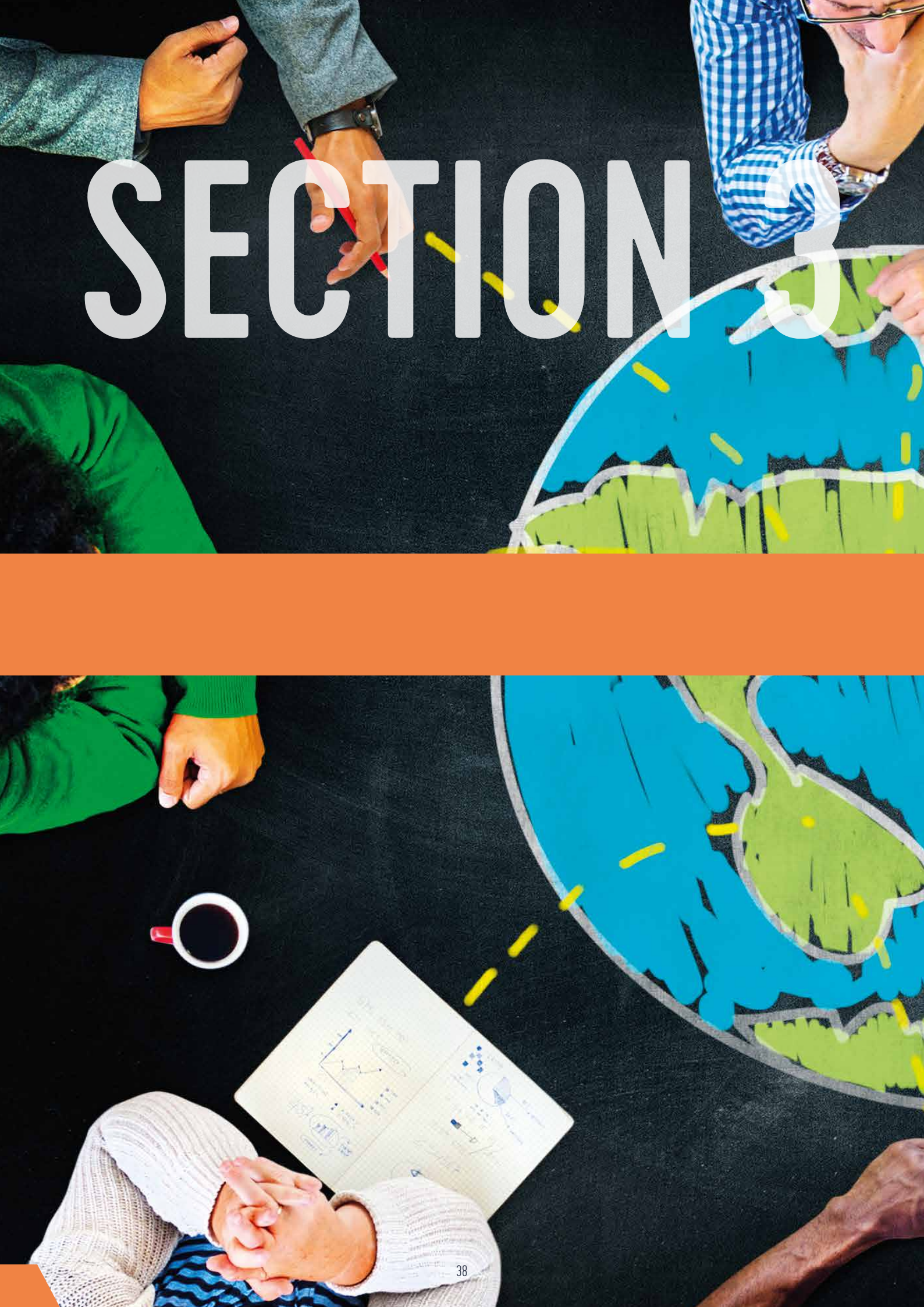
la cohérence des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale menées avec le programme pédagogique

la mobilisation des élèves et leur engagement dans un foyer socio-éducatif mettant en oeuvre de nombreuses activités périscolaires

la cohésion des acteurs sur les territoires.
La préexistence de réseaux associant l'académie, votre établissement, les acteurs de la solidarité internationale et les collectivités territoriales



SECTION 3





CONTENU DE L'ENSEIGNEMENT - Les sciences économiques
> et sociales enseignées à travers le prisme de la citoyenneté
et de la solidarité internationale

03



Introduction :

Les SES-ECSI, un éclairage nécessaire pour comprendre et agir sur le monde



l'expert



Marie DURU-BELLAT,
auteur de « Pour une planète équitable. L'urgence d'une justice globale », Seuil, 2014

On utilise souvent l'expression « citoyen du monde » ; elle est juste : nous sommes tous, qu'on habite en France, au Niger ou ailleurs, habitants d'une même planète. Mais il n'est pas besoin d'être un expert en SES pour savoir que nous avons, dans la vie, des chances très inégales : qu'il s'agisse de la durée de notre vie, de notre santé ou des ressources matérielles et culturelles auxquelles nous allons avoir accès, tout est profondément inégal selon que l'on est né en France... ou au Niger. Et pourquoi ? Pour une très grande part du seul fait des hasards de la naissance, parce que nous

sommes nés dans un pays riche, ou non, en ressources naturelles, au climat plus ou moins favorable aux activités économiques, ou encore plus ou moins dominé par d'autres pays...

Ce cours va nous aider à comprendre les racines de ces inégalités massives qui existent entre les pays du monde. Et nous comprendrons vite combien ces inégalités sont injustes : même si elle se donne beaucoup de mal dans son propre pays, pour faire des études ou travailler, une personne née dans un pays très pauvre restera toute sa vie bien plus pauvre que n'importe quel habitant d'un pays riche. Rien ne peut justifier cette « prime à la naissance ». D'où l'impératif de la solidarité internationale : on ne peut se désintéresser du sort des autres, d'autant plus que les SES nous montrent que ce que nous faisons chez nous peut avoir des conséquences à l'autre bout du monde. Un éclairage qui débouche donc sur une mobilisation...

POUR INTRODUIRE CE COURS DE SES-ECSI...



les outils

Outil 1 / La métaphore de l'avion

Objectif général :

À travers une métaphore simplifiée de la société, montrer que les SES :

- × nous permettent de mieux comprendre la société interdépendante dans laquelle nous vivons,
- × nous donnent des clés pour exercer une citoyenneté active.

Objectifs spécifiques :

- × aborder la notions de responsabilité collective,
- × mettre en valeur l'injustice des inégalités,
- × illustrer la notion d'interdépendance,
- × permettre aux élèves de prendre conscience de leur capacité d'action,
- × aborder le concept de citoyenneté mondiale.



1h30 min

Mise en situation proposée aux élèves :

Enseignant : *Imaginons que nous soyons tous embarqués dans un avion, sans copilote, que le commandant de bord ait eu un malaise cardiaque. Heureusement, avant de perdre connaissance, ce dernier a enclenché le pilote automatique. Nous avons devant nous quelques heures de répit qu'il va falloir mettre à profit pour trouver des solutions.*

Étape 1 / Que proposez - vous pour sauver l'avion et sauver nos vies ?

Exemples de propositions des élèves :

- × Chercher un parachute pour sauter de l'avion.
- × Faire atterrir l'avion.
- × Essayer de calmer les passagers.
- × Foncer à l'arrière de l'avion (plus de chance de survie).
- × Contacter la tour de contrôle.
- × Garder son calme et écouter les consignes de sécurité des hôtesses de l'air.
- × Se lever et regarder comment fonctionne les sorties de secours pour être le premier à sauter.
- × Adopter une position de sécurité.
- × Réanimer le commandant de bord.

Étape 2 / Classez les propositions selon leur nature : individuelle ou collective.

Propositions individuelles	Propositions d'intérêt général
× Chercher un parachute pour sauter de l'avion. × Foncer à l'arrière de l'avion (plus de chance de survie). × Se lever et regarder comment fonctionne la sortie de secours pour être le premier à sauter. × Adopter une position de sécurité.	× Faire atterrir l'avion. × Essayer de calmer les passagers. × Contacter la tour de contrôle. × Garder son calme et écouter les consignes de sécurité des hôtesses de l'air. × Réanimer le commandant de bord.

Enseignant : On voit que les solutions proposées sont diverses. Certains passagers cherchent frénétiquement des solutions dans l'espoir de s'en sortir seul. Dans ce cas là, le risque est alors de déclencher une explosion de violence entre les passagers qui précipiterait la catastrophe. D'autres solutions privilégient l'intérêt général, l'objectif est alors de résoudre le problème collectivement.

Étape 3 / Nous sommes bien tous embarqués dans un avion qui perd dangereusement de l'altitude mais à quoi correspond cet avion dans la réalité ?

Établir l'analogie entre l'avion et la société, et plus largement entre l'avion et la planète.

Étape 4 / Qu'est-ce qui fait perdre de l'altitude à notre avion ? Qu'est-ce qui met notre société en danger ? A quels problèmes collectifs faisons-nous face ?

Exemples de propositions des élèves :

- | | |
|-----------------|-------------------------------|
| × La crise | × La guerre |
| × Les migrants | × Le racisme |
| × Le chômage | × Le réchauffement climatique |
| × Le terrorisme | × la pauvreté... |

En recueillant tous les problèmes de société évoqués par les élèves, faire apparaître la notion d'inégalité en précisant son caractère injuste.





Inégalité : ce qui n'est pas égal. On peut parler d'inégalité quand un individu ou une population dispose de certains moyens, a accès à certains biens ou services, à certaines pratiques (les loisirs par exemple), et que d'autres ne bénéficient pas de ces choses, ou pas autant.

Observatoire des inégalités

Exemples d'inégalités :

- * Trouvez vous normal qu'en 2014, les 1% les plus riches détenaient 48 % des richesses mondiales, laissant 52% aux 99 % restants ?
- * Pensez vous qu'il soit juste que dans la fonction publique d'État en France, en 2015, les femmes aient un salaire de 14.8% inférieur à celui des hommes pour le même métier ?
- * Pouvez vous expliquer pourquoi en Suisse "l'espérance de vie à la naissance" (indicateur Banque mondiale) est de 83 ans, contre 67 ans en Bolivie et 46 ans en Sierra Leone ?

Étape 5 / Face à toutes ces difficultés, allez-vous attendre que l'avion s'écrase ou allez-vous agir ? Pouvons nous rester passifs face à des injustices ? Comment pouvons nous agir pour un monde plus juste ?



cf. bibliographie
thématique "Inégalités"

CONCLUSION

Les SES-ECSI vont vous servir à :

- Savoir comment fonctionne l'avion : acquérir des connaissances sur les mécanismes économiques et sociaux qui régissent notre société.
- Disposer d'outils pour réparer l'avion : maîtriser les outils d'analyse nécessaires pour remédier aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux.
- Ne pas rester uniquement dans le cockpit et savoir ce qui se passe dans l'avion : être ouvert à ce qui se passe autour de nous, dans le monde, c'est-à-dire à l'actualité au sens large. Nous vivons dans un monde globalisé et interdépendant. Les problèmes collectifs auxquels notre société est confrontée dépassent souvent le seul cadre national (migration, pollution, etc.). Les solutions que nous devons apporter ont une dimension mondiale. Vivre dans un monde interdépendant cela veut aussi dire que ce que nous pouvons faire localement dans notre vie quotidienne ou dans notre lycée peut avoir des impacts à l'autre bout du monde.
- Agir. Le crash n'est pas inévitable, des solutions existent : nous détenons un pouvoir d'action, de changement et nous sommes responsables de notre avenir commun à travers l'exercice de notre citoyenneté mondiale. Être citoyen aujourd'hui ne peut se résumer uniquement au vote, c'est participer activement à la vie de la cité. Avoir un esprit critique va de pair avec le fait de proposer des solutions !

L'enseignant peut conclure l'animation en présentant la démarche globale du cours de SES-ECSI : s'informer, comprendre, puis s'engager et agir, l'ouverture au secteur associatif, le passeport bénévole (cf. Introduction de l'ouvrage).

Paroles de jeunes : Comment avez-vous trouvé cette animation ?





Partie 1 :

Décrypter des inégalités à travers l'exemple de l'école

Objectifs d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale :

- × S'approprier la démarche d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.
- × Comprendre les origines sociales, économiques et politiques des inégalités d'accès à l'école, dans les pays riches et les pays pauvres
- × S'engager dans la lutte contre les inégalités d'accès à l'école.



L'Organisation des Nations Unies

Depuis 2000, des progrès considérables ont été accomplis en vue d'atteindre la cible d'éducation primaire universelle. Le taux de scolarisation global dans les régions en développement a atteint 91 % en 2015, et le nombre d'enfants non scolarisés au niveau mondial a chuté de presque moitié. On constate également une augmentation spectaculaire du taux d'alphabétisation, et le taux de scolarisation des filles n'a jamais été aussi élevé. Tous ces succès sont remarquables.

Les progrès se heurtent également à de grands défis dans des régions en développement, en raison du niveau élevé de pauvreté, des conflits armés et d'autres urgences. Dans l'Ouest asiatique et en Afrique du Nord, les conflits armés actuels ont grossi le nombre d'enfants non scolarisés. Cela constitue une tendance inquiétante. Alors que l'Afrique sub-saharienne a réalisé les progrès les plus importants parmi toutes les régions en développement sur le plan du taux de scolarisation dans l'enseignement primaire – passé de 52 % en 1990 à 78 % en 2012 – de grandes disparités subsistent. Les enfants des foyers les plus défavorisés sont quatre fois moins scolarisés que ceux des foyers les plus riches. De même, les disparités entre les zones rurales et urbaines demeurent élevées.

Mener à bien une éducation de qualité pour tous réaffirme la croyance selon laquelle l'éducation est l'un des piliers les plus solides et éprouvés du développement durable. Cet objectif fait en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit d'ici 2030. Il vise également à donner accès, dans des conditions d'égalité, à un enseignement professionnel, ainsi qu'à éliminer les inégalités entre les sexes et les revenus, dans le but de permettre à tous d'accéder à des études supérieures de qualité.

Objectif de développement durable 4, Garantir une éducation de qualité, www.undp.org

Sommaire de la partie

46

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 / Une approche économique de l'école

1.1 Les inégalités d'un pays à l'autre

Constater / Comprendre

1.2 Les inégalités d'un milieu social à l'autre en France

Constater / Comprendre

2 / Une approche sociologique de l'école

2.1 Inégalités d'un milieu social à l'autre en France

Constater / Comprendre

2.2 Inégalités entre filles et garçons

Constater / Comprendre - La socialisation à l'origine de ces inégalités

Quelques exemples de supports de la socialisation

3 / Une approche politique de l'école

3.1 Le mot "politique" et moi

3.2 L'éducation : une priorité politique pour tous les Etats ?

3.3 La lutte contre les inégalités d'accès à l'école : un exemple d'action politique

55

S'ENGAGER ET AGIR

4 / Devenir un "citoyen du monde"

4.1 Exercer sa citoyenneté : un acte politique

4.2 Apprendre par l'action



Liens avec le programme :

- Thématiques : Individus et Culture. Comment devenons-nous des acteurs sociaux ?
- Savoir-faire : proportion, points, coefficient multiplicateur, pourcentage de répartition
- Notions à découvrir : Socialisation, normes, valeurs

S'INFORMER ET COMPRENDRE

Introduction :

L'objet d'étude des sciences économiques et sociales : les faits sociaux

Les SES étudient les faits économiques et sociaux c'est-à-dire les faits que l'on ne peut comprendre qu'en tenant compte des relations entre les individus dans le cadre d'une société.

Un fait social est un phénomène humain influencé par l'appartenance sociale et/ou par les relations, conscientes ou non, entre les personnes.

La plupart de nos actes sont des faits sociaux car ils sont socialement orientés. Ils dépendent des groupes sociaux auxquels on appartient : le choix des vêtements, la pratique d'un sport, le choix d'un instrument de musique, etc.

Savez-vous à quels groupes sociaux vous appartenez ? Essayez de trouver des exemples.

Exemples de réponses : sexe, nation, tranche d'âge, catégorie lycéens, membres d'un club sportif, parti politique, communauté religieuse, professions et catégories socioprofessionnelles...

Les inégalités sont des faits sociaux et nous allons nous appuyer sur les sciences économiques et sociales pour étudier les inégalités d'accès à l'école, en portant d'abord sur ce phénomène un regard d'économiste, puis un regard de sociologue et enfin un regard politique.

1 - Une approche économique de l'école

Objectif : Comprendre les origines économiques des inégalités d'accès à l'école

1.1 Les inégalités d'un pays à l'autre

1.1.1 Constater

Document 1. L'accès à l'école en France et au Niger, des écarts frappants

En %	Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire en 2010*		Taux net de scolarisation dans l'enseignement secondaire en 2010*	
	Homme	Femme	Homme	Femme
France	99	99	98	100
Niger	60	48	13	8

*Taux net de scolarisation = nombre d'enfants inscrits ayant l'âge officiel pour fréquenter l'établissement / nombre total d'enfants ayant l'âge officiel pour fréquenter l'établissement.

Consignes :

- Lire de façon explicite les données en gras.**
- En vous appuyant sur la définition du taux net de scolarisation, donnez le mode de calcul du taux net de scolarisation des femmes dans l'enseignement secondaire au Niger.**
- Comparez de façon chiffrée le taux de scolarisation des femmes dans l'enseignement secondaire en France et au Niger.**
- Cet écart vous semble-t-il important, choquant ? Pourquoi ?**



**C'est l'occasion d'aborder :
les proportions / les pourcentages / les points**

1.1.2 Comprendre

A partir des documents 2, 3 et 4, un travail collectif est proposé aux élèves :

Après vous être répartis en 3 groupes :

* **Désignez un rapporteur par groupe.**

* **Individuellement, prenez connaissance des documents distribués et répondez aux questions.**

* **A partir des réponses, formulez collectivement les raisons économiques des inégalités d'accès à l'école.**

Inviter le rapporteur de chaque groupe à exposer ses résultats à l'ensemble de la classe, les membres de son groupe complètent ses propos si nécessaire.

Une fois que tous les groupes se sont exprimés, les raisons économiques d'inégalités d'accès à l'école doivent être reformulées clairement.

Document 2. La scolarisation : un coût insurmontable pour certaines familles

	France	Niger
RNB* mensuel par habitant	3280 €	33 €
Coût d'une année scolaire d'un lycéen pour une seconde générale restant à la charge des parents	580 €	50 €

Banque Mondiale, 2014 / * Revenu National Brut

a. Quelle part représente le coût d'une année scolaire en France et au Niger par rapport au RNB mensuel ?

Point d'attention pour l'enseignant : les données chiffrées sont à relativiser avec le coût de la vie propre à chaque pays.

Document 3. La scolarisation : un manque à gagner pour les familles dans les pays en développement

De nouvelles statistiques du Bureau international du Travail (BIT) viennent de rappeler que la main-d'œuvre enfantine constitue un volant persistant de la population active mondiale. Depuis la fin des années 1990, le nombre d'enfants de moins de 14 ans « économiquement actifs » oscille entre 176 et 211 millions, auxquels s'ajoutent une centaine de millions d'enfants de 15 à 17 ans. En dépit d'une diminution progressive, le maintien d'une main-d'œuvre enfantine à cette échelle s'explique par les limites rencontrées par les politiques de scolarisation et surtout par la permanence de la pauvreté (2,7 milliards d'humains survivent avec moins de deux dollars par jour, et un milliard souffrent de la faim). Les enfants contribuent à la subsistance de leurs familles, en travaillant aux champs ou en se déployant dans les petits métiers du secteur informel (vendeurs de rue, trieurs de déchets...), leur contribution pouvant atteindre 20 % ou 25 % du revenu familial. Dans les sociétés du Sud, dépourvues de protection sociale, leurs revenus viennent aussi partiellement amortir l'insécurité des familles : la perte d'activité ou le départ du chef de famille, une mauvaise récolte, un désastre naturel, l'arrivée d'une maladie ou tout autre aléa de la vie suffisent à mettre les enfants au travail. [...]

Extrait d'article du Monde Diplomatique - Travail des enfants, les leçons des pays émergents, Bénédicte Manier, lundi 10 mai 2010

b. En quoi la pauvreté constitue une des causes principales du travail des enfants dans le monde ?

Document 4. La place des États dans le financement de l'éducation

	Budget annuel [2013]
Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation au Burkina-Faso	178 248 339€
Ministère de l'Éducation Nationale en France	63 000 000 000 €

www.mena.gouv.bf et www.education.gouv.fr

c. Comparez les montants budgétaires alloués à l'éducation nationale en France et au Burkina-Faso

d. A quelles dépenses sert le budget de l'éducation nationale d'un Etat ?

e. Quels problèmes soulèvent cette comparaison ?

C'est l'occasion d'aborder :
le coefficient multiplicateur



Pour ouvrir la discussion : Les inégalités observées vous choquent-elles ? Pensiez-vous que les taux de scolarisation pouvaient être aussi faibles ? Etiez-vous conscients que les enfants pouvaient représenter une source de revenu pour leur famille ? Que connaissez-vous du travail des enfants ?

D'après l'Unicef, entre 150 et 160 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans travaillent dans le monde, soit un enfant sur six. En Afrique subsaharienne, cette proportion passe à un enfant sur trois en moyenne, voire un enfant sur deux dans certains pays



cf. bibliographie
thématique "Droits des enfants"

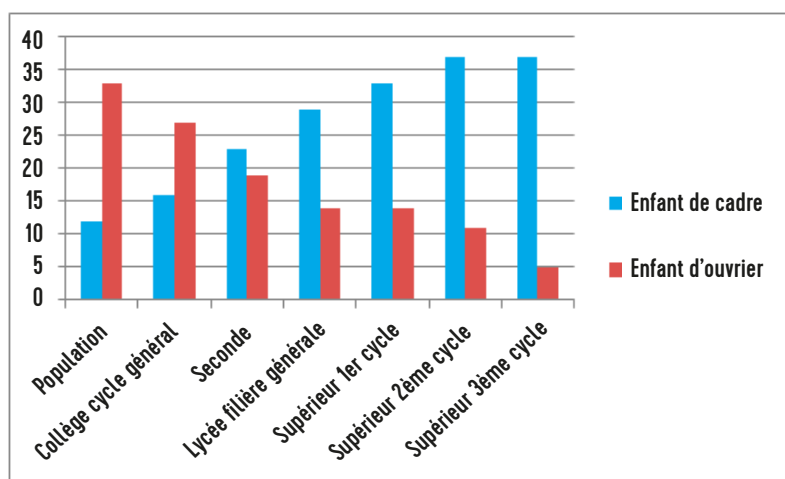
1.2 Les inégalités d'un milieu social à l'autre en France

1.2.1 Constat

Document 5. Part des élèves et étudiants d'origine favorisée et défavorisée dans le système éducatif français, données exprimées en %

A partir du document 5, lire de façon explicite les données concernant les enfants de cadres supérieurs et les enfants d'ouvriers :

- pour le collège,
 - pour les études supérieures de 3^e cycle.
- Comparez ces données. Que pouvez-vous en conclure ?



L'état de l'école, 2012, et Ouverture sociale des grandes écoles. Livre blanc des pratiques. La documentation française, 2010.

1.2.2 Comprendre

A partir des documents 6 et 7, et de vos propres connaissances, trouvez les raisons économiques qui peuvent expliquer les inégalités dans la poursuite des études et dans la réussite scolaire.

Document 6. Les études supérieures, un deuxième foyer à entretenir pour les ménages.

Établissements publics : en 2012-2013, selon l'Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur, Campus France, les droits de scolarité annuels ont été fixés à :

- × 181 € pour les étudiants en licence
- × 250 € pour les étudiants en master
- × 380 € pour les étudiants en doctorat
- × 596 € pour les étudiants en écoles d'ingénieur

Établissement privés : le coût d'inscription est plus élevé, notamment dans les écoles de commerce, variant entre 3 000 € et 10 000 €.

Dépenses mensuelles : estimé par le Cnous (Centre national des œuvres universitaires et scolaires), le budget suivant vaut pour un étudiant célibataire, ne bénéficiant pas d'un logement en cité universitaire :

- × loyer (charges comprises) : 300 € à 400 €
- × restauration : 230 €
- × transports : 35 €
- × entretien : 35 €
- × fournitures universitaires : 50 €
- × culture : 45 €
- × loisirs : 30 €

Document 7. Les devoirs entretiennent-ils les inégalités en matière d'éducation ?

Les enseignants ont de très bonnes raisons de donner des devoirs après l'école, comme aider leurs élèves en difficulté à assimiler les éléments étudiés en classe, s'assurer que les élèves enregistrent ces éléments dans leur mémoire à long terme, ou encore offrir une possibilité de stimulation intellectuelle supplémentaire à leurs élèves les plus performants.

Toutefois, les devoirs peuvent s'avérer particulièrement difficiles pour les élèves défavorisés, qui peuvent ne pas disposer d'un endroit calme où étudier chez eux ou d'autant de temps à consacrer à leurs devoirs en raison de responsabilités familiales ou parce qu'ils doivent travailler ; en outre, leurs parents peuvent ne pas se sentir autant en mesure de les guider, de les motiver et de les soutenir lorsqu'ils font leurs devoirs à cause de leurs obligations professionnelles, d'un manque de ressources ou d'autres facteurs. Les devoirs peuvent alors avoir pour conséquence involontaire de creuser l'écart de performance entre les élèves issus de milieux socio-économiques différents.

<http://www.france.fr/etudier-en-france/cout-des-etudes-en-france.html>

CONCLUSION

L'école représente un coût économique pour les états et pour les ménages, et ce, que l'on soit en France ou ailleurs. Ce dernier peut expliquer :

- les inégalités d'accès à l'éducation entre la France et le Niger,
- l'inégalité des chances dans la réussite scolaire ou dans la poursuite des études en France.

2 - Une approche sociologique de l'école

Objectif : comprendre les origines sociales des inégalités d'accès à l'école

2.1 Inégalités d'un milieu social à l'autre en France

A partir des documents 8 et 9, trouvez les explications sociales des inégalités dans la réussite scolaire d'un milieu social à l'autre.

Document 8. Le niveau d'étude : une question d'hérédité ?



Document 9. Le rôle du milieu social dans la réussite scolaire

Selon la dernière enquête Pisa, la France est l'un des pays où le milieu social exerce la plus grande influence sur le niveau scolaire des élèves [...]. La mauvaise position de la France peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Les programmes valorisent plus qu'ailleurs la culture des catégories socialement favorisées : la maîtrise d'un savoir mathématique théorique et de la langue française. A partir du collège, le système très académique défavorise ceux qui peinent à entrer dans le moule. Les évaluations à répétition dévalorisent et contribuent à l'échec des plus faibles. Le travail demandé hors temps scolaire est important et profite à ceux qui disposent d'un soutien à domicile (des parents ou par le biais de cours privés).

Observatoire des inégalités, "France, le pays où le niveau social influe le plus sur le niveau scolaire", www.inegalites.fr, novembre 2013

CONCLUSION

Le sociologue français Pierre Bourdieu explique que les enfants possèdent un capital culturel différent selon le milieu social. Le capital culturel est l'ensemble des connaissances, du vocabulaire, des manières de penser, de sentir, d'agir, inculquées et transmises par la famille. Les enfants de milieu favorisé possèdent justement le même capital que celui qui est valorisé à l'école et qui va favoriser leur réussite, contrairement aux enfants de milieux défavorisés.

2.2 Inégalités entre filles et garçons

2.2.1 Constater

Constat 1 : Au Niger

A partir des données du document 1 (page 46) :

a. Comparez de façon chiffrée les taux de scolarisation des filles et des garçons au Niger.

b. Qualifiez le taux de scolarisation des filles dans le secondaire au Niger.

Constat 2 : En France

D'après les documents 10 et 11, qualifiez les filières du baccalauréat et les secteurs d'activité dans lesquels les filles sont sur-représentées.

Document 10. Orientations prises en 2012 à l'issue de la seconde générale et technologique (%).

	Filles	Garçons
Première générale	64,7	58,6
- Première S	28,6	38,4
- Première ES	22,1	16,0
- Première L	14,0	4,2
Première technologique	21,4	24,8
- Première STI2D, STL, STAV	2,9	12,1
- Première technologiques tertiaires ¹	18,5	12,7
Réorientation vers la voie professionnelle ²	4,7	6,2
Seconde générale et technologique (redoublement)	8,1	9,9
Sorties ³	1,1	0,5
Ensemble	100	100

1. Principalement STMG (gestion), ST2S (santé-social), STD2A (arts appliqués)

2. Y compris vers l'apprentissage

3. Sorties vers les formations sociales ou de la santé, vers le marché du travail, ou départs à l'étranger.

Lecture : 28,6% des filles scolarisées en 2011 en seconde générale ont intégré une première S en 2012 alors que c'est le cas de 38,4% des garçons

Champs : France métropolitaine + DOM - Ensemble des établissements scolaires et centres de formation d'apprentis.

Filles et garçons sur le chemin de l'égalité de l'école à l'enseignement supérieur, Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2015.

Document 11. Les métiers les plus féminisés

	Nombre d'emplois total en milliers	Nombre de femmes en milliers	Part de femmes en %
Aides à domicile et aides ménagers et assistants maternels	992	969	97,7
Agents d'entretien	1 234	870	70,5
Enseignants	1 042	685	65,7
Vendeurs	829	610	73,5
Employés administratifs de la fonction publique	806	592	73,4
Aides-soignants	575	521	90,4
Infirmiers, sages-femmes	543	476	87,7
Secrétaires	434	424	97,6
Employés administratifs d'entreprise	394	303	76,9
Employés de comptabilité	334	283	84,6
Employés de maison	243	230	94,3

Lecture : 97,7 % des aides à domicile, aides ménagers et assistants maternels sont des femmes.

Source : Dares, d'après Insee - Données 2011 - © Observatoire des inégalités, France métropolitaine

2.2.2 Comprendre - La socialisation à l'origine de ces inégalités

A partir des documents 12 et 13, essayez d'expliquer les inégalités entre filles et garçons que vous avez constatées précédemment.

Document 12. Le devenir des filles et des garçons

Les stéréotypes sociaux associent souvent les femmes à des métiers dévalorisés socialement et prolongeant en quelque sorte les activités domestiques (travail social, éducatif,...).

Les choix d'orientation combinent aussi des rôles sociaux et sexués anticipés, et notamment la conciliation entre la vie professionnelle (le marché du travail et ses exigences) et la vie familiale, et ce plus pour les filles que pour les garçons.

Constats tirés de L'Egalité entre les filles et les garçons dans les écoles et les établissements, Rapport de l'Inspection générale de l'Éducation nationale au ministère de l'Éducation nationale, mai 2013.

Document 13. La socialisation définie par l'Unicef

La socialisation débute à la naissance et constitue un processus d'apprentissage des rôles culturels définis selon le sexe. Dès le départ, les garçons et les filles sont traités différemment par les membres de leur entourage, et ils apprennent la différence entre les garçons et les filles, les femmes et les hommes. Les attentes des parents et de la société, le choix de jouets spécifiques pour les filles et les garçons, ou les tâches différentes confiées aux enfants des deux sexes semblent définir un processus de socialisation source de différenciation que l'on peut définir par « socialisation liée au sexe ». Il existe de nombreux exemples dans diverses régions du monde confirmant que la socialisation liée au sexe est étroitement liée aux valeurs ethniques, culturelles et religieuses de la société considérée. La socialisation liée au sexe se poursuit pendant tout le cycle de vie.

www.unicef.org

CONCLUSION

Il existe des stéréotypes sociaux qui voudraient que les filles soient plus littéraires et les garçons plus scientifiques. La socialisation différenciée selon le sexe :

- une socialisation qui donne plus d'ambition aux garçons qu'aux filles,
- une socialisation qui prépare les filles et les garçons à certains métiers en fonction de leur futur rôle social et familial.



Stéréotype social : idée reçue dans une société donnée.

Socialisation : processus au cours duquel les individus font l'apprentissage des normes et des valeurs du groupe auquel ils appartiennent.

Normes : règles et usages socialement prescrits (exemple : règles de politesse).

Valeurs : idéaux orientant les actions (honneur, égalité, etc.).

2.2.3 Quelques exemples de supports de la socialisation

Objectif : prendre conscience du processus de socialisation, à la fois conscient et inconscient, dont on fait l'objet depuis la naissance.

Deux exemples pour aborder les différentes formes de socialisation :

- le conte pour enfants permet d'aborder la socialisation primaire et les images masculines et féminines véhiculées en France et ailleurs (outil 2),
- la socialisation dans l'espace public pourra être abordée à travers un débat autour d'un panneau de signalisation (document 14).



Outil 2 / Les contes pour enfants

Animation proposée :

Relevez les images féminines et masculines véhiculées dans ces contes pour enfants. Quelles conséquences ces images peuvent-elles avoir sur les identités féminines et masculines ?

Extraits du conte de Blanche Neige

[...] Au bout d'une année, le roi épousa une autre femme. Elle était très belle ; mais elle était fière et vaniteuse et ne pouvait souffrir que quelqu'un la surpassât en beauté.

[...]

Les nains lui dirent : "Si tu veux t'occuper de notre ménage, faire à manger, faire les lits, laver, coudre et tricoter, si tu tiens tout en ordre et en propreté, tu pourras rester avec nous et tu ne manqueras de rien".

"D'accord, d'accord de tout mon cœur," dit Blanche-Neige. Et elle resta auprès d'eux. Elle s'occupa de la maison. Le matin, les nains partaient pour la montagne où ils arrachaient le fer et l'or ; le soir, ils s'en revenaient et il fallait que leur repas fût prêt. Toute la journée, la jeune fille restait seule ; les bons petits nains l'avaient mise en garde : « Méfie-toi de ta belle-mère ! Elle saura bientôt que tu es ici ; ne laisse entrer personne ! »

[...]

Le prince dit à Blanche Neige "Je t'aime plus que tout au monde ; viens avec moi, tu deviendras ma femme." Blanche-Neige accepta.

Jakob et Wilhelm Grimm, 1812, publié dans les *Contes d'enfants et du foyer*.

Extrait du conte de Sira et le sorcier

"Il était une fois dans la savane Ouest Africaine une belle fille. Elle s'appelait Sira. Sira était belle comme l'aurore. Elle avait les dents blanches, on aurait dit du coton au soleil. Sira avait un cou droit, une poitrine bien dégagée. Les perles qu'elle portait autour de ses reins chantaient et louangeaient sa beauté et son charme. Bref Sira était tout ce qui peut évoquer chez un homme l'envie de la posséder, de l'épouser, de la garder jalousement au fond de sa case.

Quand Sira était enfant, elle avait un ami du nom de Bani. Bani et Sira avaient grandi ensemble et étaient très proches. Le village les appelait mari et femme.

[...]

Leurs noces furent célébrées avec la bénédiction de tous les parents et dans la joie des amis.[...]

Mais, il y avait une seule personne qui n'avait pas pu contenir sa jalousie vis-à-vis de ce jeune et beau couple. Il s'agit du sorcier Tura.[...]

Lorsque les noces furent célébrées, Tura entra en action. Sira eut, la nuit conjugale, de terribles maux de tête. La deuxième nuit, les maux de tête persistaient ainsi que la troisième et la quatrième nuit.[...]

Elle était devenue très maigre et avait perdu tout son charme à cause de la maladie. Ses belles-soeurs avaient commencé, contre elle, une vaste campagne de délation. " Quelle est cette quenouille qui est toujours couchée sur un lit de mort ? " [...]

Une semaine plus tard, la famille du marié envoya le griot en le chargeant de faire lever le mariage de Sira et Bani. Le mariage n'était pas consommé, la famille de Sira était tenue de rembourser les frais essentiels prévus à cet effet.[...]"

contesafricains.com



15 min

Document 14. Panneau des toilettes d'Orly

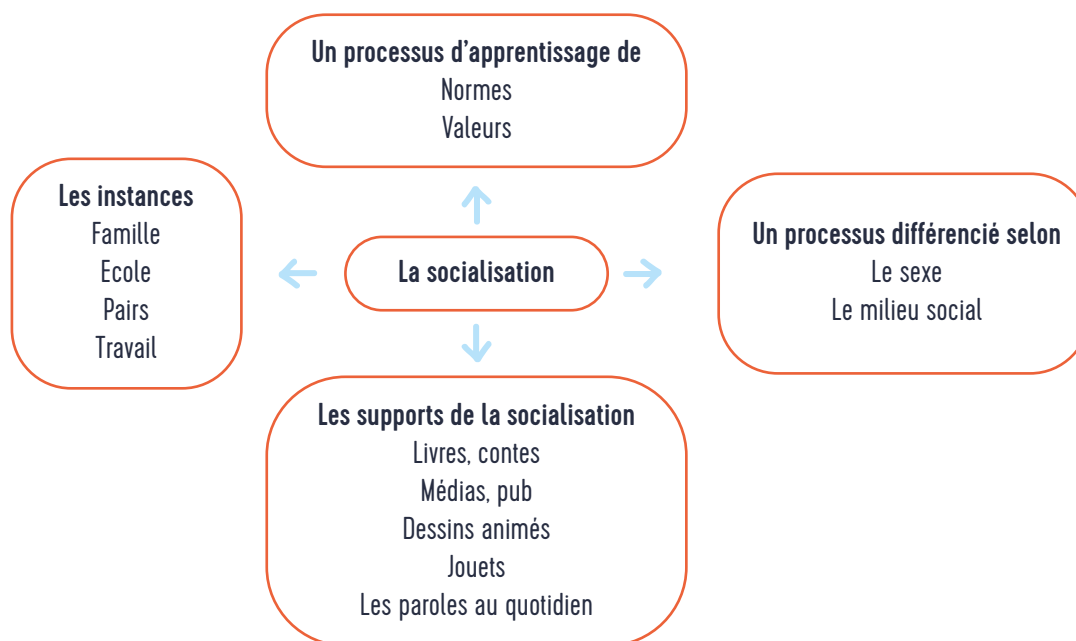


Trouvez-vous ce panneau étonnant ? Pourquoi ?

<http://transports.blog.lemonde.fr/2013/11/19/>

CONCLUSION

Le processus de socialisation est présent dans toutes les sociétés du monde. Personne ne maîtrise spontanément les codes de comportement requis pour vivre en société. Le fait même de se comporter comme un homme ou une femme, malgré l'apparence, est loin d'être dicté par la biologie. Les rôles masculins et féminins sont des constructions sociales, comme l'ensemble des rôles que nous sommes amenés à jouer.



3 - Une approche politique de l'école

Objectif : comprendre les origines politiques des inégalités d'accès à l'école

3.1. Le mot "politique" et moi



Outil 3 / Le mot "politique" et moi

Objectif :

à partir des mots clés proposés par les élèves, identifier avec eux les différentes dimensions que recouvre le terme "politique".

Animation proposée :

Organisez un brainstorming autour de la question : **A quoi fait référence le mot "politique" pour vous ?**

Faire le lien entre les propositions des élèves et la définition suivante :



15 min



Est "politique" ce qui relève non pas de décisions individuelles mais de décisions de la collectivité.

Ces décisions peuvent se situer à trois niveaux :

- internationale (ex : les Nations Unies ou l'Europe),
- nationale (ex : les lois Jules Ferry instaurent en France l'école primaire obligatoire, gratuite et laïque),
- locale (ex : le Conseil Régional de Bourgogne a affecté en 2015 un budget de 175,3 millions d'euros aux lycées et à l'enseignement supérieur).

3.2 L'éducation : une priorité politique pour tous les Etats ?

Comment comprenez-vous le document suivant ? Quelles questions soulève-t-il quant aux priorités budgétaires des Etats ?



cf. bibliographie thématique "Education"

3.3 La lutte contre les inégalités d'accès à l'école : un exemple d'action politique



L'action politique cherche à orienter les décisions politiques.

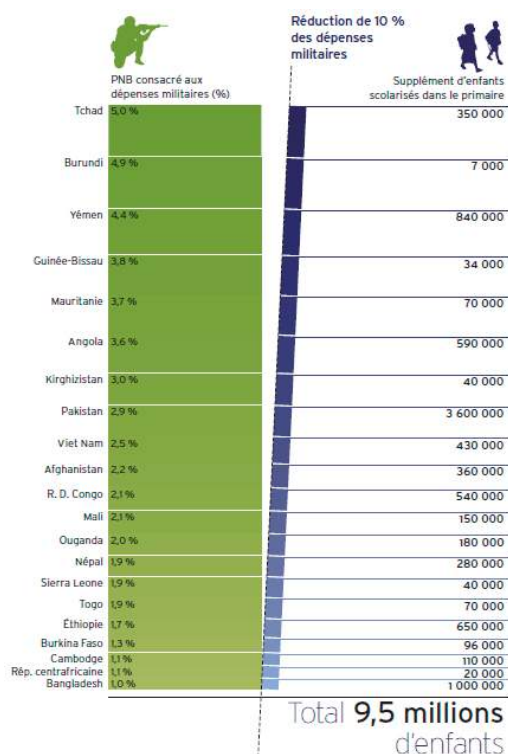
L'action citoyenne, une action politique

En votant, mais aussi en faisant acte de candidature à une élection, le citoyen fait valoir son point de vue, change ou confirme les gouvernants, ou encore (dans le cadre du référendum) décide des grandes orientations de la politique nationale.

En dehors des élections, les citoyens peuvent également, de façon quotidienne, jouer un rôle important dans la société. Par exemple, ils peuvent adhérer à une association, un syndicat ou un parti politique et, ainsi, tenter de faire évoluer la société dans laquelle ils vivent, de venir en aide aux autres ou d'influencer la politique nationale. De même, l'attitude individuelle des citoyens est importante. Les comportements de civisme (politesse, respect des biens publics...) sont pour beaucoup dans le caractère apaisé d'une société.

Dans une démocratie, l'action politique est légitimée par le vote des citoyens.

Document 15. Des armes et des crayons



Rapport mondial sur le suivi de l'éducation pour tous 2011

Extrait du site www.viepublique.fr



Outil 4 / Malala poursuit son combat pour l'éducation

Animation proposée :

Après avoir visionné la vidéo,

- Décrivez l'action politique menée par Malala Yousufzai ; de quelle nature est-elle ?
- Suggérez d'autres types d'actions politiques pour faire progresser le droit à l'éducation.
- Pensez-vous pouvoir réaliser ce type d'actions ?

Vidéo de 1m41sec disponible sur youtube en tapant le titre de l'outil.



10 min

CONCLUSION

cf. bibliographie thématique "Education"



L'éducation peut apparaître ou pas comme une priorité politique des gouvernements.

La lutte contre les inégalités d'accès à l'éducation n'est cependant pas du seul ressort des Etats. Les citoyens, à travers différentes actions politiques, peuvent également agir.

S'ENGAGER ET AGIR

4 - Devenir un "citoyen du monde"

Objectif : réfléchir à son engagement et découvrir des outils et moyens d'actions pour agir localement contre les inégalités mondiales

4.1 Exercer sa citoyenneté : un acte politique



Outil 5 / Débat mouvant "On ne peut pas être un acteur politique à part entière quand on a 16 ans"

Objectifs :

- * Apprendre des règles de communication au sein d'un groupe.
- * Travailler l'argumentation et la contre-argumentation.
- * Identifier les freins et les leviers pour s'engager à 16 ans.
- * Échanger sur sa vision de l'engagement.
- * Découvrir, grâce aux échanges et au débriefing, différentes formes d'engagement.



45 min

Principes et déroulement du débat mouvant (applicables à toutes les thématiques) :

- * Installer un panneau "d'accord" à l'avant de la salle et un panneau "pas d'accord" au fond de la pièce.
- * Proposer au groupe une affirmation. Par exemple : "On ne peut pas être un acteur politique à part entière quand on a 16 ans".
- * Laisser 1 à 2 minutes aux jeunes pour réfléchir à leur positionnement et construire leur argumentation.
- * Leur demander de se positionner sous les panneaux "d'accord" ou "pas d'accord".
- * Leur présenter le "bâton de parole" qu'ils devront systématiquement demander à l'animateur avant toute prise de parole.
- * Chacun développe son argumentation et tente de convaincre les participants du camp adverse.
- * L'animateur reformule les arguments si nécessaire.
- * Les personnes convaincues par les arguments exposés peuvent alors changer de camp.
- * Une fois que tous les participants se sont exprimés ou que les arguments commencent à se répéter, clôturer le débat et développer les arguments manquants.
- * Proposer un débriefing pour recueillir l'impression des participants et apporter des informations.

Variante : les participants indécis ont la possibilité de se placer au milieu de la salle sur ce qu'on appellera "la rivière du doute", matérialisée par une ficelle ou autre objet.

Quelques exemples concrets de formes d'engagement pour le débriefing:

conseils de jeunes, comité de quartier, vie associative, parti politique, vote, manifestations, grèves, boycotts, pétitions...



4.2 Apprendre par l'action



* **Au sein de l'établissement** : réalisation d'une enquête sur l'engagement des jeunes, sur les perceptions de la solidarité internationale, etc.

Accéder à un exemple d'enquête réalisée au lycée Hilaire de Chardonnet.



* **Dans le cadre du passeport bénévole** : participation à un forum d'associations, à des conférences-débats, à des rencontres régionales des acteurs de la solidarité internationale, etc.

* **Dans le cadre d'un club "solidarité internationale"** : soutien à un projet de solidarité internationale dans le domaine éducatif, impliquant des élèves de pays touchés par des problèmes d'alphabétisation et d'accès à l'école, et pouvant être mis en relation avec vos élèves. De nombreuses associations françaises mènent des actions dans ce domaine. Pour les connaître, adressez vous au réseau de solidarité et de coopération internationale de votre région (voir section 2).

Exemple :

Le club "solidarité et coopération" du lycée Hilaire de Chardonnet de Chalon sur Saône soutient la scolarisation de jeunes à travers l'appui de trois associations de solidarité internationale : APPUIS, Caméléon et Viêt-Nam Enfants Dioxine. Les jeunes s'engagent :

- à échanger des lettres, des cartes, des photos, des vidéos avec les jeunes soutenus par ces associations,
- à soutenir financièrement leur scolarité en se mobilisant sur des actions d'auto-financement (vendanges, sarmentage, confection de paquets cadeaux pendant les périodes de fêtes, etc.)

En retour, l'association partenaire s'engage :

- à sensibiliser concrètement les élèves à l'action de développement menée à l'étranger : découvrir l'organisation des projets, les acteurs impliqués sur le terrain, le contexte socio-culturel du pays, etc.
- à acheminer les courriers et à faire vivre l'échange entre les jeunes.

Ils en ont fait leur métier

les portraits



Je suis : Laurence LIGIER,
Directrice Fondatrice de l'association CAMELEON

CAMELEON vient en aide aux petites et jeunes filles victimes d'abus sexuels aux Philippines.
www.cameleon-association.org

Je travaille au sein :
d'une association loi 1901 d'intérêt général, reconnue œuvre de bienfaisance et d'assistance.

Mes missions principales :

- Mission 1 : Appui à la gouvernance
- Mission 2 : Pilotage de la politique de partenariats et de communication
- Mission 3 : Gestion des ressources humaines
- Mission 4 : Coordination et développement des programmes
- Mission 5 : Animation des relations internationales et Développement international

Parcours de formation :

- Expérience de terrain à l'âge de 24 ans aux Philippines pour créer et mettre en place l'association, expérience qui prime sur toutes les formations théoriques !
- Equivalent Master 2 : Certificat d'Etudes Supérieures Internationales en Management du Développement (Ecole Supérieure de Commerce et de Développement 3A).
- Licence de Droit. Préparation du CNED au concours d'inspecteur de police.
- DEUG de droit et DEUG de sociologie.

Les compétences indispensables pour exercer mon métier :

- Engagement associatif et solidaire
- Autonomie, organisation et sens du résultat
- Très bonne connaissance du terrain, de la problématique et des bénéficiaires
- Faculté à diriger, leadership
- Capacité à agir, coordonner et décider dans un contexte international
- Capacité à gérer simultanément la mise en place et le pilotage de plusieurs projets et programmes de développement
- Maîtrise du processus de gestion opérationnelle et financière de projets
- Capacité à gérer des ressources humaines pluriculturelles et des équipes à l'international
- Capacité d'écoute et d'observation, sens de la communication
- Esprit d'analyse et force de proposition
- Sens de la négociation et de la diplomatie
- Bon équilibre personnel et grande solidité
- Prise de risque, courage et détermination

Au quotidien :

Le matin tôt, je suis régulièrement en lien avec mon équipe philippine car je dois prendre en compte le décalage horaire de +7h. J'échange avec la directrice sur place au sujet des bénéficiaires, des programmes et de l'équipe locale (35 salariés). Puis, je vais au bureau de l'association à Paris pour travailler avec mon équipe française, composée de 4 salariées, de stagiaires et de bénévoles. Mes journées sont ponctuées par des rendez-vous à l'extérieur, y compris en soirée et le weekend, avec des mécènes, des journalistes ou encore des responsables d'associations avec qui nous travaillons. Je participe également à un certain nombre d'événements, intervenant en table ronde ou conférence. Tout comme le caméléon, je dois donc faire preuve, moi aussi, d'une grande capacité d'adaptation à mon environnement puisque je passe régulièrement, des bidonvilles ou campagnes philippines, aux milieux aisés parisiens, en m'adressant tout autant aux enfants défavorisés qu'aux chefs d'entreprises, aux célébrités ou encore aux sportifs. Je jongle continuellement entre le français, l'anglais et l'hiligaynon (dialecte philippin). C'est ce qui fait la richesse de mon métier et le rend passionnant. J'effectue des missions de suivi et des audits internes une à deux fois par an aux Philippines sur des périodes de 1 à 2 mois ½. Je suis donc encore beaucoup sur le terrain mais je n'ai plus le même rôle.

Mon métier et mon engagement citoyen :

Agir en « aidant » ou en « philanthrope », c'est en premier lieu se connaître et se réaliser soi-même ; en d'autres mots, avoir pris le temps de savoir qui l'on est et ce que l'on veut. Une fois l'instrument bien réglé, il permet de voir ce qui ne va pas autour de nous et d'agir de façon professionnelle, avec des objectifs bien définis. Comprendre : c'est entendre, ressentir, accepter ; et aider : c'est l'écoute, le ressenti et l'acceptation de l'autre. Face à la détresse humaine ou au désespoir d'un enfant, je n'ai pas pu fermer les yeux et passer mon chemin. Je n'avais que 20 ans lors de ma première mission humanitaire auprès des enfants des rues, mais j'avais conscience que lorsque j'ai décidé de tendre la main et fait la promesse d'aider, il n'était déjà plus question de reculer. Toute la difficulté au cœur de l'action, est de savoir gérer la multitude d'informations et d'émotions qui peuvent vous faire grandir comme vous détruire. Mais en se formant et en prenant la distance nécessaire, on profite pleinement de cet enrichissement pour ensuite le transmettre aux autres. C'est notamment ce que j'ai fait à mon retour en France, en recrutant et formant une équipe, en partageant mes valeurs d'engagement, d'éthique, de responsabilité et de bienveillance qui sont maintenant celles de mon association. Découvrir un pays et sa population, identifier un besoin, s'investir pleinement dans un projet, le développer, imaginer, créer et se battre pour réaliser ses objectifs, puis s'engager auprès et pour les autres, grandir à leurs côtés : là est ma mission citoyenne et solidaire. Impossible d'y échapper, c'est une vocation.



Partie 2 : Cultiver la diversité

Objectifs d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale :

- × Découvrir les notions de culture et de pratiques culturelles
- × Prendre conscience de la diversité culturelle pour éviter des comportements ethnocentriques
- × Développer un esprit critique sur ses propres pratiques culturelles



Le CCFD Terre Solidaire

(Extrait du guide pédagogique *Visa pour le Voyage*, www.visapourlevoyage.org)



ccfd-terre solidaire

[...] En découvrant la culture de l'autre, nous sommes aussi amenés à (re)découvrir la nôtre. Chacun a en effet besoin de cohérence et de compréhension pour lire son propre quotidien. Si l'environnement de ce quotidien change fortement et brutalement (et c'est le cas lorsque l'on entreprend un voyage en réelle immersion), les clés de lecture peuvent être bousculées jusqu'à être remises en cause. Si ces clés n'ont pas été préalablement identifiées, l'édifice risque d'être ébranlé et la découverte de l'étranger rendue d'autant plus difficile. « Pourquoi l'atteinte à l'intégrité physique d'un être humain m'insupporte-t-elle tant ? » « Pourquoi l'idée qu'un fonctionnaire puisse me demander un « bakchich » me rend fou de rage ? » Et les réponses ne "seront pas" simples à trouver ! Il va falloir parfois aller chercher loin dans son histoire personnelle ou collective pour trouver des réponses. Tous les champs sont à explorer : l'éducation, l'origine sociale, ethnique et religieuse, le contexte de vie actuel, les rencontres que l'on a faites... L'enjeu est de prendre conscience de certains des conditionnements liés à sa culture et à ses habitudes et de reconnaître ainsi ses limites, ses contradictions, ses conflits internes. Une meilleure connaissance de soi permettra de mieux partager ce que l'on est, et de mieux accueillir l'autre.

[...] Lors d'une rencontre, si des préjugés peuvent être identifiés, on peut tenter de les dépasser pour établir une relation allant au-delà des stéréotypes véhiculés par notre société. Nos représentations peuvent évoluer afin de ne pas être un frein à la rencontre. Pour cela, il est essentiel de savoir « se décentrer », c'est-à-dire identifier quelles sont nos représentations, quelles sont les lunettes qui nous permettent de voir le monde, et prendre le recul nécessaire pour en changer, essayer d'avoir une perception différente des choses, et transformer ainsi la vision que l'on peut avoir de l'autre.

Une fois que je sais qui je suis et que j'admets que je vais nécessairement être confronté dans la rencontre à une altérité qui me dépasse, il m'est possible alors de partir à la rencontre de l'autre. La différence ne sera pas ici vécue comme une menace et la rencontre mutuelle sera possible, source d'épanouissement, de plaisir et de développement réciproque.

Sommaire de la partie

60

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 / A la découverte de la diversité culturelle

1.1 La culture et moi

1.2 La diversité culturelle, une richesse

2 / S'ouvrir à la diversité pour lutter contre l'ethnocentrisme

2.1 Comment arrive-t-on au phénomène d'ethnocentrisme ?

2.2 De l'ethnocentrisme aux comportements discriminatoires

3 / L'appartenance sociale : un déterminant des pratiques culturelles ?

3.1 Des pratiques culturelles différenciées

3.2 La culture de masse

3.3 Développer un esprit critique sur nos pratiques culturelles

70

S'ENGAGER ET AGIR

4 / Devenir un citoyen conscient de son identité et respectueux de celles des autres

4.1 Cultiver la diversité, un acte citoyen

4.2 Apprendre par l'action

Le programme



Liens avec le programme :

- * Thématiques : Individus et culture, Comment expliquer les différences de pratiques culturelles ?
- * Notions à découvrir : culture, culture de masse

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 - A la découverte de la diversité culturelle

Objectif : Découvrir d'autres représentations, d'autres cultures que la sienne, prendre pleinement conscience de cette diversité.

1.1 La culture et moi



Outil 6 / Tempête de cerveaux sur le mot "culture"

Objectif :

Construire ensemble la définition de la culture

Animation proposée :

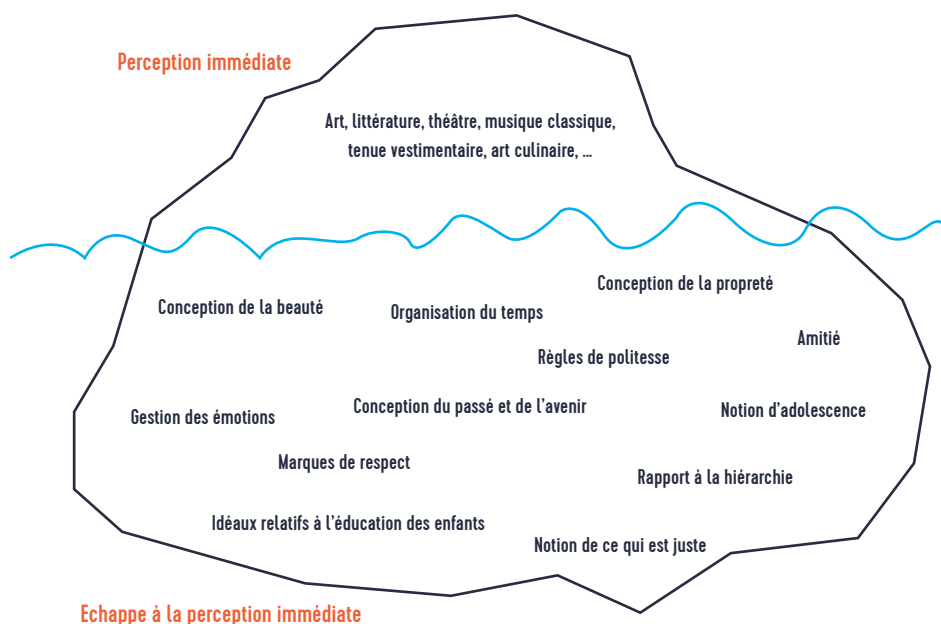
- Organiser un brainstorming autour de la question "Qu'est-ce que la culture pour vous ?"
- Rebondir sur les propositions des élèves pour présenter la définition de la culture.



10 min



Culture : Ensemble des représentations (manières de faire et de penser propres à une collectivité humaine), des normes et des valeurs qui orientent les comportements des individus..



La culture est un système en perpétuelle évolution, dont certains éléments sont "visibles" comme notre langue ou la manière de nous dire bonjour et d'autres moins perceptibles à la première rencontre, comme nos valeurs ou nos représentations du monde.

La culture peut être représentée sous la forme d'un iceberg comme sur le schéma ci-contre, avec une partie visible et une autre immergée.

1.2 La diversité culturelle, une richesse

Découvrir la diversité culturelle à travers deux exemples.

Exemple 1 : Les rites de passage à l'âge adulte dans le monde

- Prenez connaissance des documents suivants.
- Exprimez à tour de rôle ce qui vous choque, vous étonne, vous fait rire.



Rite : Action accomplie conformément à des règles et faisant partie d'un cérémonial. Un rite désigne l'ensemble des règles et cérémonies en usage dans une religion ou dans une société. Les rites sont des pratiques codifiées de caractère sacré ou symbolique.

Document 1. En Amérique du Sud, rite de passage "Sateré-Mawé" : l'initiation à la fourmi balle de fusil

En Amazonie brésilienne, les jeunes garçons appartenant à la tribu Sateré-Mawé marquent leur rite de passage à l'âge de 13 ans lors d'une initiation à la fourmi balle de fusil. Ainsi se passe la tradition : ils cherchent des fourmis balle de fusil dans la jungle qui sont sous sédation par un chef qui les plonge dans une solution à base de plantes. Les fourmis sont ensuite tissées dans des gants avec les dards pointés vers l'intérieur. Une heure plus tard, les fourmis se réveillent plus en colère que jamais, et l'initiation commence. Chaque garçon doit porter les gants pendant dix minutes. Endurer la douleur démontre que les garçons sont prêts pour assumer la virilité de l'âge adulte – alors très peu crient car cela indiquerait de la faiblesse. Chaque garçon finira par porter les gants 20 fois en l'espace de plusieurs mois avant que l'initiation ne soit terminée.

Leticia Pfeffer, Christina Nuñez, 9 septembre 2014, <https://www.globalcitizen.org>

Document 2. Rite de passage chez les garçons gourmantchés (Niger)

Entre 12 et 20 ans, les adolescents sont regroupés et conduits dans un camp à quelques kilomètres de leur village où ils seront circoncis loin des regards indiscrets. C'est une affaire d'hommes. Aucune femme ne doit être présente sur les lieux. Aucun père ne doit assister au rite si son propre fils fait partie de la cohorte, et ce, pendant toute la durée du rite qui s'étend sur 1 à 2 mois. Les filles du village, du même âge que les circoncis, sont chargées d'apporter à manger chaque jour à leur frère. Elles ne s'approchent pas du camp mais déposent les repas et attendent que quelqu'un vienne les chercher sans adresser la parole à ce dernier. Dans le camp, les jeunes hommes sont gavés, ils doivent manger beaucoup pour être forts et n'ont pas d'autre choix que de finir leur repas sous peine de devoir ravalier ce qu'ils n'ont pu garder ou d'être battus. Les initiés apprennent un langage secret et des danses. Certaines ne se font que la nuit, les garçons sont déguisés avec costumes en paille et masques et dansent jusqu'au petit matin de village en village.

A la fin de l'initiation, chaque garçon reçoit une tenue : un complet en tissu de coton fabriqué localement pour la circonstance. Ils reçoivent des cadeaux : de l'argent offert par les parents, amis et connaissances. La somme récoltée doit servir à préparer l'avenir, le garçon devient alors un homme capable de prendre certaines décisions.

Témoignage de Adamou, association Wa Himma Dan

Question adressée aux élèves : Et pour vous... à quel moment pensez-vous que vous allez être considéré comme adulte dans la société française ?

Exemple 2 : Le mariage

A partir des textes ci-dessous, illustrez chaque type de mariage proposé dans le tableau.

	Mariage
MONOGAMIE	Unissant un homme et une femme Ex :
POLYGAMIE	Unissant un homme et plusieurs femmes = Polygynie Ex :
	Unissant une femme et plusieurs époux = Polyandrie Ex :

Document 3. Les Tibétaines

[...] J'ai eu la chance inouïe de traverser pendant quelques semaines un pays aux confins du monde, un petit royaume jusque récemment interdit d'accès, niché sur les hauteurs de l'Himalaya, petite enclave du nord du Népal, aux frontières du Tibet [...]

Les femmes tibétaines de cette contrée non seulement choisissent leur conjoint mais ont la possibilité (pas l'obligation) d'épouser toute la fratrie, qu'elle soit de deux, trois ou quatre hommes... Cette région fait partie des rares contrées du monde à instituer la polyandrie. [...]

Les hommes habitent en général la maison à tour de rôle, étant tour à tour bergers transhumant vers les pâturages, cultivateurs, sherpas, ou employés à de petits boulots à Katmandou ou dans le nord de l'Inde. Les femmes règnent sur la maison et choisissent celui avec lequel elles vont partager leur couche.

Serge Hefez 29 août 2008, Libération

Document 4. Les Sénufos

Chez les Senufos de Côte-d'Ivoire, [...], chacun des conjoints reste dans sa famille d'origine, qui est alors la véritable unité domestique de production. Le soir venu, les maris partent rejoindre à tour de rôle (une par jour) leurs différentes épouses qui cuisinent pour eux et leur rendent les services ordinaires du mariage, mais ils ne résident jamais de façon permanente avec une d'entre elles et les enfants qu'ils ont eus. L'institution est connue sous le nom de "visisting husband", le "mari visiteur."

Françoise Héritier, chargée de recherche au CNRS

Document 5. Les Maures

Les personnes appartenant au groupe ethnique Maure, sont significativement influencées par l'héritage des Almoravides qui étaient le peuple de la femme et de la religion et où la femme était considérée comme le chef du foyer. En particulier, ce groupe ethnique a des règles typiques, qui ne sont pas forcément en accord avec la loi écrite, à savoir la monogamie comme condition dominante de mariage, le nom de jeune fille qui est gardé par l'épouse, le non remboursement de la dot par la famille en cas de divorce, etc. En général, les petites filles et les femmes maures ont un rôle privilégié par rapport aux hommes.

<http://www.fao.org/gender-landrights-database>

CONCLUSION

Chaque société a sa propre représentation de la famille, de l'adulte... Ces représentations ne sont pas des faits de nature mais au contraire des constructions sociales, des phénomènes culturels.

Données officielles :

Le 20 octobre 2005, les Nations Unies adoptent la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Extrait:

La diversité culturelle est une caractéristique inhérente à l'humanité,

La diversité culturelle constitue un patrimoine commun de l'humanité et elle devrait être célébrée et préservée au profit de tous,

La diversité culturelle crée un monde riche et varié qui élargit les choix possibles, nourrit les capacités et les valeurs humaines, et qu'elle est donc un ressort fondamental du développement durable des communautés, des peuples et des nations [...]



cf. bibliographie
thématique "Culture et interculturel"

2 - S'ouvrir à la diversité pour lutter contre l'ethnocentrisme

Objectif : prendre conscience des mécanismes pouvant conduire à des comportements discriminatoires

2.1 Comment arrive-t-on au phénomène d'ethnocentrisme ?



Outil 7 / Face à certaines situations

Auteur : CCFD Terre Solidaire

Objectif : Montrer que nos réactions spontanées sont marquées par nos références culturelles et par notre histoire personnelle et collective. Prendre conscience du risque de porter des jugements de valeur sur les autres cultures.



30 min

Animation proposée :

× Munissez-vous d'une feuille et d'un crayon.

× A la lecture de chaque phrase, vous devrez vous-mêmes vous imaginer dans chacune des situations et devrez noter la première chose qui vous vient à l'esprit.

× La lecture des quatre phrases ne sera entrecoupée que de 15 secondes... alors notez vite.

× Phrase 1. Je marche dans les rues de Ouagadougou, au Burkina Faso : devant moi deux hommes se tiennent la main.

🕒 15 sec

× Phrase 2. J'arrive dans un village de Centrafrique. On nous invite à partager un repas. Je m'assois à même le sol. Le chef de famille lève le couvercle de la marmite : deux mains surnagent.

🕒 15 sec

× Phrase 3. Je viens de sortir de l'aéroport. Je me promène dans les rues de Rabat au Maroc. Un homme que je croise crache au sol en passant à mes côtés.

🕒 15 sec

× Phrase 4. A un carrefour de Kinshasa, un policier m'arrête : vos essuie-glaces ne sont pas réglementaires, mais si vous voulez, on peut s'arranger !

Chaque phrase fait réagir les élèves sur un aspect de la culture. Vous pouvez tout à fait enrichir l'outil en inventant des phrases qui évoquent d'autres aspects comme la conception de la beauté par exemple.



Outil 7 / Face à certaines situations

SUITE

Une fois la lecture des 4 phrases terminée demandez ensuite à chacun de lire ce qu'il a noté pour chaque phrase. Enfin il s'agira d'animer un temps d'analyse pour mettre en évidence que notre première réaction est le plus souvent révélatrice de notre perception spontanée des choses, fruit de nos propres repères culturels et que les risques l'ethnocentrisme sont réels.



30 min

Eléments d'analyse :

A la lecture des phrases, les réactions les plus courantes seront sans doute :

- × Pour la première : « homosexuels », « amis ». Au Burkina-Faso, deux hommes qui se tiennent par la main dans la rue sont amis et non homosexuels. À l'énoncé de cette phrase, la plupart des personnes n'ayant pas encore voyagé en Afrique de l'Ouest pensent à l'homosexualité même si elles ne veulent pas toujours le reconnaître. La question ici n'est évidemment pas de porter un quelconque jugement moral sur l'homosexualité, mais simplement de constater que l'on « plaque » sur l'autre des représentations, fruits de notre propre perception des choses dans notre environnement culturel.
- × Pour la deuxième : « anthropophage », « cannibale », « gibier ». On peut aussi repérer des personnes qui ont déjà voyagé et rencontré des situations analogues. Nous sommes ici en zone de forêt. La chasse est un des principaux moyens de subsistance. Il s'agit évidemment de mains de singe, un gibier très prisé. Mais pourquoi pensons-nous si souvent « cannibale » ?
- × Pour la troisième : « rejet », « saleté », « manque de respect », etc. Nous sommes peut-être alors en période de Ramadan. Certains musulmans ne se donnent pas le droit d'avaler leur salive durant la journée. Ils sont donc amenés à cracher. Il ne s'agit donc pas ici d'un quelconque signe de rejet, mais du respect de sa propre pratique religieuse.
- × Pour la quatrième : « corruption », « bakchich », « scandaleux », etc. Nous sommes ici vraisemblablement en présence d'un fonctionnaire mal ou pas payé du tout, dans un pays où les finances publiques sont dans un état lamentable. Or, cet homme est avant tout chargé de famille et cherche donc l'argent là où il se trouve. Je suis Blanc, dans une voiture, etc. Là encore, il ne s'agit pas de légitimer une pratique que l'on peut trouver condamnable, mais de se mettre à la place de l'autre pour chercher à comprendre la raison du comportement.



les supports d'animation téléchargeables

CONCLUSION

Notre filtre culturel nous amène à commettre des erreurs dans la perception de la réalité et parfois à porter des jugements négatifs sur une autre culture. Si on ne prend pas conscience qu'il y a d'autres manières de faire et de penser que la nôtre, nous risquons d'avoir des comportements ethnocentriques.



Ethnocentrisme : consiste à juger une autre culture en fonction de ses propres normes et valeurs, à ramener les traits culturels observés à ceux qui sont connus, voir à estimer cette culture inférieure ou méprisable.

L'ethnocentrisme peut ainsi mener :

- au racisme : doctrine qui considère la supériorité d'une culture ou d'un groupe sur les autres,
- à l'ethnocide qui correspond à la destruction de la culture et à la dissolution du groupe,
- ou encore au génocide : destruction physique d'une population.

2.2 De l'ethnocentrisme aux comportements discriminatoires



Outil 8 / Vidéo "Un excellent dossier"

Auteur : Arthus Penguern

Objectif :

Illustrer le mécanisme à travers lequel certains préjugés peuvent mener à des comportements discriminatoires.

Animation proposée :

- Visionnez le mini film jusqu'à la minute "5min10s"
- Listez tous les préjugés que vous êtes capables d'identifier dans l'imaginaire des propriétaires
- Imaginez la suite du scénario : "les propriétaires ont-ils loué l'appartement aux étudiants ? Quels vont être les prochains échanges ?"
- Regardez la fin de la vidéo (Vidéo disponible sur youtube)
- Comment définissez-vous un comportement discriminatoire ?
- Donnez quelques exemples de comportements discriminatoires prohibés par la loi.



20 min



Accéder à la vidéo

CONCLUSION

Les stéréotypes sociaux que nous utilisons tous pour comprendre le monde, amènent parfois à formuler des préjugés négatifs ou positifs. Le risque dont nous devons avoir conscience est que ce préjugé donne lieu à un comportement discriminatoire, condamnable par la loi.

Le mécanisme en jeu est le suivant : stéréotypes sociaux > préjugés > comportements discriminatoires



Un préjugé est un jugement formulé, en l'absence d'informations suffisantes, sur quelqu'un ou sur quelque chose, qu'il soit favorable ou défavorable.

Discrimination : *inégalité de traitement fondée sur un critère interdit et dans un domaine cité par la loi. A ce jour, 20 critères de discrimination (« critères prohibés ») sont fixés : le sexe, l'origine, la grossesse, la situation familiale, l'apparence physique, le patronyme, le lieu de résidence, l'état de santé, le handicap, les caractéristiques génétiques, les mœurs, l'orientation sexuelle, l'opinion politique, l'âge, l'activité syndicale, l'appartenance à une ethnie ou une religion, l'appartenance à une nation.*



cf. bibliographie
thématique "Discriminations"

3 - L'appartenance sociale : un déterminant des pratiques culturelles ?

Objectifs : illustrer la différenciation des pratiques culturelles d'un groupe social à l'autre. Montrer que certaines pratiques culturelles transcendent les groupes sociaux. Développer un esprit critique sur nos propres pratiques culturelles.

3.1 Des pratiques culturelles différenciées



La culture d'une société ou d'un groupe social se traduit par des pratiques culturelles c'est-à-dire par des activités réalisées de façon régulière par les membres du groupe.

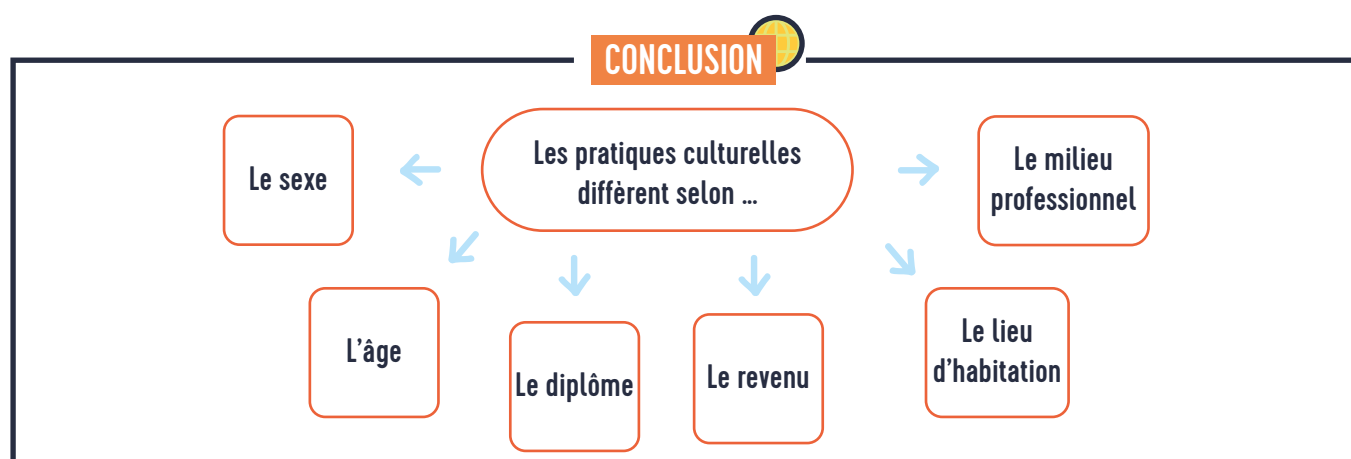
Trouvez des exemples de pratiques culturelles propres au monde ouvrier, propres aux jeunes, propres aux classes aisées, propres aux femmes...

Document 6. Pratiques culturelles et de loisirs selon le groupe socioprofessionnel

Pratiques culturelles selon la catégorie sociale Au moins une fois au cours des douze derniers mois Unité : %				
	Ont lu au moins un livre	Sont allés au théâtre, concert	Sont allés au musée	Sont allés au cinéma
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	49	37	37	61
Cadres supérieurs	80	63	69	82
Professions intermédiaires	69	47	52	78
Employés	60	32	32	67
Ouvriers	31	23	20	55
Ensemble	57	34	37	59

Lecture : en 2012, 31% des ouvriers ont lu au moins un livre dans les douze derniers mois.
Source : Insee - Données 2012 - © Observatoire des inégalités, France métropolitaine - Personne de 16 ans et plus.

Quelle est la pratique culturelle ou de loisir la plus différenciée entre les ouvriers et les cadres supérieurs ?



3.2 La culture de masse

Bien que l'appartenance sociale influence de nombreuses pratiques culturelles, on peut observer l'émergence d'une culture de masse.

Connaissez-vous des pratiques culturelles qui transcendent les groupes sociaux ?



Culture de masse : est une forme de culture liée à notre société de consommation, elle est axée sur le divertissement et s'adresse au plus grand nombre, indépendamment de toute appartenance sociale. Elle est fabriquée et véhiculée par les industries culturelles dans une logique de rentabilité économique (télévision, cinéma, presse...).



Outil 9 / Nos pratiques culturelles à la loupe

Objectifs :

- × Faire émerger les pratiques culturelles du groupe social "des jeunes de la classe" à partir d'un questionnaire.
- × Identifier et souligner l'homogénéité de ces pratiques culturelles pour prendre conscience que nos choix culturels sont en partie influencés par les industries culturelles, les médias de masse et que le groupe social "jeunes" constitue une cible dans le cadre des stratégies commerciales mises en place par ces industries culturelles.



30 min

Idées de questions à soumettre aux élèves :

- a. Citez les quatre séries télévisées que vous avez le plus appréciées ces deux dernières années.
- b. Citez les chanteurs ou groupes musicaux que vous avez le plus écoutés ces deux dernières années.
- c. Citez les trois derniers films que vous êtes allés voir au cinéma.
- d. Citez les magazines et les journaux que vous avez consultés récemment.
- e. Quelle radio écoutez-vous le plus ?
- f. Quelle chaîne de télévision regardez-vous le plus ?
- g. Quels sites internet consultez-vous le plus souvent ?
- h. Devant quel type d'écran passez-vous le plus de temps : téléphone portable, ordinateur, tablette, télévision...?

A l'issue des échanges...

Vos pratiques culturelles vous semblent-elles diversifiées ? Pensez-vous que vos pratiques culturelles soient le résultat de vos choix personnels (en fonction de vos goûts, de votre personnalité...) ou bien qu'elles soient guidées par une offre proposée par les médias et les industries culturelles ?

Pourquoi le jour de la sortie de Star Wars étiez-vous tous au cinéma ?

CONCLUSION

Il s'agit de prendre conscience que nos pratiques culturelles résultent de choix personnels mais qu'elles sont également influencées par les industries culturelles à travers leurs campagnes de publicité intensives bien en amont de la sortie d'un film par exemple.

3.3 Développer un esprit critique sur nos pratiques culturelles



Outil 10 / La télé-réalité

Objectif :

À partir d'un exemple d'émission de télé-réalité, réfléchir aux risques potentiels de certaines pratiques culturelles pour l'exercice de sa citoyenneté



20 min

Questions posées aux élèves :

- * Regardez-vous des émissions de télé-réalité ?
- * Si oui, à quelle émission de télé-réalité êtes-vous le plus fidèle actuellement ? Pourquoi ?
- * Présentez à haute voix les règles du jeu de cette émission.
- * Comment décririez-vous la nature des relations sociales entre les participants ?
- * Ce que vous observez dans cette « télé-réalité » correspond-il selon vous aux relations humaines de la société dans laquelle vous vivez ?
- * Voyez-vous des risques inhérents à un suivi assidu de ce type d'émissions ?

Éléments de réponse possibles concernant les risques :

- * Ne plus faire la part des choses entre les relations sociales jouées dans l'émission et les relations sociales dans la réalité. La "télé-réalité" peut délivrer une image artificielle et factice de l'existence et des rapports humains (fausses fraternités, larmes mises en scène, comportements calculés en fonction de la caméra...). Les émotions y sont en partie fabriquées ou au moins préparées en vue de faire de l'audience. Les règles du jeu sont souvent basées sur la réussite individuelle, qui est le fruit d'une concurrence entre les individus et n'est permise que par un processus d'exclusion des autres. Ces modes de fonctionnement éloignent l'individu d'un comportement citoyen (qui recherche de la cohésion sociale par l'inclusion du plus grand nombre).
- * Assimiler divertissement et moqueries. Ex : vidéo de Nabilla : « Non mais allô quoi ! »
- * Oublier la réalité. Ne penser à rien, oublier les problèmes de ce monde avec le risque final de s'en désintéresser et de ne plus être en capacité d'assurer son rôle de citoyen.

CONCLUSION

Garder un esprit critique sur nos propres pratiques culturelles :

- s'interroger sur l'origine de ces pratiques : sont-elles issues d'un mimétisme des pratiques de mes parents ? De mon entourage ? Sont-elles le fruit d'une attirance via la publicité ?...
- s'interroger sur l'impact de ces pratiques culturelles : modifient-elles mon rapport aux autres ? Comment ? Sont-elles compatibles avec mon engagement citoyen et mes valeurs ?...



David ELOY
rédacteur en chef d'Altermondes

S'informer sur la complexité du monde

« Le sort de l'humanité est inévitablement solidaire. Solidaire en raison de la dégradation de la biosphère, en raison d'une économie non régulée, en raison du déploiement des fanatismes religieux. Nous vivons une époque absolument délirante, où l'humanité fait de plus en plus face à des problèmes de vie et de mort. Mais finalement la seule question qui se pose est de savoir si elle sera capable de comprendre qu'elle vit une communauté de destins. Sera-t-elle capable de traduire en actes cette volonté de l'affronter ? » Cette citation, extraite d'une interview que nous accordait, en octobre 2015, le philosophe Edgar Morin, pose clairement les enjeux de l'ouverture au monde, à l'autre, de nos sociétés. Loin d'être une option, c'est une véritable nécessité. Mais pour s'ouvrir à un monde de plus en plus complexe et ne pas céder à la tentation du repli sur soi, encore faut-il être en situation, en capacité de le comprendre ? Les médias ont là une responsabilité centrale pour nourrir le débat public, le débat démocratique. Comment ? En produisant une information rigoureuse et de qualité, qui n'enferme pas le lectorat ou l'audience dans le fatalisme et le sentiment d'impuissance, qui permette à toutes les voix de se faire entendre. Un média ne saurait à lui seul répondre à l'ensemble de ces exigences. La pluralité et la diversité des médias sont une condition sine qua non du bon fonctionnement d'une démocratie et d'une bonne compréhension du monde. C'est pourquoi, au même titre que les médias de masse, il faut savoir prêter une oreille attentive aux médias alternatifs et citoyens, parfois un peu plus confidentiels, mais qui posent des regards différents sur le monde et en offrent une grille de lecture nouvelle.

S'ENGAGER ET AGIR

4 - Devenir un citoyen conscient de son identité et respectueux de celles des autres

Objectif : s'engager dans la valorisation de la diversité culturelle

4.1 Cultiver la diversité, un acte citoyen



Outil 11 / Porteurs de paroles : “Découvrir une autre culture, quel intérêt pour vous ?”

Objectifs :

- × Prendre conscience et valoriser la diversité des représentations des uns et des autres.
- × Expérimenter une démarche consistant à aller vers les autres.
- × Recueillir des visions, des opinions sans porter de jugement.

Mise en oeuvre :

- × Se procurer plusieurs affiches grand format (autant d'affiches que de groupe de porteurs de paroles) et y inscrire la question : « Découvrir une autre culture, quel intérêt pour vous ? »
- × Répartir les rôles entre les élèves :

Rôle 1 : Les porteurs de paroles.

Une dizaine d'élèves, répartis en binômes, partent à la rencontre des autres élèves du lycée (au moment de la pause déjeuner par exemple) et leur soumettent la question inscrite sur leur affiche. Ils ont pour consigne de recueillir les propos des personnes interrogées en les notant sur une feuille, et sans modifier les tournures de phrases. Ils doivent écrire le prénom et l'âge de chaque personne interrogée en dessous de sa citation. Une fois les paroles collectées, les porteurs de paroles ramènent les citations aux “scribes”.

“Le mur de paroles”

Les affichettes sont ensuite exposées sur “un mur de paroles” (qui peut être placé dans la cantine, dans le hall de l'établissement...) et l'ensemble de la classe est invité à réfléchir aux différentes visions recueillies.



2h00 min

les portraits



Ils en ont fait leur métier

Je suis : Alice IDRAC,
Chargée de mission Education au Développement

Je travaille au sein :

D'une ONG qui s'appelle le CCFD-Terre Solidaire. Cette ONG porte sa mission de solidarité internationale à travers trois modalités d'action : l'Education à la citoyenneté et à la Solidarité internationale, le Plaidoyer et le soutien de partenaires (acteurs locaux dans une cinquantaine de pays).

Mes missions principales :

- Accompagner les bénévoles de l'association dans leurs actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et dans leurs actions de Plaidoyer. Dans ce cadre, je conçois et anime des formations avec les bénévoles, accompagne la création d'outils pédagogiques, anime des dynamiques de réseau.
- Je suis la personne référente sur l'engagement des jeunes au sein de notre association, c'est-à-dire que je coordonne les réflexions sur les parcours d'engagement de jeunes, sur les projets que l'on peut leur proposer ou impulser avec eux. J'accompagne certains dispositifs comme l'accueil de volontaires en service civique, la préparation aux voyages solidaires, le volontariat de solidarité internationale, etc.

Parcours de formation :

Master Economie agricole Internationale – Sécurité alimentaire.
Formation en Gestion de projet de solidarité internationale, à l'institut Bioforce.
Mes engagements associatifs ont été très formateurs et m'ont permis d'exercer aujourd'hui ce métier.

Les compétences indispensables pour exercer mon métier :

- Animation de groupe
- Bonne connaissance du milieu associatif
- Intérêt pour les nouvelles technologies de communication et Internet, et pour l'innovation en termes de pédagogie

Au quotidien :

Je travaille essentiellement en direction des bénévoles de l'association qui eux, vont être en contact direct avec des publics (enfants, adolescents, étudiants, etc.) pour les sensibiliser et les accompagner vers un engagement citoyen. Avec ces bénévoles, je travaille sur des formations, des outils de sensibilisation, des démarches pédagogiques, des actions de mobilisation. Pour cela, j'anime des réunions et des réseaux d'acteurs, je pilote des projets pour concevoir des outils, je relaie de l'information, je conseille sur la mise en place d'actions de mobilisation.

Je travaille beaucoup en équipe (salariés ou bénévoles), à partir de mon bureau et lors de réunions. Il m'arrive également d'animer des ateliers ou des formations.

J'aime mon métier car il nécessite une grande polyvalence, me permet de toujours apprendre (car sans devenir experte je suis obligée de m'informer sur les thèmes que nous développons dans nos outils de sensibilisation ou campagne de mobilisation) et m'amène à rencontrer beaucoup de personnes militantes.

Mon métier et mon engagement citoyen :

Mes différentes expériences de bénévolat et mon parcours professionnel m'ont amenée à décider que l'éducation à la citoyenneté était pour moi le levier d'action pour construire un monde plus juste et solidaire. J'ai la chance d'avoir pu en faire mon métier et de vivre ainsi chaque jour mes convictions.

Travailler dans une telle association et auprès de bénévoles, mêle métier et engagement citoyen puisque les thèmes sur lesquels je travaille me touchent directement et me portent à me mobiliser. De plus, la frontière entre temps de travail et le temps d'engagement peut rapidement être difficile à définir.

4.2 Apprendre par l'action



✖ **Au sein de l'établissement** : réalisation d'une exposition, "Déconstruire les stéréotypes".

A l'image de l'exposition des jeunes américains : "The Real Africa: Fight the Stereotype", cette action consiste pour les élèves à choisir un groupe social et à réaliser une exposition pour déconstruire tous les stéréotypes véhiculés sur la culture de ce groupe social.



Accéder à l'exposition



✖ **Dans le cadre du passeport bénévole** : rédaction d'un recueil de parcours engagés.

Les lycéens sont invités à aller à la rencontre des personnes, de tout âge, de toute profession, de toute nationalité, de tout horizon politique mais qui ont un point commun : leur engagement dans la valorisation de la diversité culturelle. En binômes, les lycéens organiseront des temps de rencontres et d'échanges avec une personne de leur choix sur le thème suivant : "La diversité comme atout de notre société". Ils recueilleront le parcours de vie de cette personne pour décrire son engagement et en saisir les ressorts. Ils rédigeront les témoignages recueillis et les mettront en lumière dans un album enrichi de photos et de croquis.

✖ **Dans le cadre d'un club "Solidarité internationale"**



Outil 12 / Organisation d'un chantier interculturel

Depuis l'année 2009, le Club solidarité du lycée Hilaire de Chardonnet propose aux jeunes engagés de l'association d'organiser leur propre chantier solidaire. Il s'agit d'un séjour d'une quinzaine de jours à l'étranger pendant lequel les jeunes rencontrent d'autres jeunes d'une association locale partenaire et participent à une action concrète de développement.

Le chantier solidaire est un outil d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale performant. Un important travail de capitalisation a été mené au lycée Hilaire de Chardonnet à partir des différents chantiers solidaires organisés. Il a permis de mettre en évidence les 4 étapes préalables à l'organisation d'un chantier solidaire ainsi que les 8 objectifs recherchés en matière d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Les préalables :

- Préalable 1 : Constituer un groupe de jeunes.
- Préalable 2 : Constituer le groupe des adultes accompagnants.
- Préalable 3 : Construire un partenariat.
- Préalable 4 : Déterminer un projet.

Les objectifs :

- Objectif d'ECSI 1 : Vivre en groupe.
- Objectif d'ECSI 2 : Découvrir une autre culture.
- Objectif d'ECSI 3 : Se sensibiliser au développement humain et durable.
- Objectif d'ECSI 4 : Se sensibiliser à une action d'appui au développement.
- Objectif d'ECSI 5 : Vivre une expérience personnelle épanouissante.
- Objectif d'ECSI 6 : Acquérir les méthodes et savoir-faire quant au financement d'un séjour solidaire.
- Objectif d'ECSI 7 : Être en mesure de restituer son expérience.
- Objectif d'ECSI 8 : Revenir pour continuer différemment.



Pour tout savoir sur le chantier solidaire, accéder à l'intégralité du dossier de capitalisation "Chantier solidaire"

"VISA pour le voyage" est une formation accessible sur internet et dont l'objectif est la préparation au départ d'un groupe pour un chantier solidaire. Elle est constituée d'une panoplie d'outils pédagogiques pour aborder tant les motivations du départ, que la cohésion du groupe mais aussi le retour et la restitution de l'expérience interculturelle.

<http://ccfd-teresolidaire.org/mob/nos-outils-d-animation/visa-pour-le-voyage>





Blanche BECKER,
participante au chantier "Le jardin des pensées du monde", février 2014

J'ai participé à un chantier interculturel et solidaire en février 2014 au Burkina Faso avec un groupe de 15 lycéens français, 15 jeunes nigériens, 15 maliens et une vingtaine de femmes agricultrices burkinabées. Avant mon départ, je me sentais comme à la veille d'une grande aventure, c'était la première fois que j'allais vivre 2 semaines consécutives avec un groupe aussi important et en plus sans ma famille. C'était un défi personnel pour moi que tout se passe bien. C'était la première fois que je partais en voyage avec une mission et des objectifs bien précis, un projet à réaliser. C'était également la première fois que je

savais être attendue quelque part par des quasi inconnus et l'impatience de la rencontre était partagée des deux côtés.

J'appréhendais la rencontre interculturelle mais j'y étais bien préparée, je savais qu'on allait travailler tous ensemble pour le même projet, avec le même but, qu'on s'était mis d'accord sur les actions du projet à réaliser bien avant de partir. J'attendais un accueil chaleureux et je n'ai pas été déçue !

Une fois arrivée, une des choses qui m'a le plus perturbée, c'est de me sentir étrangère. Contrairement à mes autres voyages en Europe, on pouvait voir au premier regard que je n'étais pas d'ici, où que j'aille, je ne passais pas inaperçue. C'était très perturbant de savoir que les gens devaient penser des choses sur ma nationalité, ma culture, peut être avoir certains a priori sur moi ou mêmes des clichés. Mais tout a été aussi extraordinaire que ce que j'imaginais, en fait je n'aurais même pas soupçonné que ça puisse être aussi riche et intense. J'ai rencontré plein de gens, j'ai été bouleversée par tous les échanges que j'ai pu avoir autant avec les membres du groupe de français qu'avec les autres jeunes nigériens, maliens et burkinabés.

J'ai appris à rencontrer les gens sans les mots mais à travers la danse, les jeux, le travail.

En rentrant en France ça m'a donné encore plus envie de connaître mon voisin, d'aller vers les autres. J'ai eu envie de repartir pour revivre une expérience interculturelle comme celle là mais seule cette fois, et plus longtemps. J'ai décidé de retourner à Diapaga l'année suivante en tant que volontaire en service civique, j'avais envie de voir ce que le projet était devenu un an après, revoir les femmes qui m'avaient tant marquées.

Je pense que le chantier interculturel est un moyen très intéressant pour les jeunes de savoir ce qu'ils veulent faire plus tard, ça m'a aidé à mieux savoir ce que j'aimais. Si des jeunes ont la moindre curiosité et envie de partir, il faut foncer. Tout est intéressant de la phase de préparation, la construction du projet, des partenariats, la construction du groupe, l'envie de partir tous ensemble, c'est déjà tout un chantier en soi.

Pour les enseignants je pense que c'est un bon moyen de découvrir et révéler d'autres qualités chez les élèves qu'ils ne voient pas dans le cadre des cours, de leur découvrir une motivation et un dynamisme autour d'un projet concret. Personnellement, cela m'a donné une envie d'apprendre et de m'investir beaucoup plus importante qu'avant."

Envie de partir ? Une multitude de possibilités !

✖ **Les chantiers de solidarité internationale** : ce sont des séjours à l'étranger, organisés par un établissement, des organisations d'éducation populaire ou de solidarité internationale, mobilisant un groupe de jeunes pour la réalisation d'actions sur place, généralement simples et concrètes, et d'actions interculturelles.

✖ **Le service civique** : ce dispositif est accessible à tous les jeunes de 16 à 25 ans souhaitant s'engager pour une mission d'intérêt général. Il est possible de s'engager localement, auprès d'associations de votre région pour les accompagner dans la mise en oeuvre de leurs actions, mais il est également possible d'effectuer un service civique à l'international, notamment auprès d'organisations de solidarité internationale.

✖ **Le volontariat de solidarité internationale** : dispositif encadré par l'Etat, accessible à partir de 18 ans, il permet d'effectuer une mission d'intérêt général à l'étranger. Ce sont généralement des personnes diplômées et bénéficiant d'une première expérience qui peuvent en pratique prétendre à ce statut.

✖ **Le service volontaire européen** : accessible à tous les jeunes de 17 à 30 ans, ce dispositif européen permet de s'engager dans un pays étranger pour effectuer une mission d'intérêt général, de vivre une expérience formatrice, de développer une citoyenneté active et de faire preuve de solidarité, de découvrir une autre culture, une autre langue, etc.

✖ **Le congé de solidarité internationale** : ce dispositif permet à un salarié de participer à une mission d'entraide à l'étranger sur une période de 6 mois maximum, correspondant à ses congés habituels.

France volontaires : plateforme nationale de promotion et de développement des volontariats internationaux d'échanges et de solidarité

www.france-volontaires.org



Partie 3 : Consommateur ou consomm'acteur ?

Objectifs d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale :

- × Interroger notre mode de consommation
- × Prendre conscience des interdépendances entre les attentes des consommateurs dans les pays occidentaux et les conditions de production à travers la planète
- × S'interroger sur les alternatives existantes
- × Prendre conscience du pouvoir dont on dispose à travers son propre pouvoir d'achat
- × Se responsabiliser en tant que consommateur



l'expert



Le collectif de l'éthique sur l'étiquette

La plupart des vêtements que nous achetons en France sont fabriqués à l'autre bout du monde via des filières de production complexes et ramifiées. Un jean par exemple, entre la culture du coton et la mise en vente dans nos magasins, peut parcourir 65000 km, soit une fois et demi le tour de la planète. Dans une logique de profit à court terme encouragée par les demandes du prix le plus bas des consommateurs, les multinationales ont délocalisé leur production vers les pays où le coût de

la main-d'œuvre est faible, et les droits sociaux bafoués. Leur pouvoir économique leur confère une puissance qui dépasse parfois celle d'Etats souvent défaillants.

Dans les usines, les ouvriers, en grande majorité des jeunes femmes, travaillent jusqu'à 12 heures par jour, six jours sur sept, pour des salaires qui ne leur permettent pas de réaliser leurs droits fondamentaux (logement, éducation, alimentation, santé, etc.) Les conditions de sécurité ne sont pas garanties et les accidents sont fréquents. La plupart sont embauchés ou licenciés sans formalité, en fonction des besoins de production. Dans de nombreux pays, la liberté syndicale et leurs droits d'organisation et de négociation collective sont bafoués.

Les enseignes et marques de mode internationales, parce qu'elles en ont la responsabilité et la possibilité, doivent adopter des politiques d'achats et de production responsables et garantir des conditions de travail et de vie décentes pour les hommes et les femmes qui fabriquent les vêtements que nous portons.

Nous, citoyens et consommateurs, pouvons agir à notre échelle et aller à l'encontre des diktats de notre société de consommation pour ne pas encourager des pratiques que nous refusons. Soldes, course aux derniers modèles, matraquages publicitaires... tous les moyens sont bons pour nous pousser à consommer toujours plus. Avec un impact certain sur les droits de celles et ceux qui fabriquent ces produits. Or, il existe des moyens d'agir et des modes de consommation responsables, bénéfiques à tou-te-s et respectueux des droits humains au travail et qui inciteront les multinationales à revoir leurs pratiques.

Sommaire de la partie

76

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 / Du revenu primaire à la consommation et à l'épargne

1.1 Comment passer des revenus primaires au revenu disponible ?

1.2 Comment utiliser son revenu disponible ?

2 / Les déterminants de la consommation

2.1 La consommation dépend du niveau de revenu

Des inégalités entre pays : regards croisés France-Bhoutan-Niger

Des inégalités entre groupes sociaux

2.2 La consommation dépend des prix

Comment mesurer le lien entre consommation et prix ?

La course au prix le plus bas

La consommation vestimentaire

La consommation alimentaire

2.3 La consommation dépend de la création de besoins

Le besoin créé par les autres : se distinguer ou imiter

Quand la publicité et les stratégies marketing s'en mêlent

86

S'ENGAGER ET AGIR

3 / Devenir un consommateur-acteur

3.1 L'acte d'achat : un acte citoyen

3.2 Apprendre par l'action



Liens avec le programme :

- Thématiques : Ménages et consommation - Comment les revenus et les prix influencent ils les choix des consommateurs ? - La consommation : un marqueur social ?

- Savoir-faire : Élasticité-prix, élasticité-revenu, taux de variation.

- Notions à découvrir : Revenu disponible, consommation, épargne, pouvoir d'achat, consommation ostentatoire, effets de distinctions et d'imitation

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 - Du revenu primaire à la consommation et à l'épargne

Objectif : prendre conscience des inégalités entre ménages dans la capacité à épargner

1.1 Comment passer des revenus primaires au revenu disponible ?

Exercice 1 - Calcul du revenu disponible d'un ménage

Vous êtes technicien supérieur dans une grande entreprise et gagnez 1900 € par mois. Votre conjointe a créé sa propre agence de communication après son école de marketing et perçoit un revenu de 2500 € par mois. Vous possédez un studio que vous louez 400€ par mois à un étudiant.

Questions :

a. Quel est le niveau de revenu mensuel de votre ménage ?

b. Quelle est l'origine de chacun des revenus que vous percevez ?

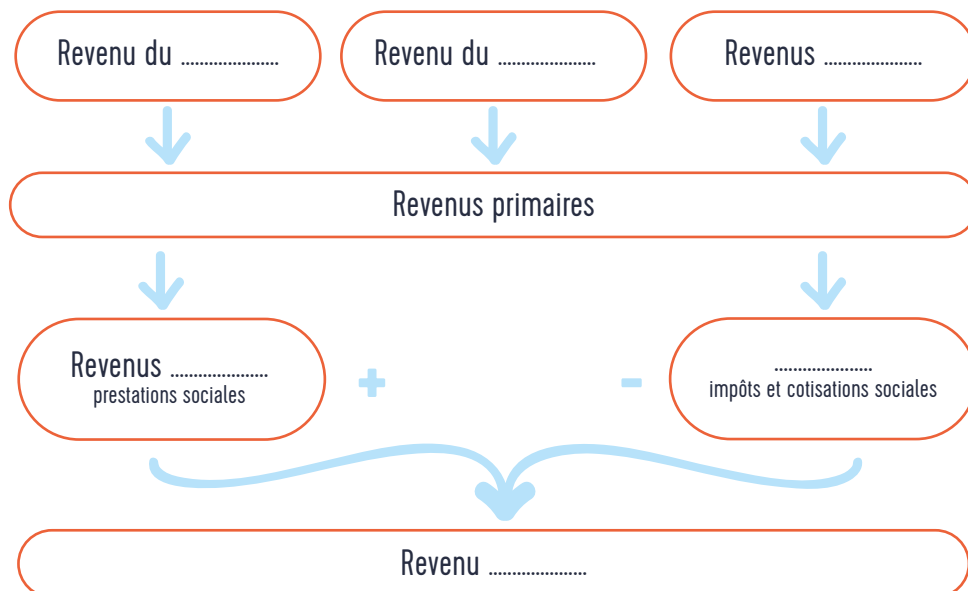
Vous attendez un heureux événement et des jumeaux naissent. Vous recevez donc des allocations familiales d'un montant de 180 € par mois (vos autres revenus n'ont pas changé).

Au mois de mai de l'année suivante, vous déclarez vos impôts sur le revenu et devez payer un montant de 3000 €.

c. Calculez le revenu mensuel dont vous disposez réellement.

d. Complétez le schéma avec les mots suivants :

[prélèvements - capital - sociaux - travail - disponible - mixtes]



1.2 Comment utiliser son revenu disponible ?

Exercice 2 - Les capacités d'épargne et de consommation des ménages

× Ménage 1 : Les Lapierre

Jacques Lapierre est médecin libéral, et a perçu 80 000 € d'honoraires en 2014. Sa femme, Claire, est comptable et ses salaires et primes se sont élevés à 26 500 € pour 2014. Leurs trois enfants leur donnent droit à des allocations familiales mensuelles de 256 €. Les Lapierre sont propriétaires d'un studio qu'ils louent 522 € par mois à un étudiant et détiennent des actions qui leur ont rapporté 3 680 € de dividendes.

En 2014, ils ont versé 18 000 € d'impôt sur le revenu et 22 800 € de cotisations sociales. Les frais de maladie remboursés à la famille au cours de l'année s'élevaient à 4 800 €. Les Lapierre consacrent 80% de leur revenu disponible à la consommation, le reste étant épargné.

× Ménage 2 : Les Buffet

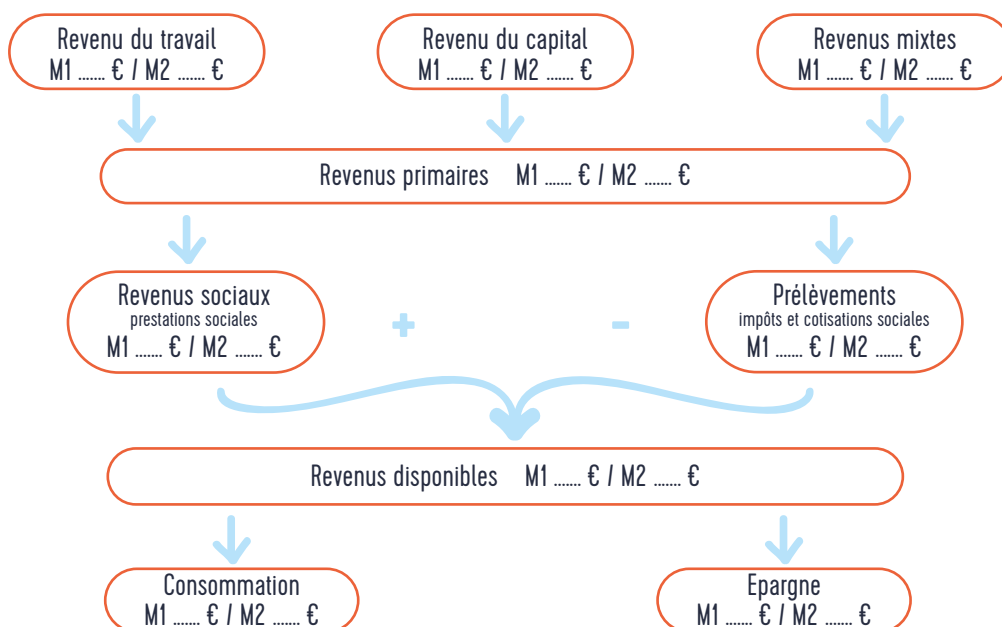
Mme Buffet a 40 ans et vit seule avec ses deux enfants. Elle travaille en poste dans une entreprise agroalimentaire de viennoiseries et a perçu en 2014, 15 600 € de revenus. Mme Buffet perçoit 3 540 € d'aides annuelles pour les deux enfants. Ses impôts sur le revenu se sont élevés à 1 872 € pour l'année 2014. Enfin les frais de maladie remboursés à la famille au cours de l'année représentaient un montant de 4 000 €. La famille Buffet consacre 99% de son revenu disponible à la consommation et 1% à l'épargne.

Questions :

- Après avoir pris connaissance de la définition d'un ménage au sens de l'INSEE vous donnerez des exemples de ménages.
- Complétez le schéma ci-dessous en calculant le montant du revenu disponible, de la consommation et de l'épargne de l'année 2014 pour les ménages des Lapierre (M1) et des Buffet (M2).
- Comparez de façon chiffrée l'épargne réalisée par les Lapierre et les Buffet sur l'année 2014. Qu'en pensez-vous ?



Ménage au sens de l'INSEE : ensemble de personnes vivant sous un même toit.



Le revenu disponible d'un ménage se répartit donc entre la consommation et l'épargne.



Le revenu disponible peut également être utilisé à faire un don à une association !



Consommation : acte d'achat des biens et des services par les ménages pour satisfaire les besoins
Épargne : partie du revenu qui n'est pas consommée.

Exercice 3 - A quoi sert l'épargne ?

	Épargne de patrimoine Constitution d'une réserve, source de revenus supplémentaires	Épargne de précaution Faire face à l'imprévu	Épargne pour une consommation différée Dépenses futures
Prévoir un soutien financier pour la scolarité des enfants			
Économiser pour acheter un ordinateur portable			
Mettre de l'argent de côté en cas de perte d'emploi			
Assurer une capacité de financement pour l'achat d'un logement			
Conserver de l'argent de poche en attendant les soldes			
Acheter des actions en bourse			

Questions :

- Pour quelles raisons pensez-vous qu'il est utile de mettre de l'argent de côté ?
- Cochez le type d'épargne auquel correspondent les différentes propositions du tableau.

POUR COMPLÉTER LA RÉFLEXION SOUS UN ANGLE INTERNATIONAL :

Sachant qu'en 2014 au Burundi, les ménages ont consacré 97,4% de leur revenu disponible à la consommation, déduisez la part de ce revenu consacrée à l'épargne. Les habitants du Burundi vous paraissent-ils en mesure de faire face à de gros imprévus ou encore d'investir leur argent dans du foncier pour s'assurer un revenu complémentaire ?

CONCLUSION

Les capacités d'épargne et de consommation sont très inégales entre les différents ménages en France et à l'étranger. Les pratiques d'épargne et de consommation sont diverses et peuvent constituer une forme d'engagement citoyen (ex : le don à une association ou l'épargne solidaire). L'épargne solidaire consiste à rapprocher "un porteur de projet" qui cherche des financements et "des contributeurs-épargnants" qui souhaitent placer leur argent dans des projets qui ont du sens pour eux.



Pour faire découvrir l'épargne solidaire à vos élèves en moins de 2 minutes, accéder à une vidéo

2 - Les déterminants de la consommation

2.1 Les choix de consommation dépendent du niveau de revenu

Objectif : comprendre les inégalités dans l'accès à la consommation

2.1.1 Des inégalités entre pays : regards croisés France - Bhoutan - Niger

Document 1. Structure des dépenses de consommation (en % du budget des ménages).

	France		Bhoutan	Niger
	1960	2011	2011	2011
Dépenses alimentaires	38	13,6	39	60,1
Logement	16	31,1	nd	nd
Transport	11	17,1	nd	nd
Habillemtent	14	4,3	nd	nd
Santé (dépenses à la charge des ménages)	2	3,9	nd	nd
Communication, loisirs et culture	10	13,2	nd	nd
Autres	9	16,8	nd	nd



C'est l'occasion d'aborder :
les taux de variation

nd : données non disponibles

INSEE 2013, Bhutan Living Standards Survey 2012 Report, Ministère de l'Agriculture Niger 2011

Questions :

- Lire de façon explicite les données en gras.
- Comparez la part du budget des ménages consacrée à l'alimentation en France, au Bhoutan et au Niger en 2011. Qu'en concluez-vous ?
- Comment a évolué la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages en France entre 1960 et 2011 ? Chiffrez cette évolution en calculant un taux de variation.
- Sachant que le revenu disponible moyen des français a été multiplié par plus de 40 entre 1960 et 2011, la loi d'Engel est-elle confirmée ?



Loi d'Engel : Ernst Engel (1821-1896) est un statisticien prussien qui procéda aux premières mesures de consommation et de revenu des ménages. Il constata que, lorsque le revenu augmente, la part qu'occupent les dépenses alimentaires diminue dans l'ensemble des dépenses du ménage.



C'est l'occasion d'aborder :
l'élasticité - revenu

POUR ILLUSTRER CONCRÈTEMENT LA DIVERSITÉ DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DANS LE MONDE



Outil 13 / Jeu du tour du monde de l'alimentation

D'après l'exposition What the world eat, 2013, projet Hungry planet.

Auteurs : Peter Menzel et Faith D'Aluisio

Objectifs :

- Montrer que l'alimentation est culturelle et dépendante du niveau de revenu.
- Illustrer les écarts de développement entre pays à partir de l'IDH.



30 min

Préparation :

- Imprimez quelques photos de l'exposition facilement accessible sur internet en veillant à faire apparaître la mention "© Peter Menzel" sur les photographies.
- Affichez les photographies dans la salle de cours ou dans le hall de l'établissement.

Animation proposée :

- Observez les photos en prêtant une attention particulière au nombre de personnes et aux types d'aliments présents.
- Devinez de quel pays il s'agit.
- Devinez à combien s'élève l'IDH de chaque pays.

Rappel sur la notion d'IDH : l'IDH ou Indice de développement Humain a été créé par le programme des Nations Unies pour mesurer le développement humain d'un pays. Il s'agit d'un outil statistique qui prend en compte : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie. Il peut être compris entre 0 (plus faible niveau de développement) et 1 (plus fort niveau de développement).

2.1.2 Des inégalités entre groupes sociaux

A l'intérieur même d'un pays on constate des pratiques de consommation différentes en fonction des groupes sociaux. Ces inégalités s'expliquent elles aussi par le niveau de revenu des ménages.

Document 2. Structure des dépenses de consommation selon la catégorie socioprofessionnelle en France

	Agriculteurs	Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres inactifs	Ensemble
Dépenses alimentaires et produits non alcoolisés	20,7	14,8	13,2	15,0	15,6	17,0	19,9	17,4	16,4
Dépenses non alimentaires	79,3	85,2	86,8	85	84,4	83	80,1	82,6	83,6

Document 3. Structure des dépenses de consommation selon le milieu de résidence

Insee, enquête budget de famille 2011.

	Bhoutan			Niger		
% Pourcentage	Milieu rural	Milieu urbain	National	Milieu rural	Milieu urbain	National
Dépenses alimentaires	41	32	39	63,7	49,4	60,1
Dépenses non alimentaires	59	68	61	36,3	50,6	39,9

Bhutan Living Standards Survey 2012 Report, Ministère Agriculture Niger 2011

Questions :

- Lire de façon explicite les données en gras.
- Qu'en concluez-vous ?

CONCLUSION

La consommation dépend du niveau de revenu des ménages ce qui explique les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres. Les groupes sociaux les plus aisés ont une consommation plus diversifiée dans le sens où il leur reste une part de leur budget beaucoup plus importante à consacrer à autre chose qu'à l'alimentation.

2.2 La consommation dépend des prix

Objectif : prendre conscience des conséquences néfastes de la recherche du prix le plus bas

2.2.1 Comment mesurer le lien entre consommation et prix ?



L'élasticité-prix mesure la sensibilité de la demande d'un produit à la variation du prix de ce produit.

Mode de calcul : *taux de variation de la demande du produit / taux de variation du prix du produit.*

Règles d'interprétation des résultats		
Valeur de l'élasticité	Observations	Type d'élasticité
$e = 1$ ou $e = -1$	La variation de la demande du produit est proportionnelle à la variation du prix du produit	Parfaite élasticité
$-1 < e < 1$	La variation de la demande du produit est moins que proportionnelle à la variation du prix du produit	Imparfaite élasticité
$e = 0$	La demande du produit ne réagit pas aux variations du prix du produit	Rigidité
$e < -1$ ou $e > 1$	La variation de la demande du produit est plus que proportionnelle à la variation du prix du produit	Hyper-élasticité

Exercice 4 - Calculer et interpréter une élasticité-prix

Document 4. Combien de t-shirts pour quels prix ?

Prix du t-shirt	Quantité de t-shirts demandée quand le revenu annuel moyen des touristes est de 30 000 €
6 €	4 000
7 €	3 200
8 €	2 500
9 €	900

Editions Belin 2014, manuel de seconde enseignement d'exploration SES

Questions :

- Calculez l'élasticité-prix de la demande lorsque le prix d'un t-shirt passe de 6€ à 9€.
- Définissez le type d'élasticité de la demande/prix d'un t-shirt en vous référant aux indications du premier tableau.
- Dans la mesure où la quantité demandée augmente quand le prix du t-shirt baisse, quelle va être la stratégie des producteurs de t-shirt ?

2.2.2 La course au prix le plus bas

2.2.2.1 La consommation vestimentaire



Outil 14 / Poster sur la décomposition du prix d'un t-shirt

Auteur : Le collectif de l'éthique sur l'étiquette

Animations proposées :

- 1° possibilité : Faire réagir simplement les élèves par rapport au poster.
- 2° possibilité : Distribuer un t-shirt papier à chaque élève, leur donner la liste des bénéficiaires et des affectations du prix du t-shirt et leur demander de deviner quelle part du prix du t-shirt revient à chaque poste. Donner la correction et échanger sur le décalage entre ce qu'imaginaient les élèves et la réalité.
- 3° possibilité : Récupérer de vrais t-shirts à Emmaüs, demander aux élèves de reporter les données sur les t-shirts et de les porter dans le lycée.



30 min



Accéder au poster en version imprimable



Outil 15 / Film documentaire Les damnés du low-cost, 2014, basé sur l'effondrement du Rana plaza au Bangladesh

Réalisateur : Franck Vrignon

Auteurs : Anne Gintzburger et Anne-Sophie Le Conte

Animation proposée :

- Visualisez l'intégralité du documentaire.
- Proposez un temps d'échanges aux élèves :
 - Dans un premier temps laissez la parole libre pour que chacun réagisse sur le film.
 - Dans un deuxième temps essayez de reprendre les informations principales du film pour lever les incompréhensions et saisir tous les messages.



53 min

Exemple de questions guides :

Comprendre les éléments de contexte de l'évènement :

- * Pourquoi les habitants des zones rurales sont-ils incités à partir de chez eux pour travailler à la ville dans les industries textiles ?
- * Pourquoi l'immeuble du Rana Plaza était-il en si mauvais état ?
- * Comment qualifieriez-vous le rythme de production dans les ateliers ?
- * Les ateliers textiles sont-ils rentables pour les Bangladais ? Pour les multinationales ?
- * Pourquoi les dirigeants des industries textiles bangladaises se soumettent-ils aux prix fixés par les multinationales ?
- * Quels droits du travail sont bafoués dans les industries textiles bangladaises ?

Comprendre les conséquences :

- * Pourquoi les multinationales pour lesquelles les habits étaient produits ne veulent pas être identifiées ? Qui porte la responsabilité pénale de l'évènement ?
- * Quelle est la mobilisation observée depuis l'effondrement du Rana Plaza ?
 - au Bangladesh
 - en Europe
 - en France
- * Que deviennent les victimes ?
- * Selon vous, quelles sont les responsabilités des citoyens par rapport aux événements du Rana Plaza ?

CONCLUSION

L'exigence des consommateurs du prix le plus bas pousse les entreprises à réduire au maximum leurs coûts de production et encourage la délocalisation de certaines productions dans les pays "du sud".

En effet, dans ces pays, le coût de la main d'œuvre est beaucoup plus faible et la législation en matière de normes sociales, de normes environnementales et de conditions de travail est globalement moins contraignante que dans les pays "du nord", ce qui aboutit à une surexploitation des ressources naturelles et humaines.

Les ressources



Ressource : Campagne Fashions mais pas cons du collectif de l'éthique sur l'étiquette

Campagne d'information à destination des jeunes avec des supports pédagogiques accessibles aux lycéens : à travers un poster et un jeu en ligne, les jeunes découvrent la thématique des droits humains au travail et peuvent se plonger dans le quotidien d'un travailleur qui touche un salaire minimum.

Plus d'infos sur www.ethique-sur-etiquette.org

2.2.2.2 La consommation alimentaire

Les outils



Outil 16 / Film documentaire Je mange donc je suis

Réalisateur : Vincent Bruno

Animation proposée :

- Visualisez l'intégralité du documentaire.
- Notez au fur et à mesure du film toutes les conséquences économiques, sociales et environnementales de la loi du prix le plus bas dans la production alimentaire mondiale.



40 min

Exemple de tableau à remplir par les élèves :

Conséquences économiques	Conséquences sociales	Conséquences environnementales
- En Europe, rémunération insuffisante des agriculteurs qui vendent parfois à perte ou abandonnent leur métier	- En Afrique de l'Ouest, exode rural, déplacements de la population active agricole vers les villes	- Au Brésil, développement de systèmes de productions nocifs pour l'environnement (utilisation massive de pesticides...)
....		

Vidéo disponible sur le site du CNCD

Les * en ligne



[Accéder à la vidéo](#)

CONCLUSION

Il s'agit de montrer que la course au prix le plus bas a entraîné une transformation des modes de production agricoles avec le développement d'une agriculture intensive.

Le choix d'une production de masse dans les pays du nord après la seconde guerre mondiale n'apparaît plus comme un modèle soutenable et éthique. Ce modèle productiviste ne permet non seulement plus aux producteurs du nord comme du sud de vivre dignement de leur travail mais met également en difficulté, à travers la mondialisation, les autres modèles agricoles notamment l'agriculture vivrière.

2.3 La consommation dépend de la création de besoins

Objectifs : prendre conscience que le marketing effectué par les entreprises vise à créer de nouveaux besoins, s'interroger sur les dangers potentiels de ces stratégies.

2.3.1 Le besoin créé par les autres : se distinguer ou imiter

2.3.1.1 Se distinguer

Document 5. Les comportements de consommation dans les pays émergents

Être trop populaire devient mauvais pour Louis Vuitton en Chine. La marque se vend tellement bien dans l'empire du milieu (son deuxième plus grand marché dans le monde) que cela devient banal. **Les très riches chinois trouvent la marque un peu trop populaire en Chine. Le luxe doit cultiver une forme de prestige... Le luxe industriel fait fuir les riches.**

Les nouvelles classes moyennes chinoises rêvent de Louis Vuitton, elles économisent pendant des années pour s'offrir des sacs et autres accessoires de la marque. Cela se vend tellement bien que les plus fortunés des chinois, les ultra riches, se lassent (...). De vraies opportunités se présenteraient sur le marché chinois pour des marques a priori plus luxueuses et raffinées, comme Chanel, Bottega Veneta, Hermès,...

"Louis Vuitton devient trop banal en Chine", chinecroissance.com, 17 novembre 2011.

Questions :

- Pourquoi Louis Vuitton a-t-il vu ses ventes augmenter puis reculer en Chine ?
- Quel est l'effet mis en évidence par les phrases en gras ?
- Proposez une définition de cet effet.



Effet de distinction : consommation propre aux catégories sociales favorisées, les différenciant des catégories sociales moins favorisées.

2.3.1.2 Imiter

Document 6. Témoignage d'un jeune parent

"Si t'avais pas Nike, t'étais un clochard, un pauvre gars, comme aujourd'hui. C'est pour ça que j'ai acheté des Nike à 75 € à mon bébé. Je lui ai acheté des baby-Jordan ! Y en a qui m'disent que c'est trop cher pour un bébé, surtout que je suis aux Assedic depuis janvier. Mais j'veux que mon fils, il n'ait pas l'air d'un clochard !"

Thomas Sauvadet, "Les marques dans les cités", Les grands dossiers des Sciences humaines, n°22, 2011.

Questions :

- Quelle est la motivation d'achat de chaussures du père pour son fils ? Pourquoi n'est-ce pas rationnel économiquement parlant ?
- Après avoir pris connaissance de la définition d'une consommation ostentatoire, pensez-vous que cet achat relève de ce type de consommation ?

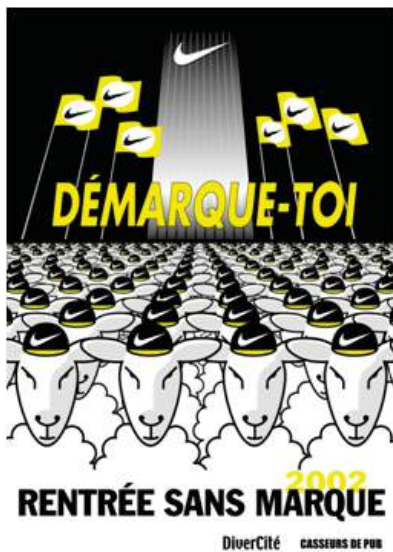


Consommation ostentatoire : consommation destinée soit à montrer un statut social, un mode de vie ou une personnalité, soit à faire croire aux autres que l'on possède ce statut social, mode de vie ou personnalité.

Effet d'imitation : Mécanisme par lequel les modes de consommation se diffusent du haut vers le bas de la hiérarchie sociale, chaque groupe cherchant à s'élever dans cette hiérarchie en adoptant la consommation des catégories socialement valorisées.

2.3.2 Quand la publicité et les stratégies marketing s'en mêlent

Document 7. La création de besoins par la publicité



<http://x-coca-cola-x.e-monsite.com/album/coca-cola-en-afrique/>



Le premier document (à gauche) est une affiche de la campagne "démarque-toi". La photo de droite quant à elle est une publicité du groupe Coca-Cola pour promouvoir la boisson sur le continent africain.

Questions :

- Décrivez l'affiche de la campagne "démarque-toi" et essayez d'expliquer ce qu'elle dénonce.
- D'après l'image de droite, pouvez-vous identifier des risques potentiels liés à la promotion de produits dans certaines régions d'Afrique ?

La campagne démarque-toi dénonce le développement d'une consommation de masse, sans esprit critique de la part des consommateurs, et compare ce phénomène à un comportement moutonnier. S'opère une déshumanisation des individus et une perte de richesse humaine liée à la diversité.

CONCLUSION

Il est important de garder un esprit critique sur nos pratiques de consommation influencées par la publicité et les stratégies marketing des entreprises. Les risques sont :

- de se détourner des besoins essentiels au profit d'une consommation ostentatoire,
- de sur-consommer,
- de modifier en profondeur nos habitudes de consommation, entraînant l'abandon de certaines consommations locales au profit de produits importés, et créant ainsi une dépendance des pays du sud envers les pays exportateurs.

S'ENGAGER ET AGIR

3 - Devenir un consommateur-acteur

Objectifs : découvrir des modes de consommation alternatifs et s'engager dans la mise en application d'une consommation plus responsable

Changer son mode de consommation c'est opérer des changements dans son quotidien. Après avoir réfléchi, remis en question ses habitudes de consommation et compris l'enjeu de consommer de manière plus responsable, la question du "Comment ?" reste en suspens pour de nombreux citoyens. La partie qui suit, sans être exhaustive, propose quelques pistes d'actions à mettre en place en classe pour permettre aux jeunes de se positionner en tant qu'acheteurs responsables et poser les bases d'un changement de comportement. Il s'agit de les ouvrir à des modes de consommation, encore minoritaires, mais qui promeuvent la valorisation du travail des producteurs, la qualité des produits, la réduction des déchets et du gaspillage.



Outil 17 / Jeux de l'élection des produits les plus pourris

Objectifs :

- Réfléchir à ses choix de consommateur.
- Prendre conscience du pouvoir dont on dispose à travers son propre pouvoir d'achat.



Pouvoir d'achat : *Quantité de biens et de services qu'un ménage peut acquérir avec son revenu disponible.*



2h00 min

Animation proposée :

× **Dans un premier temps**, réfléchissez aux impacts sociaux et environnementaux des produits que vous consommez.

Savez-vous d'où proviennent les produits ? Pensez-vous que les prix auxquels vous achetez vos produits permettent une rémunération correcte des producteurs ? Connaissez-vous la composition des produits ?

Mettez-vous d'accord sur les critères d'éligibilité des produits que vous considérez comme les plus pourris.

Éléments déjà proposés au cours de cette animation :

- normes sociales de production (conditions de travail),
- impact environnemental du produit (sur-emballage, bilan carbone, utilisation de pesticides...),
- stéréotypes sociaux véhiculés par les produits (image de la femme-objet...),
- utilité du produit,
- rapport qualité-prix,
- impact sur la santé.

× **Dans un second temps**, l'enseignant divise la classe en groupes (de 5 jeunes) et se rend avec eux dans une grande surface.

Elisez 2 produits en fonction des critères choisis précédemment, photographiez les produits sélectionnés. De retour en classe, présentez les produits élus à l'ensemble de la classe en argumentant vos choix.

Parmi les produits passés en revue, l'ensemble de la classe élit un produit "le plus pourri" par critère.

Débriefing

A l'issue de l'élection, encouragez les jeunes à garder en tête tous les critères qu'ils ont choisi pour évaluer leurs achats futurs. L'objectif de cet outil est de permettre une prise de conscience qui se traduira peut-être un jour par des changements de comportements dans les modes de consommation des jeunes.

Pour aller plus loin, organisez la visite d'une boutique "Artisans du monde"

A travers la visite d'une boutique de commerce équitable comme Artisans du monde, l'objectif est de faire découvrir aux élèves le fonctionnement et les principes sur lesquels reposent ces échanges commerciaux.

Le Commerce Équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du Commerce Équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel.

Définition de la coordination informelle des acteurs du commerce équitable réunissant les grands réseaux internationaux (FLO, WFTO, EFTA), 2001.

Plus d'infos sur : <http://www.commerceequitable.org>



Lise TRÉGLOZE,
Artisans du Monde

Depuis plus de 40 ans, le réseau Artisans du Monde, fort de ses 150 associations locales en France, de ses 6000 militants et de plus d'une centaine de partenaires dans le monde participe au développement du commerce équitable à travers trois actions complémentaires : la vente de produits issus du commerce équitable, l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, le plaidoyer pour un commerce plus équitable et le respect des droits des peuples.

L'éducation au commerce équitable vise tout d'abord à constater les inégalités dans le monde, notamment économiques et sociales, puis à comprendre en quoi les mécanismes du commerce international libéral qui tente de s'imposer à tous les pays, renforcent ces inégalités. Ensuite, il s'agit de découvrir qu'un autre commerce est possible, équitable et respectueux des droits.

Les paysans et artisans des pays les plus vulnérables, mais aussi des pays dit « riches » sont parmi les premières victimes d'un commerce international où la seule règle est celui du plus fort.

Ainsi, prenons l'exemple de la filière cacao : d'un côté nous avons 6 millions de producteurs et leurs familles, plutôt situés dans des pays dits « du Sud », et de l'autre 500 millions de consommateurs, principalement dans les pays dits « du Nord ». Entre les deux : 6 multinationales (américaines et européennes) qui se partagent 85% des richesses générées par le marché du chocolat.

Avec notre mallette pédagogique « Le grand voyage d'un chocolat équitable », adaptée au milieu scolaire et notamment à des projets interdisciplinaires, nous proposons de découvrir comment fonctionne cette filière depuis le cacaoyer jusqu'à la tablette de chocolat et comment l'union de coopérative El Ceibo de Bolivie a créé les conditions de son autonomie, au service de l'amélioration des conditions de vie des producteurs de cacao, grâce notamment au commerce équitable."



<http://outils.artisansdumonde.org>

3.2 Apprendre par l'action



- ✖ **Au sein de l'établissement** : Organisation d'une cafétéria équitable au lycée
 - Mettre en place un comité de gestion composé de volontaires, chargé de l'approvisionnement.
 - Établir une convention de partenariat avec une boutique de commerce équitable.
 - Réaliser un planning de volontaires pour tenir la cafétéria ou mettre en place une cafétéria auto-gérée (en libre service avec les prix affichés et les paiements des achats basés sur la confiance).

- ✖ **Dans le cadre du passeport bénévole** : Bénévolat à Artisans du monde



ils en parlent



Thomas CHEVRIER

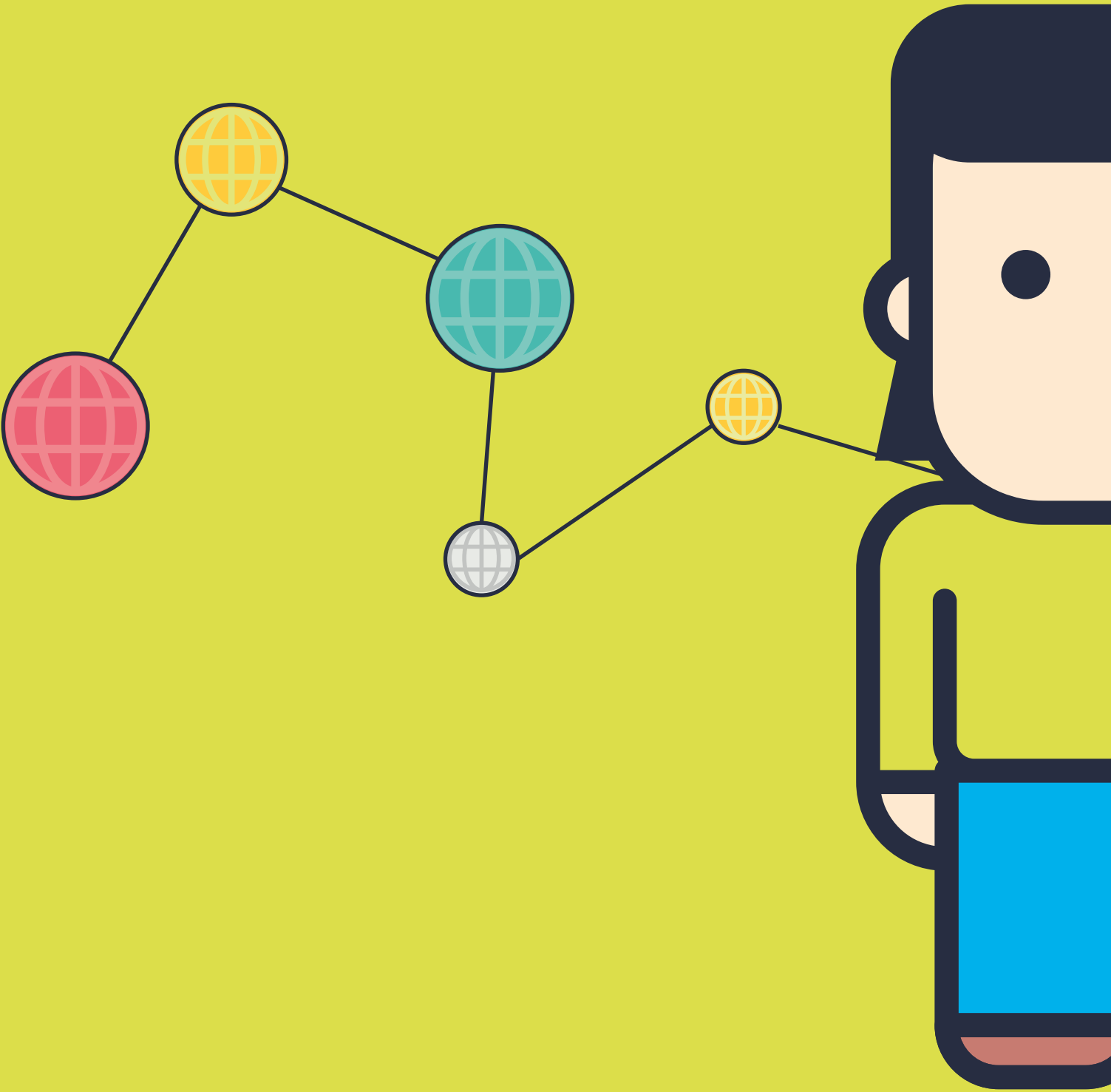
17 ans, élève de terminale et ancien bénévole d'Artisans du monde

J'ai connu l'association Artisans du Monde pendant mon cours de SES-ECSI que j'ai suivi en seconde, je n'en avais jamais entendu parler avant. On a visité la boutique d'Artisans du Monde de Chalon-sur-Saône à la fin de notre cours sur la consommation et, là bas, la bénévole nous a proposé de participer à la gestion de la boutique quand on était disponible. Moi ça m'a tout de suite intéressé parce que j'aimais bien l'idée que ce que je vendrais allait bénéficier autant aux producteurs qu'aux consommateurs.

Je suis allé une vingtaine de fois à Artisans du monde pendant l'année scolaire en plus des heures de bénévolat que je réalisais pour mon passeport bénévole. J'étais responsable de la mise en rayon et de l'accueil des clients. J'ai aussi beaucoup échangé avec les autres bénévoles qui étaient principalement des femmes d'un certain âge. C'était la première fois que je passais autant de temps avec des personnes âgées et c'était vraiment sympa en fait.

Ce que je retiens de cette expérience, c'est que des gens peuvent avoir une vision complètement différente du commerce, que le commerce peut être une relation gagnant-gagnant et pas forcément un rapport de force. Maintenant je fais la pub du commerce équitable, ça a un peu changé ma façon de voir les produits dans d'autres magasins car je connais les marges réalisées sur les produits de grande distribution. Cette expérience m'a permis d'avoir un regard critique sur le commerce.

- ✖ **Dans le cadre d'un club "solidarité internationale"** : Organisation d'un défilé de mode solidaire en partenariat avec Emmaüs
 - Customiser des vêtements fournis par l'association Emmaüs et faire réfléchir les jeunes sur les filières de recyclage.
 - Organiser le défilé de mode de manière à ce que chaque tenue soit l'occasion d'un message sur le développement durable.
 - Encourager l'implication des parents et des grands parents aux côtés des jeunes dans des ateliers de confection pour donner une dimension inter-générationnelle au projet.





Partie 4 :

Produire : pour qui, pourquoi ?

Objectifs d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale :

- × Prendre conscience des différences en dotation de facteurs de production au nord et au sud et des conséquences de ces écarts
- × S'interroger sur les liens entre la création de richesses et la satisfaction des besoins
- × Mettre en évidence les inégalités dans la répartition des richesses au niveau mondial
- × Comprendre la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)
- × Valoriser des politiques de RSE

l'expert



Le forum citoyen pour la RSE



Les entreprises se doivent d'avoir un comportement responsable car leurs activités ont nécessairement des effets sur les travailleurs, les consommateurs, les populations et l'environnement biophysique. Leur existence même dépend du cadre institutionnel dans lequel elles exercent leur activité et des ressources qu'elles se procurent auprès de leur environnement humain

et naturel. C'est en cela qu'on peut dire que les entreprises sont "redevables" envers la société.

Leur première responsabilité est d'avoir un comportement économique en adéquation avec ce qu'attend la société : paiement des impôts sans chercher à s'y soustraire par des moyens divers (légaux ou non), utilité sociale des activités dans le respect des droits de l'Homme, des droits sociaux, de l'environnement humain et naturel, des consommateurs, de leurs partenaires et concurrents ; respect des lois nationales et internationales, des contrats et des conventions ; non intervention dans la sphère politique dans le but de contrarier par des actions de lobbying l'évolution des législations existantes ou en préparation.

Les démarches de RSE se doivent d'être globales ("holistiques", cf. ISO 26000). Elles couvrent notamment les droits de l'Homme, les relations employeurs/salariés, l'environnement biophysique, la consommation, l'implication communautaire locale, les relations d'affaires. Ces différents aspects sont inter-reliés et ne sauraient être dissociés les uns des autres dans des politiques partielles ou tronçonnées. C'est la gouvernance de l'organisation qui doit assurer leur prise en compte, définir les priorités et arbitrer éventuellement entre les dilemmes. Cette gouvernance doit prendre en considération les avis et les attentes des parties concernées.

[...] Les entreprises doivent être soucieuses de ne pas nuire à l'intérêt collectif en visant à réduire leurs externalités négatives et d'apporter, autant que possible, des externalités positives à la collectivité.

Un comportement responsable d'entreprise suppose d'intégrer ces préoccupations dans le coeur du management en adoptant des dispositifs, des règles, des procédures, des instruments de gestion et de contrôle orientés vers ces objectifs. La philanthropie et le mécénat, à eux seuls, ne peuvent en aucun cas être considérés comme des politiques de RSE."

Extraits de "Éléments de doctrine", 2013

Sommaire de la partie

92

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 / Qui produit et dans quel but ?

1.1 Qu'est-ce que la production ?

1.2 Qui produit ?

2 / Comment et combien produire ?

2.1 Produire c'est utiliser des facteurs de production

2.2 Produire c'est combiner des facteurs de production

2.3 Améliorer sa combinaison productive : améliorer sa productivité

3 / Comment répartir la richesse créée ?

3.1 La valeur ajoutée

3.2 Un partage toujours équitable ?

A l'échelle de l'entreprise

A l'échelle mondiale

107

S'ENGAGER ET AGIR

4 / Devenir un producteur responsable

4.1 Répartir la valeur ajoutée : un acte politique

4.2 Apprendre par l'action



Liens avec le programme :

- Thématiques : Entreprises et production - Qui produit les richesses ? - Comment produire et combien produire ?
- Savoir-faire : Coefficient multiplicateur, médiane.
- Notions à découvrir : Entreprise, production marchande et non marchande, valeur ajoutée, facteurs de production, coûts, productivité, progrès technique.

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 - Qui produit et dans quel but ?

Objectifs : savoir qualifier la production de richesses, connaître les différents acteurs de notre société qui en sont à l'origine

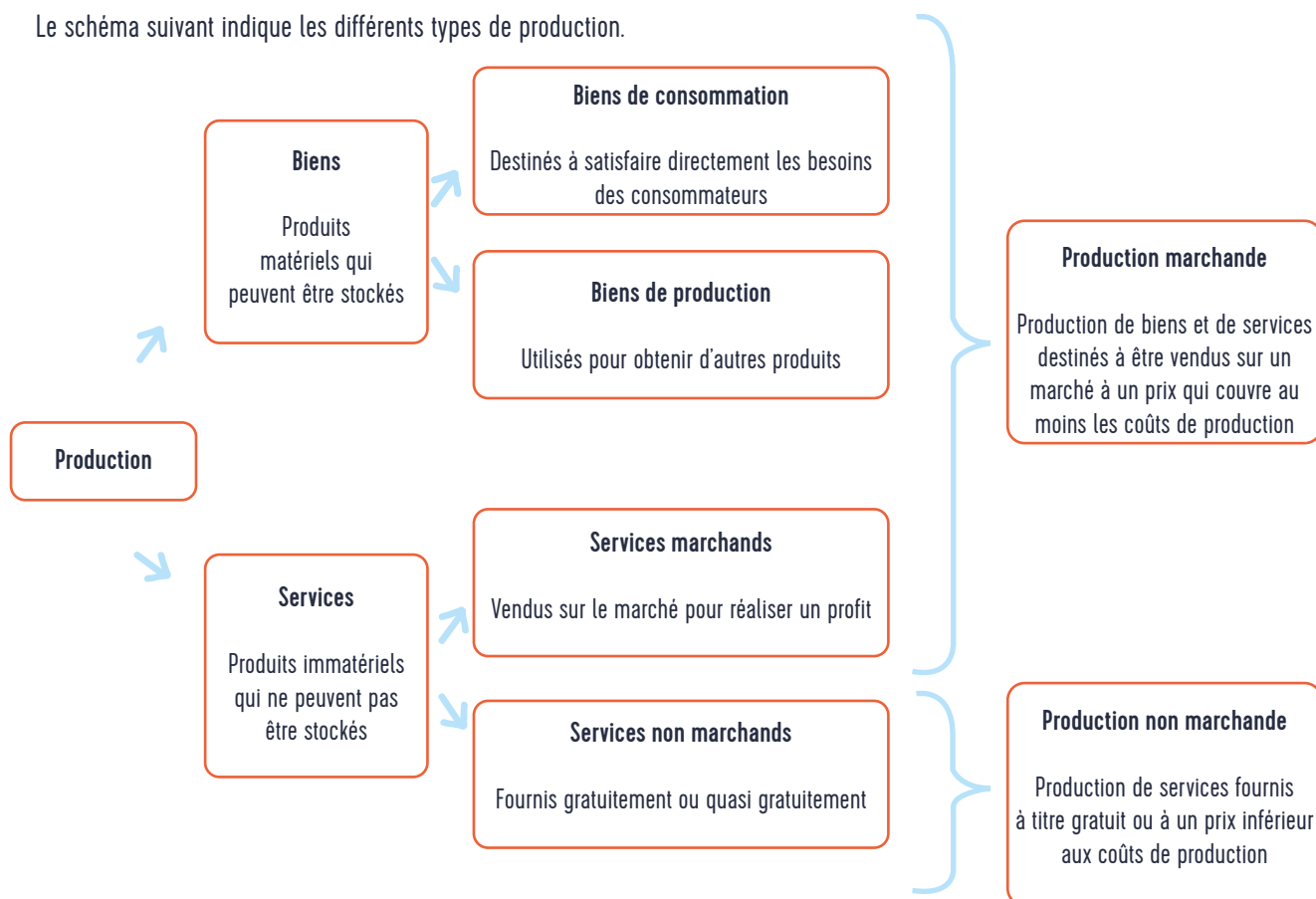
1.1 Qu'est-ce que la production ?



La production est l'activité humaine qui consiste à créer des biens et des services propres à satisfaire des besoins individuels ou collectifs.

Exercice 1 - Se familiariser avec les notions de biens et de services

Le schéma suivant indique les différents types de production.



Questions :

a. Donnez des exemples de biens et de services que vous avez récemment consommés.

b. A quel type de biens et de services correspondent les produits suivants :

“un abonnement téléphonique / un jean / une course en taxi brousse / une célébration de mariage à la mairie / un sac à dos / la confection d'un boubou / une leçon de conduite / un DVD / une place de concert / une visite chez le médecin / un distributeur automatique de billets / un cours de SES / une voiture / un robot sur une ligne de montage automobile / un ordinateur portable”

1.2 Qui produit ?

Exercice 2 - Quels acteurs produisent les richesses ? Quelles sont les caractéristiques des entreprises ?

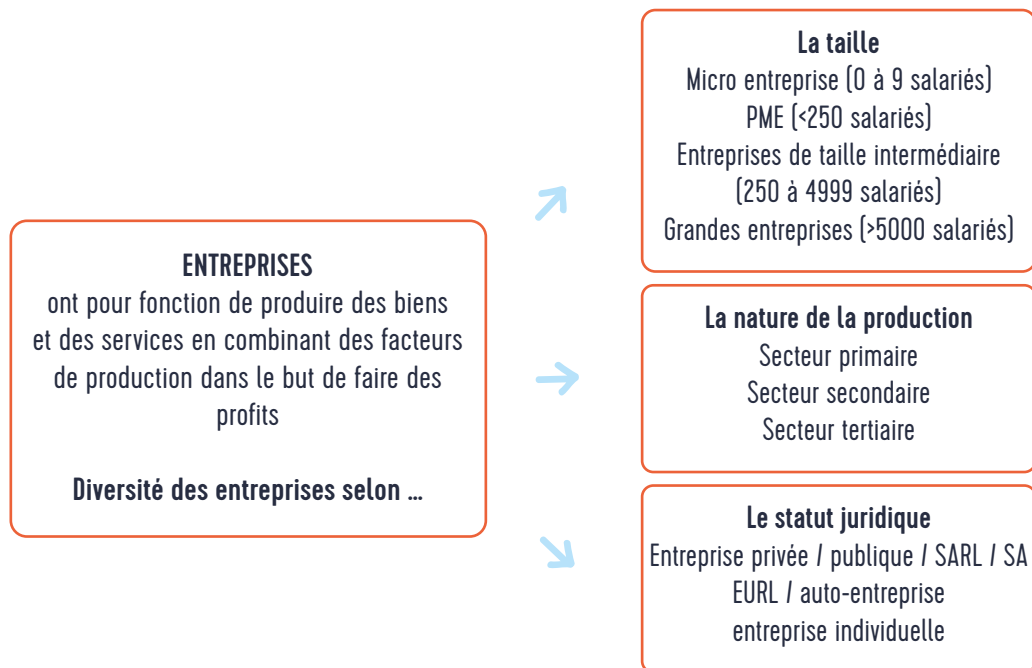
Voici une liste de mots ou expressions :

“Agence de voyages / banque / Les restos du cœur / boutique / caserne de pompiers / atelier de cirage de chaussures / clinique / commissariat de police / exploitation agricole / Carrefour / hôpital / mairie / lycée / salon de coiffure / Médecins sans Frontières / SNCF / Ministère de l'Éducation Nationale / PSA Peugeot Société Anonyme / La Croix Rouge / Le Conseil Départemental de Saône et Loire”

Questions :

- Soulignez ce qui pour vous sont des entreprises.
- Qu'est-ce qui distingue les unes des autres les entreprises que vous avez repérées ?

Faire émerger avec les élèves la typologie suivante :



- Quels autres types de producteurs pouvez-vous repérer dans la liste ? Quelle est la principale différence entre une entreprise et les autres organisations ?



Administrations publiques : organisations productives de services non marchands dont les ressources sont les prélèvements obligatoires ; elles sont composées de l'Etat, des collectivités locales (Régions, Départements, communes) et des administrations de sécurité sociale.

Associations : ensemble d'individus mettant en commun des ressources, dans le but de produire un service, le plus souvent non marchand, destiné soit à ses membres soit à des bénéficiaires extérieurs.

Exercice 3 - A la découverte des associations françaises**Document 1. Taux d'adhésion à différentes associations en France, en 2010, en %**

Associations	Femmes	Hommes	Ensemble
Action sanitaire et sociale ou humanitaire et caritative	4,8	3,9	4,3
Sport	10,5	16,3	13,3
Culture	7,3	6,3	6,8
Loisirs	5,5	5,8	5,6
Défense de droits et d'intérêts communs	3	2,2	2,6
Club de 3ème âge, loisirs pour les personnes âgées	10,2	7,1	8,8
Syndicat, groupement professionnel	6,3	8,1	7,2
Association religieuse, culturelle	1,5	1	1,3
Protection de l'environnement	0,9	1,3	1,1
Ensemble	31,7	37,2	34,3

INSEE 2010

Questions :

- Lire de façon explicite les données concernant les associations dont l'action profite à des bénéficiaires extérieurs.
- Comparez ces données au taux d'adhésion global.
- Quelle remarque cela vous inspire t-il ?

Document 2. Taux d'adhésion à au moins une association selon l'âge, en %

Âge	2010	Âge	2010
16 - 24 ans	29	60 - 74 ans	40
25 - 39 ans	33	75 ans et plus	29
40 - 59 ans	36	Ensemble	34

INSEE 2010

Questions :

- Quelle est la tranche d'âge la plus engagée dans le monde associatif ?
- Que pensez-vous du taux d'adhésion des 16 - 24 ans ?
- Calculez :
 - le taux d'adhésion des élèves de la classe à une association dont l'action profite à ses membres.
 - le taux d'adhésion des élèves de la classe à une association dont l'action profite à des bénéficiaires extérieurs.

Les associations françaises en chiffres

1,3 million d'associations en activité
 Plus de 16 millions de bénévoles
 1,8 million de salariés ce qui représente 5% de l'emploi en France

SES 2nd Delagrave Edition 2015-2016

CONCLUSION

Il existe 3 types d'organisations productives : les entreprises, les administrations publiques et les associations.

2 - Comment et combien produire ?

Objectifs : prendre conscience des inégalités concernant les facteurs de production au Nord et au Sud, comprendre les stratégies employées par les entreprises pour améliorer leur productivité

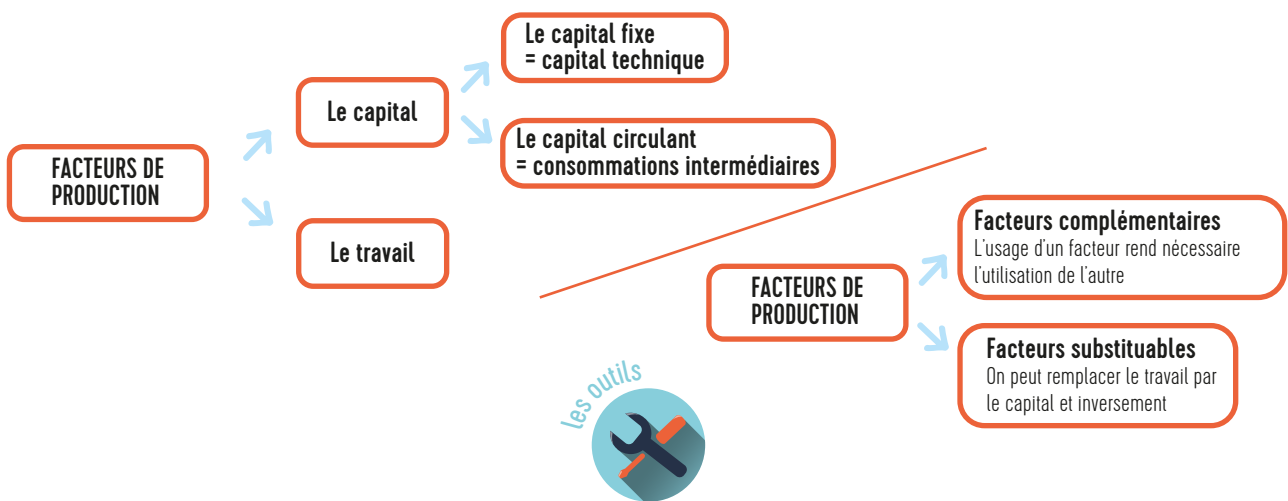
2.1 Produire c'est utiliser des facteurs de production



Les facteurs de production sont tous les éléments qui participent à la production de biens et de services. On distingue généralement 2 grands facteurs de production : le capital et le travail.

Le capital est lui-même divisé en 2 :

- le capital fixe ou capital technique (machines, locaux, terrain,...),
- le capital circulant ou consommations intermédiaires, biens et services utilisés dans un cycle de production, détruits ou incorporés aux nouveaux produits (matières premières, énergie, produits achetés,...).



Outil 18 / Les facteurs de production dans le secteur agricole

Auteur : Oxfam, photos tirées de la campagne Cultivons La Terre, la Vie, le Monde

Animation proposée :

Partager la classe en 4 groupes.

Distribuer à chaque groupe l'ensemble des photographies.

A partir des photographies, demander aux élèves de trouver des exemples illustrant les différents types de facteurs de production.



20 min



Quelles sont selon vous les principales différences entre les facteurs de production au Nord et au Sud ?

CONCLUSION

Globalement au Nord l'accès au capital technique (machines, locaux, terrain,...) n'est pas un frein à la production. Au Sud par contre, les systèmes de production s'appuient majoritairement sur le travail des producteurs, qui ont très difficilement accès au capital technique.

2.2 Produire c'est combiner des facteurs de production



La combinaison des facteurs de production est l'agencement des facteurs capital et travail afin de réaliser la production. On décide d'une proportion de capital technique et de travail à utiliser pour produire de manière efficace.

Exercice 4 - Découvrir les deux formes de combinaisons productives

COMBINAISON PRODUCTIVE

A forte intensité capitalistique
Peu de travail et beaucoup de capital

A faible intensité capitalistique
Peu de capital et beaucoup de travail



Programme SES 2nde, 2010, Édition Belin

Questions :

a. A quelle photo et à quelle définition feriez-vous correspondre :

1. Les systèmes de production "du Nord" ?

2. Les systèmes de production "du Sud" ?

b. Les facteurs de production présents sur les photographies sont-ils toujours substituables ?

c. Donnez d'autres exemples d'activités où l'Homme ne peut pas être remplacé par la machine.

Exercice 5 - Calculer le coût d'une combinaison productive

Un vigneron a le choix entre deux combinaisons productives pour vendanger ses vignes.

Le capital est mesuré en nombre d'heures d'utilisation de la machine à vendanger.

Le travail est exprimé en heures.

Combinaison	Quantité d'heures de travail utilisées	Coût du travail (a)	Coût du capital (a)	Coût total de la combinaison productive (a)	Coût du travail (c)	Coût du capital (c)	Coût total de la combinaison productive (c)
A	3						
B	70						

Questions :

- Sachant que le salaire horaire brut est de 15 € et le coût horaire d'utilisation d'une machine est de 150 €, calculez le coût total des combinaisons productives A et B. Reportez vos résultats dans les colonnes [a].
- A votre avis, quelle combinaison le chef d'entreprise va-t-il choisir ?
- Mêmes questions si le coût horaire de l'utilisation de la machine (location) passe à 700 € sans modification du salaire horaire. Reportez vos réponses dans les colonnes [c].
- Quelle est la combinaison qui a la plus forte intensité capitalistique ?
- Que s'est-t-il passé lorsque le coût de location de la machine a augmenté ?

2.3 Améliorer sa combinaison productive : améliorer sa productivité

L'efficacité de la combinaison productive se mesure à l'aide d'un outil : la productivité.



Productivité : rapport entre la quantité produite et la quantité de facteurs de production nécessaire.

Productivité du travail = Quantité produite / Quantité de travail nécessaire

Comprendre la notion de productivité à travers deux exemples concrets :

Exemple 1

L'usine Peugeot de Sochaux produit 1 800 véhicules par jour et emploie 9 964 salariés, la productivité hebdomadaire des travailleurs est donc égale à $= (1800 \times 7) / 9\,964 = 1,26$.
Chaque salarié produit en moyenne 1,26 véhicule par semaine.

Exemple 2

Adama est artisan bronzier à Ouagadougou au Burkina Faso. Il produit 5 statues de 30 cm de hauteur en une journée de travail de 10h.
Sa productivité horaire est donc égale à $= 5 / 10 = 0,5$.

L'efficacité de la combinaison productive peut augmenter grâce à l'introduction du progrès technique qui va permettre des gains de productivité.



Progrès technique : ensemble des transformations qui affectent la façon de produire et la nature des produits réalisés. Le progrès technique permet souvent les gains de productivité.

Exemples d'innovations dans la manière de produire : robotisation, informatisation, fordisme, toyotisme...

Exemples d'innovations de produits : Iphone6, tablettes, épilateur à lumière pulsée...

COMPRENDRE LE GAIN DE PRODUCTIVITÉ À TRAVERS UN JEU



Outil 19 / 3, 2, 1, produisez !!



45 min

Objectifs :

A travers une mise en situation, les élèves s'approprient la notion de productivité et visualisent les facteurs permettant les gains de productivité : le progrès technique, les conditions de travail...

Matériel :

- × Un patron de t-shirt en papier par élève.
- × Des feuilles de couleurs différentes pour chaque équipe.
- × Des crayons de papier (1 par personne).
- × Des règles plates (1 par personne).
- × Des paires de ciseaux (1 par personne).
- × Une fiche avec les indicateurs économiques à compléter (1 par élève).
- × Une poubelle.
- × Un paquet de bonbons pour la prime.
- × Un sifflet pour les manquements au règlement.

Animation proposée :

- Transformez une salle de classe en atelier de production d'une usine textile en créant 3 pôles de production de t-shirts composés chacun de 4 tables.
- Demandez aux élèves de se répartir sur les 3 pôles de production.
- Présentez aux élèves le contexte dans lequel ils vont travailler et les principales règles du jeu : **"Vous êtes en Chine, vous travaillez dans une usine textile qui produit des t-shirts et les commercialise aux États-Unis et en Europe. Le jeu va se dérouler en 2 phases de production qui correspondront à 2 journées de travail. Chaque journée représente 10h de travail. Vous devrez, à l'issue de chaque journée de travail, remplir la fiche des indicateurs économiques. Des primes sont prévues pour l'équipe qui produit le plus. Vous n'avez pas le droit de parler sans autorisation du contremaître qui surveillera la production, au moindre bavardage vous êtes éliminés et pénaliserez donc votre équipe."**

Phase 1 de production, jour 1 (15 minutes) : Chaque pôle dispose de patrons papiers, de feuilles, de crayons de papier, et de règles plates. L'enseignant, qui joue le rôle de contremaître, donne la consigne aux équipes de produire le maximum de t-shirts en respectant le patron imposé. Il contrôle en continu la qualité des t-shirts qui lui sont amenés et peut mettre au rebut (dans la poubelle) tout t-shirt qu'il jugera non standard. Il siffle tous les bavardages et élimine les responsables.

Les membres de l'équipe ayant obtenu la meilleure productivité seront récompensés par une prime (distribution de bonbons).

Phase 2 de production, jour 2 (15 minutes) : Chaque pôle se voit attribuer des paires de ciseaux grâce aux investissements réalisés par l'entreprise. C'est l'introduction du progrès technique. Les consignes restent les mêmes qu'en phase 1. Il y a, à l'issue de la journée, une nouvelle distribution de bonbons en prime pour les plus productifs.

Outil 19 / 3, 2, 1, produisez !! SUITE

Fiche d'indicateurs économiques à compléter

	Journée 1			Journée 2		
	Équipe 1	Équipe 2	Équipe 3	Équipe 1	Équipe 2	Équipe 3
Nombre de t-shirts validés par le contrôle qualité						
Productivité horaire						

Par combien la productivité de votre équipe a-t-elle été multipliée après introduction du progrès technique ?

Débriefing :

"Globalement avez-vous plus produit le premier jour ou le deuxième jour ?"



C'est l'occasion d'aborder :
les coefficients multiplicateurs

CONCLUSION

Le progrès technique est un des leviers d'amélioration de la productivité.

Les conditions de travail sont également un levier sur lequel les entreprises peuvent agir pour améliorer la productivité. Dans certaines structures, les bavardages, la distraction des salariés sont considérés comme des éléments nuisibles. Dans une recherche continue de gains de productivité, la pression exercée sur les salariés peut parfois entraîner la violation des droits des travailleurs.

3 - Comment répartir la richesse créée ?

Objectif : prendre conscience des inégalités de répartition des richesses et des conséquences engendrées par ces dernières en termes de développement

3.1 La valeur ajoutée

Les entreprises sont à l'origine de la plus grande partie des richesses créées dans le pays. Ces richesses sont mesurées par la valeur ajoutée.

Comment calculer cette valeur ajoutée ?

L'entreprise en vendant sa production obtient son chiffre d'affaires. Ce chiffre d'affaires ne correspond pas tout à fait à la richesse produite par l'entreprise. En effet il faut encore lui soustraire les consommations intermédiaires : les biens et les services qui servent à la production mais qui sont eux-mêmes produits par d'autres entreprises, et détruits lors du processus de production.

Les formules de base

Bénéfice = chiffre d'affaires* - ensemble des coûts de production

*Chiffre d'affaires = montant de la vente = prix unitaire x quantité vendue.

Valeur ajoutée = chiffre d'affaires - consommations intermédiaires

Pour manipuler et maîtriser toutes ces notions

Exercice 6 - Micro-entreprise familiale de production de beignets au Niger

Tous les jours après l'école, Salamatou rejoint sa maman pour l'aider dans sa petite entreprise de production de beignets. Pour acheter le matériel nécessaire, la maman de Salamatou a contracté auprès d'une ONG, un micro-crédit.

Le tableau suivant présente l'ensemble du matériel et des matières premières nécessaires à la production mensuelle de 10 000 beignets ainsi que les frais que cela représente.

1 € = 655 F CFA	En F CFA	En €
Petits sachets plastique	32 750	
Bois de cuisson	26 200	
Friteuse	65 500	
Louche et écumoire	6 550	
Ingrédients pour la pâte à beignet	196 500	
Condiments (sucre, piments)	19 650	
Table, chaise et parasol	39 300	
Huile de friture	45 850	
Rémunération de Salamatou	6 550	
Intérêts versés pour son micro-crédit	3 275	
Coût total de production des 10 000 beignets		

Questions :

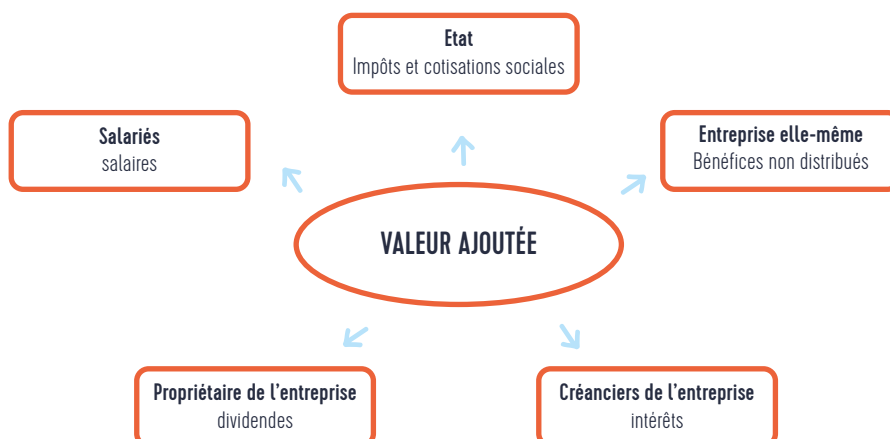
- Convertissez les FCFA en €.
- Calculez le coût total des 10 000 beignets produits en euros.
- Calculez le coût unitaire d'un beignet en € et en F CFA.
- Si Salamatou veut réaliser un bénéfice de 100 € par mois à quel prix unitaire doit-elle vendre son beignet ?
- A partir du prix unitaire que vous avez trouvé, calculez le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise en euros et en F CFA.
- Indiquez dans le tableau suivant les 5 consommations intermédiaires que Salamatou utilise pour produire ses 10 000 beignets par mois.

Consommations intermédiaires	Montant en €
Total	

3.2 Un partage toujours équitable ?

3.2.1 A l'échelle de l'entreprise

La valeur ajoutée ou richesse créée par l'entreprise se partage entre différents agents économiques qui ont contribué à sa réalisation.



- Calculez la valeur ajoutée réalisée par l'entreprise.

COMPÉTENCES CITOYENNES : S'INTERROGER SUR L'ÉQUITÉ DE LA RÉPARTITION DE LA VALEUR AJOUTÉE



Outil 20 / Film "Full Option", l'entreprise automobile en Roumanie et en Thaïlande

Auteur : CNCD Vincent Bruno

Animation proposée :

A partir des exemples de l'industrie automobile en Roumanie et en Thaïlande, identifiez pourquoi la valeur ajoutée créée par la production d'automobiles n'est pas répartie équitablement.

Pour cela, au cours du visionnage du reportage, proposez aux élèves de remplir un tableau qui récapitule les retombées positives et négatives du système de production des automobiles pour les acteurs suivants : les actionnaires, les salariés et les pays qui accueillent les multinationales (Roumanie et Thaïlande).



26 min

Retombées du système de production automobile	Positives	Négatives
Actionnaires de la multinationale	- Maximisation des profits - Position de force dans les négociations	
Salariés	- Salaire moyen versé par la multinationale > salaire moyen du pays mais....	- ... ne permet toujours pas de vivre dignement - Concurrence accrue sur le marché du travail - Pression sur les conditions de travail, les heures supplémentaires, les salaires - Pas de sûreté de l'emploi
Pays d'accueil des multinationales : Roumanie et Thaïlande	- Accélération de la croissance économique (Roumanie)	- Menace de délocalisation si augmentation du coût de la main d'œuvre - Les exigences des multinationales freinent le développement des lois protégeant les salariés et les droits des travailleurs - Création de zones franches : négociation des multinationales pour ne pas payer d'impôts, ni de taxes à l'importation et à l'exportation, donc la valeur ajoutée créée ne profite pas aux services publics du pays et ne soutient pas le développement de l'école ou du système de santé par exemple - Exode rural, diminution de la population active agricole



accéder à la vidéo

CONCLUSION

En fonction des choix de répartition de la valeur ajoutée effectués par les entreprises, ces dernières favorisent le développement des territoires sur lesquels elles sont implantées ou bien creusent les inégalités.

Les entreprises sont des acteurs économiques capables de :

- Développer l'emploi sur un territoire à condition de rémunérer correctement leurs salariés pour que ces derniers vivent dignement de leur travail.
- Participer au développement des services publics (santé, éducation,...) à condition qu'elles jouent le jeu de payer les impôts dans le pays qui les accueille.



cf bibliographie
thématique "Responsabilité Sociale des Entreprises"

Pour aller plus loin et découvrir une autre forme d'économie : l'économie Sociale et Solidaire (ESS)



Lucie GRAS,
directrice de Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) de Bourgogne

L'économie sociale et solidaire, économiquement performante, socialement innovante

Constituée d'associations, de coopératives, de mutuelles, de fondations, et de sociétés commerciales qui respectent certaines conditions (recherche d'une utilité sociale, gestion désintéressée), l'économie sociale et solidaire rassemble les entreprises qui se définissent, par leur statut, comme des groupements de personnes et non de capitaux.

Ces entreprises responsables se distinguent non seulement par leur organisation mais aussi par leur finalité. Elles rassemblent des personnes motivées par la mise en œuvre de projets innovants qui concilient objectifs d'intérêt collectif et activités économiques.

Ces entreprises permettent :

- **De remettre l'Homme au cœur de l'économie** : Il en constitue la finalité. Répondre aux besoins des personnes, contribuer au développement local, durable et solidaire sont des objectifs qui priment sur la recherche du profit financier.
- **La libre adhésion** : toute personne qui le souhaite peut participer, adhérer et prendre des responsabilités dans un mouvement ou une entreprise de l'économie sociale et solidaire.
- **Une gouvernance démocratique** : les dirigeants sont élus, les instances de décision sont collectives selon le principe « une personne, une voix ».
- **Des excédents au service des projets** : Ils sont réinvestis dans le développement des projets et ne servent pas à rémunérer le capital. Les fonds propres ne sont pas partageables.

Les entreprises de l'ESS participent activement au développement des territoires. De l'action sociale aux activités financières et d'assurance, les entreprises de l'ESS exercent le plus souvent dans le secteur tertiaire. L'ESS représente aujourd'hui près de 2,3 millions d'emplois, soit plus de 10% de l'emploi salarié en France, et plus de 100 000 nouveaux emplois chaque année.

Dans un monde globalisé, les acteurs de l'ESS rappellent l'importance de la localisation de l'activité économique intégrant les besoins de chaque territoire. Ce ne sont pas ces territoires qui doivent s'adapter au modèle économique dominant, mais bien l'économie qui doit prendre en compte leurs spécificités, afin de permettre un développement réellement tourné vers les habitants.

De surcroît, ce choix d'une relocalisation économique donne naissance à un cercle vertueux, à plusieurs titres. Au niveau économique et social, les activités fortement territorialisées ont l'avantage d'offrir une importante ressource d'emplois non délocalisables. Ecologiquement, les circuits courts permettent par exemple de développer un mode de consommation responsable et respectueux de l'environnement. Enfin, au niveau sociétal et humain, l'ancrage territorial de l'ESS permet de rétablir des liens sociaux, qui manquent dans nos sociétés actuellement absorbées par des circuits économiques dépersonnalisés.

les * en ligne



Comprendre l'ESS en vidéo

Ils en ont fait leur métier

les portraits



Je suis : Gaël MARTEAU,
Directeur France

Je travaille au sein :
d'Oikocredit international, Coopérative de Finance solidaire, voir www.oikocredit.fr

Mes missions principales :

- Levées de fonds et relations avec les investisseurs français.
- Relations institutionnelles, relations publiques, relations presse, partenariats marketing.
- Affaires juridiques.

Parcours de formation :
ESC Rouen (Neoma business schools), master en management

Les compétences indispensables pour exercer mon métier :

- savoir être : agilité/polyvalence, sens relationnel, rigueur, disponibilité.
- savoir-faire : développement d'affaires, animation de réseaux, bilinguisme (anglais).

Au quotidien :
Je travaille en grande autonomie (bureau de représentation d'une société étrangère). Mon travail nécessite beaucoup d'organisation personnelle pour suivre les nombreux contacts en cours avec des interlocuteurs très diversifiés (particuliers, partenaires professionnels, bénévoles, journalistes, collègues à l'international, réseaux de l'Economie Sociale et Solidaire et de la finance solidaire auxquels Oikocredit appartient).

Mon métier et mon engagement citoyen :
J'exerce un métier-passion auquel j'ai accédé après un parcours de 20 ans au sein d'abord d'une institution financière conventionnelle puis rapidement d'organismes à but non-lucratifs.
Pour moi le fait de combiner développement d'affaires et utilité sociale est essentiel, je ne pourrais plus m'épanouir professionnellement sans cette association entre business et service du bien commun.

3.2.2 A l'échelle mondiale

Pour saisir les inégalités de répartition des richesses entre pays on peut utiliser un outil : le PIB, Produit Intérieur Brut.

Le PIB est calculé en faisant la somme des valeurs ajoutées réalisées à l'intérieur d'un pays par l'ensemble des branches d'activité, pour une période donnée, indépendamment de la nationalité des entreprises qui s'y trouvent. Cet outil a ses limites mais permet dans le cadre du jeu suivant, de visualiser de manière concrète les inégalités de répartition des richesses à l'échelle du monde.



Outil 21 / Jeu des chaises

Auteur : ITECO

Objectif:

Ce jeu permet de visualiser la répartition de la population mondiale entre les différents continents et les inégalités dans la répartition des richesses au niveau mondial.



45 min

Mise en oeuvre :

Étape 1 : Répartition de la population

L'animateur du jeu répartit les affiches des cinq continents sur les murs de la salle. Puis il annonce que l'ensemble du groupe constitue la population mondiale. Chacun des participants représente donc un certain nombre d'habitants. Ensuite, il demande aux participants de se répartir sous les affichettes des continents de façon à représenter la répartition de la population mondiale telle qu'ils l'imaginent. Une fois que le groupe est stabilisé dans ses déplacements, l'animateur donne les chiffres réels et corrige la représentation de la répartition des habitants dans le monde.

Une étape supplémentaire est envisageable sur l'empreinte écologique des différents continents.

Étape 2 : Répartition de la richesse

L'animateur précise que les chaises sur lesquelles les joueurs étaient assis au tout début du jeu représentent le PIB mondial. Chaque chaise représente un certain nombre de millions de dollars. On demande alors aux participants de répartir cette richesse mondiale entre les différents continents. L'animateur donne ensuite les chiffres réels et corrige la représentation de la répartition des richesses.

Les participants ont ensuite la consigne d'occuper toutes les chaises : s'étaler sur les nombreuses chaises dans le cas des habitants des pays européens ou en Amérique du Nord, ou bien se regrouper et trouver des stratagèmes pour tenir en équilibre sur les chaises dans le cas des Africains ou des Asiatiques. Personne ne doit mettre le pied par terre.

Débriefing et analyse :

Recueillir les impressions des élèves quant aux inégalités visualisées et les faire réfléchir sur les conséquences (aborder les problèmes de pauvreté dans le monde, de violence, les mouvements migratoires,...).

Faire prendre conscience que les inégalités entre continents dont ils viennent de mesurer l'ampleur, se combinent à d'autres inégalités à l'intérieur même de chaque continent et de chaque pays.

définition



Revenu médian : *revenu qui partage la population en deux parties égales. La moitié de la population touche plus, l'autre moitié touche moins.*

Quelques données pour illustrer les inégalités de revenus en Europe (INSEE 2015)

Le revenu annuel médian en 2013 s'élevait à :

- 20 954 € en France,
- 26 414 € en Suède,
- 2 066 € en Roumanie,
- 2 924 € en Bulgarie.

La liste du matériel et les supports d'animation en version imprimable



C'est l'occasion d'aborder : la médiane



Outil 22 / La baguette de pain

Auteur : Artisans du monde

Objectif :

Ce jeu permet de matérialiser la répartition de la richesse au sein de la population prise dans son ensemble. Il complète bien le "Jeu des chaises".



15 min

Déroulement :

- L'animateur demande à cinq participants de le rejoindre. Chaque participant représente un cinquième, donc 20% de la population mondiale : classez les 5 participants des 20% les plus pauvres aux 20% les plus riches.
 - L'animateur annonce : « Cette baguette de pain, c'est la richesse mondiale. A votre avis, j'en donne quelle part aux 20 % les plus riches ? » La réponse est 82%, puisque les 20% de l'humanité les plus riches se partagent 82% de la richesse mondiale. L'animateur coupe alors une part de la baguette correspondant à 4/5ème et donne le morceau au participant qui représente les 20% les plus riches.
 - L'animateur avertit ensuite : « Il reste un peu moins de 20% de la baguette, de la richesse mondiale, à répartir entre les 80% de l'humanité restants. Sur ces 20%, combien j'en donne au cinquième de l'humanité le plus pauvre ? ».
- Il coupe le reste de la baguette en deux morceaux (soit deux morceaux d'un dixième chacun), et découpe en huit l'un des morceaux, soit 1,2% de la baguette... Il le donne au participant qui représente les 20% les plus pauvres. Il représente ainsi les 1,2 milliard de personnes qui vivent avec moins d'un dollar par jour.
- Recueillir les impressions des élèves.



Ressources complémentaires pour parler des inégalités de répartition des richesses mondiales...

Jeu de l'avion, pour ne pas planer idiot

Auteur : ITECO

Résumé : A partir d'un texte narratif qui décrit un vol dans un avion, l'auteur nous permet de visualiser, à partir du nombre de passagers de l'avion, la répartition de la population mondiale selon les continents, l'âge, les langues parlées, les métiers exercés, les religions pratiquées, l'accès à l'alimentation, la mortalité infantile...



[Accéder à l'outil](#)

Le repas insolent

Auteur : Programme SENS, SENSibiliser ENSemble

Résumé : "Mélangez une bonne trentaine de personnes. Faites les revenir avec un zeste de géopolitique globale. Montez la sauce en répartissant inégalement un soupçon de richesse et une bonne dose de bonne humeur. Relevez le goût en abordant des sujets comme l'immigration, la question de la dette et le commerce. Parez le mets d'une équipe d'animation épicée. Nappez enfin délicatement de discussions et d'échanges. Laissez ensuite mijoter toute la nuit hors des festivités." Telle pourrait être la recette de ce dîner pas comme les autres...

D'après une idée originale de l'association Insolens, c'est un repas au cours duquel les convives composent eux-mêmes les décisions qui modifieront le destin du monde. Une soirée au cours de laquelle les participants sont tour à tour impliqués, indignés, amusés et sensibilisés".

Des formations sont proposées par l'association Starting-block pour maîtriser cet outil.



[Accéder à l'outil](#)

S'ENGAGER ET AGIR

4 - Devenir un producteur responsable

Objectif : se positionner dans le débat sur la répartition des richesses et s'engager pour une répartition plus équitable.

4.1 Répartir la valeur ajoutée : un acte politique



Outil 23 / Jeu du positionnement - la croix "A qui doit profiter prioritairement la valeur ajoutée ?"

Objectifs :

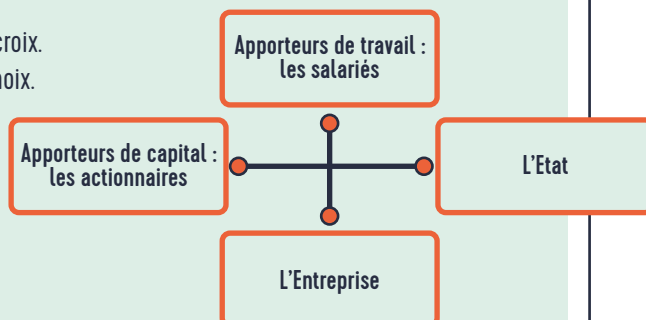
- S'approprier une argumentation sur le débat politique autour du partage de la valeur ajoutée.
- Travailler l'argumentation et la contre-argumentation.
- S'exprimer à l'oral et en public.



30 min

Mise en œuvre :

- Préparer 4 affiches avec : "Apporteurs de capital : les actionnaires", "Apporteurs de travail : les salariés", "L'entreprise" et "L'Etat".
- Matérialiser au sol une grande croix et placer à chaque extrémité les 4 affiches en hauteur.
- Poser la question suivante : "Qui doit profiter prioritairement de la valeur ajoutée ?" et laisser aux élèves quelques minutes de réflexion avant de leur demander de se positionner sous les affiches.
- Il est possible de se placer entre 2 affirmations ou même au milieu de la croix.
- Une fois que les élèves sont positionnés, leur demander d'expliquer leur choix.



Débriefing :

Les objectifs du débriefing sont :

- de faire prendre conscience aux élèves qu'ils ont mené un débat politique.
- de leur donner des points de repères par rapport à ce débat.

Éléments de repères :

Le débat sur la répartition de la valeur ajoutée fait partie des débats politiques empruntant des courants de pensées économiques différents. Les deux courants sont résumés dans le tableau suivant :

Le courant économique keynésien : salaires en hausse > augmentation de la demande > augmentation de l'emploi	Le courant économique libéral : hausse des profits > augmentation de l'investissement > augmentation de l'emploi
---	---

L'évolution du partage de la valeur ajoutée au cours des dernières décennies.

La part de la valeur ajoutée revenant aux salariés :

- a été stable dans les années 1960,
- a connu une forte croissance dans les années 1970,
- a réduit fortement dans les années 1980, (paradoxalement la part de la valeur ajoutée revenant aux salaires a diminué avec l'arrivée de la gauche au pouvoir).

4.2 Apprendre par l'action



× **Au sein de l'établissement** : Organisation d'une exposition sur la RSE, Responsabilité Sociale des Entreprises

L'exposition sur la RSE pourrait être constituée de panneaux présentant :

× la RSE : définitions et concepts appropriés par les jeunes

× la RSE dans sa mise en oeuvre à travers :

- des exemples positifs qui témoignent d'une démarche RSE réussie dans certaines entreprises,
- des exemples négatifs qui illustrent le chemin à parcourir pour certaines entreprises en matière de RSE.



× **Dans le cadre du passeport bénévole** : Écriture d'un projet associatif

"Et si je créais une association ?" Après avoir découvert le milieu associatif et s'être engagés dans diverses structures tout au long de l'année, il est intéressant pour les jeunes de réfléchir à leur propre projet. L'écriture d'un projet associatif peut être aussi l'occasion de faire le point sur :

× la définition d'une association,

× le mode de gouvernance associatif (le Conseil d'Administration, les bénévoles...),

× les droits et devoirs d'une association.

Pour les jeunes les plus investis dans cette action et qui auraient envie de se lancer véritablement, il existe des organismes compétents pour les accompagner dans la création d'une junior association.

Exemple de guide pour créer sa junior association sur www.juniorassociation.org.

× **Dans le cadre d'un club "solidarité internationale"** : Organisation d'un évènement grand public pour sensibiliser aux inégalités mondiales : Le festival Branché Solidaire

Branché solidaire :

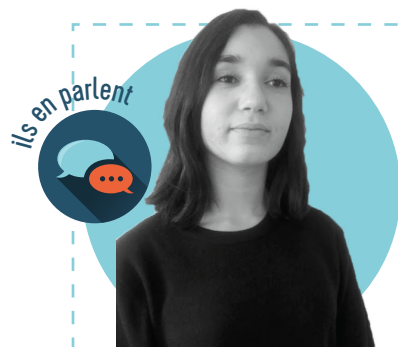
Retour d'expérience des lycéens de Chalon-sur-Saône :

Une fois sensibilisés et engagés dans la lutte contre les inégalités mondiales, les jeunes sont souvent amenés à sensibiliser à leur tour le grand public. Il est important et très enrichissant de les laisser déterminer le type d'outils de sensibilisation qu'ils souhaitent mettre en place et favoriser une communication innovante autour de la solidarité.

C'est ainsi qu'un groupe de lycéens engagés, avec l'envie de donner à la solidarité une image jeune, dynamique et dans l'air du temps, ont mis en place un festival intitulé "Branché Solidaire".

Ce festival s'articule autour :

- d'une scène dédiée à des groupes de musiciens débutants,
- d'espaces d'échanges et de présentation d'actions de solidarité menées par des jeunes.



Séphora BACHIR,
17 ans, membre actif de l'organisation du festival Branché Solidaire 2015

Je me suis sensibilisée à la thématique des inégalités surtout grâce à mon cours de SES-ECSI de seconde, grâce aux cours en classe et aussi grâce au passeport bénévole avec lequel j'ai découvert des associations de solidarité. Puis après j'ai aussi découvert beaucoup de choses en m'engageant au club solidarité de mon lycée.

Ce qui m'a le plus choqué dans ce que j'ai appris ce sont les inégalités dans l'accès à la nourriture, aux soins, aux besoins vitaux, primaires. Je ne pensais pas qu'il y avait de tels décalages : que dans

certains pays les gens n'avaient rien à manger alors que dans d'autres les gens souffrent d'obésité.

Aujourd'hui, j'avoue que je ne vais pas parler de questions de solidarité et d'inégalités directement avec mon entourage mais si l'occasion se présente dans une conversation, ou qu'on me demande mon avis sur la question, là je sais quoi répondre, je me suis forgée un avis sur la question. Et par contre je suis engagée dans des actions de solidarité et de sensibilisation.

Branché Solidaire par exemple, c'est un festival qu'on a organisé, et qui a pour objectifs de financer une action de développement que l'on va mener en chantier solidaire, de sensibiliser les jeunes à la solidarité et de montrer une autre image de la solidarité.

Je pense qu'au départ la solidarité est vue par les gens comme un secteur réservé aux adultes, aux professionnels, dans lequel il faut absolument avoir des compétences pour s'investir dans des projets. On a voulu montrer que les jeunes peuvent aussi avoir des convictions et s'engager pour des causes solidaires. Concrètement, pour sensibiliser le public du festival, on a créé des expos et des décors à notre goût, en se disant "si nous, on allait à un événement qui présente la solidarité comment on aurait voulu que ce soit ?". Je pense que pour toucher des jeunes on est les plus à même de savoir ce qui va plaire et capter l'attention. Du coup, on a présenté les choses de manière ludique avec des expositions en labyrinthe, des flèches au sol, un endroit cosy pour discuter etc...

Pendant ce festival j'ai eu la responsabilité de faire les modèles d'envoi de mails pour démarcher les artistes et de faire le lien entre notre association de jeunes et la salle qui accueillait le festival.

Au départ, je me demandais par où il fallait commencer ce projet, ça me faisait peur tout ce qui concernait les partenariats et le contact avec les artistes. Je me demandais s'ils allaient prendre notre projet au sérieux. Et puis je me demandais s'il allait falloir réaliser des démarches administratives, je me disais que je n'en serais pas capable. Et finalement je me sens prête pour l'organisation d'un deuxième événement du même type, j'ai plus confiance aujourd'hui dans ce que je peux faire, le festival s'est très bien passé on a réalisé 500 entrées et on a même eu le temps d'en profiter.

C'était une super expérience, je peux la mettre sur mon CV et même si des futurs employeurs ne sont pas sensibles aux causes solidaires, ils pourront reconnaître la prise d'initiative et la gestion de projet comme des compétences que j'ai acquises.



Partie 5 :

Le marché au service de l'humanité ou l'humanité au service du marché ?

Objectifs d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale :

- × Cerner les notions de développement durable et humain
- × Maîtriser les mécanismes qui conduisent l'économie de marché à l'insécurité alimentaire
- × Prendre conscience du lien entre les activités de production et de consommation et les dégâts sur l'environnement
- × Réfléchir à la place que doivent occuper les pouvoirs publics dans la lutte contre les dérives environnementales du marché
- × Comprendre que les principales victimes du réchauffement climatique ne sont pas les premiers responsables
- × Être en mesure de proposer des solutions pour lutter contre le changement climatique et les mettre en application dans son mode de vie quotidien



l'expert



Wojtek KALINOWSKI,
co-directeur de l'Institut Veblen

Notre modèle économique fondé sur la croissance infinie se heurte de plus en plus aux limites physiques de la planète. Et l'humanité tout entière se retrouve face à un choix inédit dans son histoire : inventer un modèle de développement soutenable tant qu'il en est encore temps, ou foncer dans le mur comme si de rien n'était, en attendant les conséquences catastrophiques de la pénurie des ressources, de la dégradation des écosystèmes et du changement climatique.

Pour relever ces défis qui nous menacent tous, les technologies « propres » comme les énergies renouvelables sont nécessaires mais ne suffiront pas ; il faut également produire moins, éviter le gaspillage et adapter nos modes de vie. Comment partager ces efforts entre les différents pays ? On entend souvent dire que l'Europe est un petit continent et que ses émissions des gaz à effet de serre pèsent peu face aux autres continents, notamment face à l'Asie qui connaît une forte croissance. C'est oublier que l'essor historique de l'Europe reposait sur une industrialisation très polluante et un échange très inégal avec le reste du monde. Par conséquent, nous avons la responsabilité particulière de faire plus que les autres pour inventer un modèle soutenable. Inversement, les pays du Sud ont le droit au « rattrapage » économique et à une part croissante des ressources physiques de la planète. C'est dans cet esprit-là qu'il faut aujourd'hui réguler la mondialisation, en introduisant des critères sociaux et environnementaux dans tous les échanges commerciaux, de l'extraction des matières premières jusqu'au recyclage des déchets.

Sommaire de la partie

112

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 / Le marché

1.1 Le marché et vous

1.2 Le mécanisme du marché

Comment se forment les prix sur un marché ?

Quels facteurs influencent l'offre et la demande ?

Variations de l'offre et de la demande, quelles conséquences sur le prix ?

2 / Le marché et le développement font-ils bon ménage ?

2.1 Cerner la notion de développement

2.2 Le libre fonctionnement du marché conduit à des inégalités

2.3 Le libre fonctionnement du marché conduit à des dégâts environnementaux

La pollution : externalité négative du marché

L'action des pouvoirs publics

Le détournement des contraintes

124

S'ENGAGER ET AGIR

3 / Devenir un éco-citoyen

3.1 Relever les défis climatiques : un impératif citoyen

3.2 Apprendre par l'action



Liens avec le programme :

- Thématiques : Marchés et prix - Comment se forment les prix sur un marché ? La pollution : comment remédier aux limites du marché ?
- Notions à découvrir : Demande, offre, prix, effet externe, incitation

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 - Le marché

Objectifs : comprendre le mécanisme de fixation des prix sur le marché, s'interroger sur la justesse des prix fixés par ce mécanisme

1.1 Le marché et vous

Pour vous le marché c'est :

- * une place de ville ou de village ?
- * l'ensemble des points de vente offrant le même bien ?
- * l'ensemble des clients potentiels d'une entreprise ?
- * un lieu où se fixe le prix d'un bien ?
- * Le souk de Marrakech ?
- * Amazon.com ?
- * Une brocante ?

Marché : Lieu (physique ou non) de rencontre entre l'offre des vendeurs et la demande des acheteurs dans le but de réaliser un échange. Le marché va permettre de fixer le prix des produits échangés.



Dans ce chapitre, nous allons particulièrement nous intéresser à la dimension "mondiale" du marché.

1.2 Le mécanisme du marché

1.2.1 Comment se forment les prix sur un marché ?

Les prix se fixent à la rencontre de l'offre et de la demande.

Maîtriser le mécanisme de la fixation des prix à travers l'exemple d'un produit mondialisé : le cacao

Exercice 1 - La rencontre de l'offre et de la demande



La demande correspond à la quantité que les agents ont l'intention d'acheter à un prix donné.

La quantité de cacao que les industriels de chocolat sont prêts à acheter dépend du prix. A différents niveaux de prix correspondent des quantités différentes de cacao qu'ils sont prêts à acheter. Les données peuvent être rassemblées dans le tableau ci-dessous.

Prix en \$ par tonne	Quantité de cacao (en tonnes)
3000	1500
2500	2000
2000	2500
1500	3000
1000	3500

Question :

Sur le graphique vierge ci-après, construire la courbe qui montre comment la demande de cacao évolue en fonction du prix.



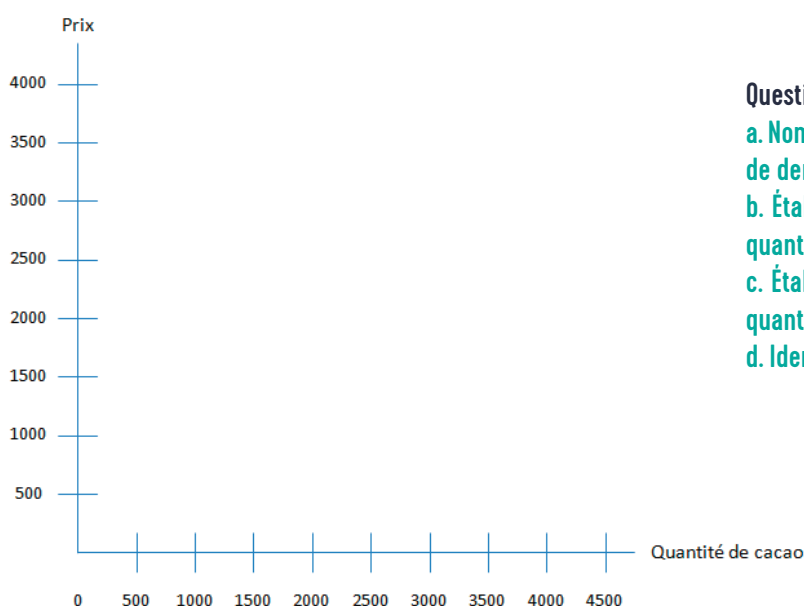
L'offre correspond à la quantité que les producteurs ont l'intention de vendre à un prix donné.

La quantité de cacao que les producteurs sont disposés à produire et à vendre dépend du prix. A différents niveaux de prix correspondent des quantités différentes de cacao offertes par les producteurs. Les données peuvent être rassemblées dans le tableau ci-contre.

Question :

Sur le même graphique, construire la courbe qui montre comment l'offre de cacao évolue en fonction des prix.

Prix en \$ par tonne	Quantité de cacao offerte (en tonnes)
3000	4500
2500	4000
2000	3500
1500	3000
1000	2500



Questions :

- Nommez sur le graphique la courbe de l'offre (O) et la courbe de demande (D).
- Établir la relation qui existe entre l'évolution du prix et la quantité demandée.
- Établir la relation qui existe entre l'évolution du prix et la quantité offerte.
- Identifiez le prix d'équilibre du marché du cacao.



Prix d'équilibre : c'est le prix pour lequel la quantité demandée est égale à la quantité offerte. C'est le prix qui satisfait le plus grand nombre de demandeurs et le plus grand nombre d'offreurs.

CONCLUSION

Pour synthétiser ces mécanismes, remplissez le schéma bilan ci-dessous en utilisant les verbes "diminuer" et "augmenter" :



Compétences citoyennes : s'interroger

“Le prix fixé par le marché est-il forcément équitable ? Permet-il aux producteurs et aux salariés d'être correctement rémunérés ?”.



Outil 24 / Débat mouvant “Il faut absolument plafonner les salaires”



30 min

Objectifs :

Développer ses capacités d'expression orale et d'argumentation, se positionner dans un débat.

Préparation :

L'animateur pose à voix haute l'affirmation suivante : “ **Il faut absolument plafonner les salaires** ” et installe un panneau “Pour” à l'avant de la salle et un panneau “Contre” au fond de la pièce.

Animation proposée aux élèves :

- Lire les argumentations “Pour” et “Contre” ci-dessous.
- Prendre 5 minutes de réflexion pour se positionner dans ce débat.
- Se positionner sous l'un des deux panneaux.

Déroulement du débat :

L'animateur présente le “bâton de paroles” : outil indispensable avant toute prise de parole.

Les élèves développent leur argumentation et tentent de convaincre les participants du camp adverse. L'animateur reformule les arguments si nécessaire. Les personnes convaincues par les arguments exposés peuvent alors changer de camp.

Une fois que tous les participants se sont exprimés ou que les arguments commencent à se répéter, clôturer le débat et développer les arguments manquants.

POUR

Oui, il faut plafonner les salaires. On doit tirer de notre investissement dans la société le nécessaire pour vivre. Il faut se poser la question : le salaire, ça sert à quoi ? La loi doit fixer un salaire minimum et un salaire maximum...C'est juste une question de logique. Pourquoi aurait-on une prime en fonction de son QI ? Un patron a eu la chance d'avoir de bons gènes ou de naître dans un bon environnement pour faire le métier qu'il fait. Bien sûr, un chef d'entreprise a des responsabilités, mais moi aussi, directrice d'Emmaüs, j'ai des responsabilités. Un chauffeur aussi a des responsabilités. Mais c'est pareil pour les sportifs ou les stars. Ils ne mangent pas 10 ou 20 fois plus que nous. Il faut qu'ils aient de quoi réaliser leurs rêves, comme les autres, mais pas plus.

Anne Saingier, vice-présidente d'Emmaüs, Violaine Magne, “Faut-il plafonner les salaires des hauts dirigeants ?”, Nord Eclair, 26 janvier 2010.

CONTRE

Il y a plusieurs justifications qui font qu'on paie cher quelqu'un, un patron par exemple : la relation entre le dirigeant et les actionnaires qui estiment qu'il travaille pour eux ; le fait que, pour en arriver là, il a fait des efforts, des sacrifices. On dit aussi qu'on rémunère le risque juridique, la précarisation parce que le marché du travail n'est pas facile. Et puis on paie le prix du marché qui est en tendance haussière car on s'aligne sur le marché américain. Enfin, il y a la performance effective du dirigeant.

Valérie Petit, professeur de management à l'EDHEC, Violaine Magne, “Faut-il plafonner les salaires des hauts dirigeants ?”, Nord Eclair, 26 janvier 2010.

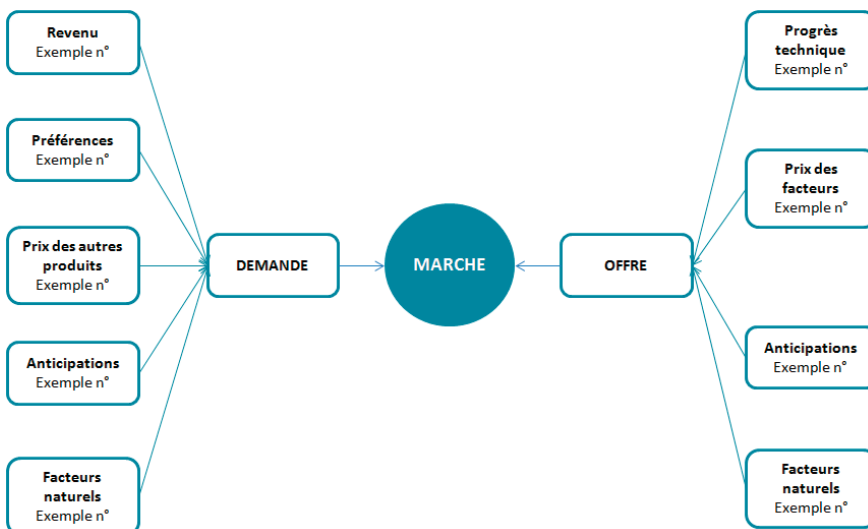
Débriefing :

L'objectif du débriefing est d'évaluer avec les jeunes leur facilité plus ou moins grande à se positionner. Ont-ils adopté facilement l'un des deux argumentaires ? Y a-t-il eu de nombreux changements de camps ? Quel est le résultat final en terme de répartition ?

La réflexion peut être ouverte à d'autres sujets en demandant aux élèves s'ils ont en tête d'autres prix fixés sur le marché sur lesquels ils pourraient débattre de la sorte.

1.2.2 Quels facteurs influencent l'offre et la demande ?

Exercice 2 - Identifier les déterminants de l'offre et de la demande



a. Faites correspondre les exemples suivants aux déterminants de la demande du schéma ci-dessus :

× **Exemple n°1** : M. Manzo a peur de perdre son emploi, il décide de se constituer une épargne de précaution et réduit sa consommation.

× **Exemple n°2** : La canicule sévit en Europe, les consommateurs achètent beaucoup de boissons.

× **Exemple n°3** : Vous êtes cinéophile, si votre revenu augmente de 10% vous allez pouvoir aller au cinéma plus souvent.

× **Exemple n°4** : L'eau gazeuse et l'eau plate sont des biens substituables, c'est-à-dire que l'un peut remplacer l'autre pour satisfaire le même besoin. Si le prix de l'eau gazeuse augmente, la demande d'eau plate va augmenter.

× **Exemple n°5** : Le mode de vie américain fait rêver dans tous les pays. Les consommateurs du sud veulent consommer de la boisson au cola au détriment de boissons traditionnelles comme le thé à la menthe.

b. Faites correspondre les exemples suivants aux déterminants de l'offre du schéma ci-dessus :

× **Exemple n°1** : Le prix du baril de pétrole est en hausse. L'entreprise de plasturgie qui fournit les bouteilles plastique d'eau minérale voit ses coûts de production augmenter significativement. Sa compétitivité, ses ventes et sa production se réduisent.

× **Exemple n°2** : Dans le nord du Mali, la désertification ronge les terres agricoles, les récoltes sont mauvaises.

× **Exemple n°3** : Adama, artisan bronzier, investit dans un four. Il peut doubler sa production quotidienne de statues.

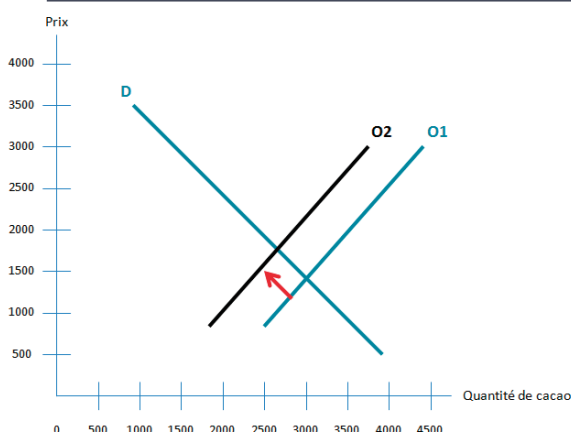
× **Exemple n°4** : La conjoncture économique s'améliore, les entreprises réinvestissent massivement leur bénéfice et accroissent leurs capacités de production.

1.2.3 Variations de l'offre et de la demande, quelles conséquences sur le prix ?

L'offre et la demande d'un produit peuvent donc varier en fonction de divers événements. Ces variations se traduisent par des modifications du prix d'équilibre.

Savoir représenter et mesurer la variation d'un prix :

Exercice 3 - Mesurer la conséquence de la variation de l'offre sur le prix d'équilibre

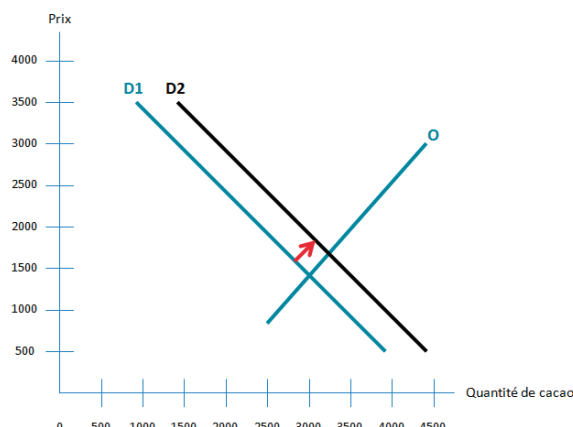


Une tempête tropicale détruit une partie des plantations de cacaoyers en Côte d'Ivoire et la production s'effondre. L'offre en cacao diminue, la courbe de l'offre se déplace de O1 en O2.

Question :

Comment varie le prix d'équilibre ?

Exercice 4 - Mesurer la conséquence de la variation de la demande sur le prix d'équilibre



La demande de cacao en Europe augmente significativement, la courbe de la demande passe de D1 à D2.

Question :
Comment varie le prix d'équilibre ?

2 - Le marché et le développement font-ils bon ménage ?

Objectif : prendre conscience de certaines limites du marché concernant le développement : mise en concurrence déloyale de productions, dégâts environnementaux, accroissement des inégalités

2.1 Cerner la notion de développement



Outil 25 / Le développement c'est quoi pour moi ?

Préparation :

Préparer les affichettes avec les définitions ci-dessous et les disposer sur les murs d'une salle.

Définition 1, extrait de la charte du CRID, Centre de recherche et d'information pour le développement

Le développement est un processus global d'amélioration des conditions de vie d'une communauté sur les plans économique, social, culturel ou politique.

Définition 2, définition du PNUD, Programme des Nations Unies pour le Développement

Le développement humain repose sur la création d'un environnement au sein duquel les gens peuvent développer pleinement leur potentiel et mener des vies productives et créatives en accord avec leurs besoins et leurs intérêts.

Définition 3, vision du CCFD Terre Solidaire, d'après l'encyclique *Populorum Progressio* (Le développement des peuples), Paul VI, 1967
Le développement consiste à mettre l'économie au service de l'Homme, de tout l'Homme et de tous les Hommes.

Définition 4, proverbe chinois

Si tu donnes un poisson à un homme, il mangera un jour. Si tu lui apprends à pêcher il mangera toujours. Voilà le développement.

Définition 5

Le développement c'est principalement aider les pays pauvres à augmenter leur niveau de vie.

Définition 6, Jean Aubin, *Croissance : l'impossible nécessaire*, éd. Planète bleue, 2003

On nomme développement l'accès d'une frange infime de la population à la voiture individuelle et à la maison climatisée. On nomme développement l'élargissement de la fracture sociale entre cette infime minorité qui accède à une richesse insolente, et la masse de la population confinée dans la misère.



30 min



Outil 25 / Le développement c'est quoi pour moi ? SUITE

Animation proposée aux élèves :

Passez devant toutes les définitions accrochées au mur et placez vous sous l'affichette qui vous interpelle le plus : soit celle avec laquelle vous êtes le plus en accord soit celle sur laquelle vous trouvez le plus à redire (vous n'êtes pas d'accord). Vous ne devez en choisir qu'une !

Une fois que tout le monde est positionné, l'animateur invite chacun à prendre la parole à son tour, en commençant par tous ceux qui se sont positionnés sous une affichette avec laquelle ils ne sont pas d'accord.

Débriefing :

Phase 1 : Faire le bilan sur la notion de développement.

Mettre en valeur, quelque soit la définition choisie :

- la nécessité d'avoir une approche holistique de cette définition : prendre en compte le développement économique, social et environnemental,
- la nécessité de mesurer les inégalités internes à chaque pays.

Phase 2 : Ouvrir le débat et la réflexion : "et comment mesure-t-on le développement d'un pays ?"

L'objectif est de questionner les élèves sur les indicateurs qu'ils connaissent pour mesurer le développement (PNB/hab, IDH, ...) et de faire le parallèle avec les définitions du développement que les élèves ont choisi.

2.2 Le libre fonctionnement du marché conduit à des inégalités

Comprendre comment le fonctionnement du marché mondial peut conduire à l'insécurité alimentaire



Outil 26 / Jeu du commerce alimentaire mondial

Auteur : CCFD Terre Solidaire

Objectifs :

Comprendre que dans le cadre de l'économie de marché, les mécanismes du commerce alimentaire mondial ne permettent pas à tous les peuples de manger à leur faim et d'atteindre la souveraineté alimentaire.

Les élèves découvrent à travers le jeu que :

- les règles ne sont pas les mêmes pour tout le monde (marchés protégés au Nord, ouverts au Sud...),
- les régimes alimentaires se trouvent modifiés, de manière plus ou moins forcée,
- des pays vendent parfois des aliments qui pourraient nourrir leur population pour obtenir les devises nécessaires à leurs importations,
- des pays produisent des aliments qu'ils ne consomment pas, destinés à l'exportation (cacao en Côte d'Ivoire),
- il existe une concurrence farouche entre les pays, notamment du Sud.

Résumé du jeu :

Le jeu consiste à mimer des échanges commerciaux entre différents pays représentés par différentes équipes, chacune essayant d'atteindre, à travers l'échange, la souveraineté alimentaire.

Le jeu nécessite une importante phase de préparation mais vous trouverez un support très détaillé et clé en main pour son animation via le site internet du guide.



1h30 min



Accéder aux supports d'animation



Outil 27 / Film “Une pêche d'enfer”

Auteur : CNCD Vincent Bruno

Résumé :

Le film illustre le mécanisme : économie de marché -> ouverture des frontières -> surexploitation des mers -> raréfaction de la ressource halieutique au Sénégal -> baisse de l'offre de poissons sur le marché sénégalais -> hausse des prix -> insécurité alimentaire.



20 min



Accéder à la vidéo



Ressources complémentaires :

Film “Le paradoxe de la faim”

Auteur : SOS Faim

Résumé :

Le film présente le paradoxe de la faim : on produit assez de nourriture pour satisfaire les besoins mondiaux alors que 1 milliard de personnes souffrent de la faim (1 personne sur 7). Les principales victimes sont les paysans dont 60 % d'entre eux souffrent de la faim.

Les causes du paradoxe : la libéralisation des échanges qui met en concurrence des économies très différentes en termes de niveaux de productivité et d'interventions de l'Etat.



Accéder à la vidéo

CONCLUSION

La libéralisation des échanges met en concurrence des économies très différentes : en termes de niveaux de productivité et d'interventions de l'Etat. Cette concurrence déloyale met en difficulté certains producteurs, accentuent les inégalités et déstabilisent la souveraineté alimentaire des pays pauvres.

Ils en ont fait leur métier

Les portraits



Je suis : Marc GAUTHIER,
agriculteur et membre de l'AFDI Bourgogne Franche Comté.

Je travaille au sein :

D'une exploitation agricole de polyculture élevage en GAEC, Groupement Agricole d'Exploitation en Commun, en Saône et Loire.

Parcours de formation :

Etudes supérieures en agriculture de Dijon.

Origine de mon engagement :

Je me suis engagé à l'AFDI, Agriculteur Français et Développement International, en 1997. Cela faisait presque quinze ans que j'avais démarré mon activité et j'avais besoin de m'aérer la tête, de m'investir dans d'autres projets, je ne me réalisais pas pleinement sur mon exploitation agricole même si j'adore mon métier. J'ai toujours été attiré par la thématique de l'international, j'avais dans l'idée pendant mes études, de réaliser un service de coopération mais ce projet n'avait pas pu se concrétiser. C'est un collègue agriculteur, qui au cours d'une formation professionnelle, m'a proposé de rejoindre l'AFDI. J'ai saisi l'opportunité et c'est comme ça que ça a commencé. Je retrouve dans cette association des valeurs humanistes auxquelles j'adhère.

Mes missions principales au sein de l'AFDI :

- Responsable du groupe AFDI de Saône et Loire : un rôle d'animation et de coordination du groupe d'agriculteurs engagés dans le département, planification et organisation de réunions.
- Membre du conseil d'administration d'AFDI Bourgogne Franche Comté : participation aux décisions d'orientations stratégiques de l'association.
- Animateur d'une démarche d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale auprès de lycéens et du grand public.

Team sur l'Education Au Développement

Les actions d'Education Au Développement à l'AFDI permettent aux jeunes de décrypter les enjeux de développement agricole à une échelle internationale à travers notamment le festival AlimenTerre que nous accompagnons dans un lycée agricole.

Lorsque nos partenaires viennent en France nous organisons des rencontres avec des lycéens. Cela leur permet de prendre conscience de la diversité des modèles agricoles existants, parfois très éloignés du modèle français. Certains jeunes ont du mal à concevoir qu'une exploitation moyenne à Madagascar ait une superficie de 1 à 2 hectares.

Au delà d'une démarche d'altruisme qui a toute son importance, l'objectif de l'EAD est que les jeunes, parfois futurs agriculteurs, développent un esprit critique sur les modèles de développement quel qu'ils soient et leurs impacts sur le développement d'autres populations.

Le regard que je porte sur mon métier depuis mon engagement :

J'ai réalisé jusqu'ici 6 voyages à Madagascar d'une quinzaine de jours chacun, globalement nous rencontrons nos partenaires une fois par an. Nous avons l'habitude de les recevoir aussi souvent en France mais c'est de moins en moins possible aujourd'hui avec une situation politique qui s'est complexifiée à Madagascar et l'Europe qui ne finance plus ces déplacements.

Je crois fortement à l'intérêt des échanges entre paysans même s'ils vivent à 12 000 ou 15 000 km les uns des autres, et dans les vertus de se regrouper entre agriculteurs et de se structurer pour maîtriser notre avenir.

Je pense que nous pouvons trouver des réponses collectives pour répondre à certains besoins, sans vouloir calquer à tout prix notre modèle là bas mais disons qu'entre professionnels on peut témoigner et échanger sur certains modèles d'organisation.

Parfois j'ai l'impression d'être au cœur de contradictions entre mon engagement associatif et le contexte dans lequel j'exerce mon métier.

Notre accompagnement des paysans malgaches a pour objectif de réfléchir avec eux aux possibilités de se structurer, de mutualiser des moyens de production pour améliorer cette production et répondre à des problématiques de souveraineté alimentaire. A côté de cela j'ai bien conscience que moi-même je n'ai pas développé une exploitation en circuit court ou avec de la vente directe, j'ai toujours eu une exploitation avec des objectifs de production intensifs.

Pour vivre correctement de mon travail je suis contraint de produire certains volumes et que ces volumes soient effectivement vendus sur un marché. Je sais que les deux tiers de ma production partent à l'exportation, sur le pourtour méditerranéen, en Europe. Si j'étais vraiment logique avec moi-même je devrais essayer de ne pas concurrencer les productions des pays du Sud.

Mon engagement m'a permis de prendre conscience des liens entre nos modes de production au nord et au sud. A Madagascar un paysan me racontait qu'il avait dû arrêter sa production de manioc, qui était vendue en Bretagne à l'origine car la réforme de la PAC a fait chuter les prix des céréales en Europe qui se sont trouvées beaucoup plus compétitives que son manioc. Et quelque part je me suis dit moi non plus ça ne m'a pas arrangé que le prix des céréales baissent. On a certaines problématiques communes mais il est parfois difficile de les identifier, il faut apprendre à bien connaître ses partenaires.

Voir ce qu'il se passe ailleurs me permet de mieux prendre conscience de notre propre modèle de développement et de ses impacts positifs comme négatifs.

On peut parfois se sentir un peu frustré de ne pas avoir les arguments pour défendre tel ou tel modèle de développement agricole, on essaye juste de trouver la meilleure solution face à certains besoins du terrain. C'est ce qui rend parfois l'exercice du plaidoyer difficile auprès du grand public.

2.3 Le libre fonctionnement du marché conduit à des dégâts environnementaux

2.3.1 La pollution : externalité négative du marché

Exercice 5 - Comprendre la notion d'externalité

Document 1. Les effets externes du marché

Le libre fonctionnement du marché présente de nombreuses limites. En particulier, le prix d'un produit qui est fixé par la loi de l'offre et de la demande peut ne pas refléter les éléments suivants :

- *Les coûts que l'offreur n'a pas eu à supporter pour la production du bien : pollution de l'air, nuisances sonores...Ce sont les effets externes négatifs (externalités négatives) ;*
- *Les avantages que certains demandeurs vont tirer de l'usage du bien sans en payer le prix. Ce sont les - effets externes positifs (externalités positives).*

Parmi les effets externes négatifs, on retrouve la pollution que les producteurs et les consommateurs causent par l'émission de certains gaz, comme les gaz à effet de serre, dont le plus connu est le dioxyde de carbone (CO₂). Aucun participant à l'échange sur un marché n'a intérêt à réduire sa pollution puisque cela coûte cher et que personne ne lui demande d'en payer le prix.

Matthieu Grandclaude, *Manuel scolaire SES seconde*, Bordas, 2015.

Questions :

- a. Reformulez avec vos mots la notion d'effet externe ou externalité.
- b. Trouvez des exemples d'externalités positives et négatives.
- c. Pourquoi les producteurs et les consommateurs n'intègrent pas les externalités (ex: coût de la pollution) dans le prix des produits ?



Effets externes ou externalités : *les effets favorables ou défavorables de l'activité économique d'un agent sur le bien-être d'un ou de plusieurs autres agents.*

ILLUSTRE DE MANIÈRE CONCRÈTE LES DÉGÂTS ENVIRONNEMENTAUX DES ACTIVITÉS DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION



Outil 28 / Film “La malédiction des ressources”

Auteurs : CNCD, Vincent Bruno

Animation proposée à partir du film :

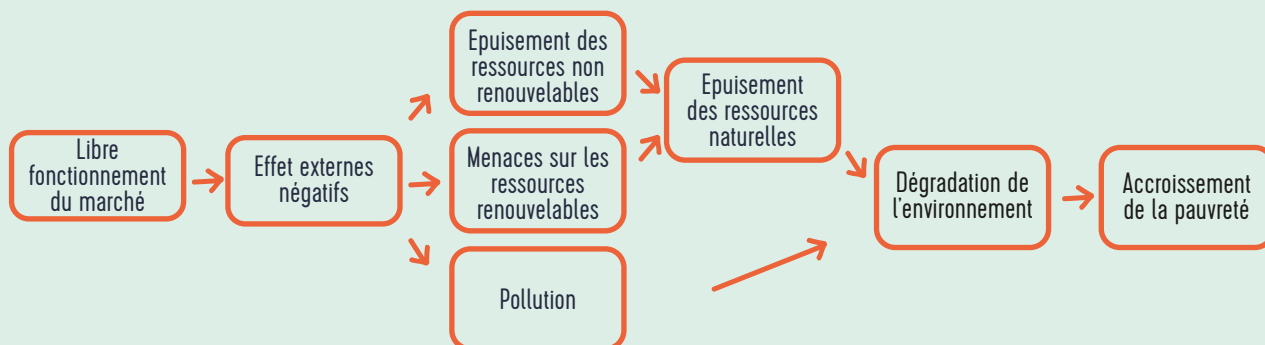
a. Définir ce qu'est une ressource renouvelable et non renouvelable. Pour montrer que vous avez bien compris ces deux concepts, relier par une flèche les ressources à la notion qui correspond ci-dessous :



30 min

L'eau	×	
Le pétrole	×	
Le gaz naturel	×	× Ressource renouvelable
La faune	×	
Le charbon	×	× Ressource non renouvelable
Le rayonnement solaire	×	

b. Reprendre le schéma ci-dessous en faisant le lien avec les deux situations présentées dans le reportage : l'extraction du pétrole en Équateur et l'exploitation du bois en République Démocratique du Congo.



Ce film documentaire est disponible soit à l'achat de la mallette pédagogique « Justice climatique » auprès du CNCD, soit en DVD seul par le biais du site internet du CNCD. <http://www.cncd.be/La-malediction-des-ressources>

CONCLUSION

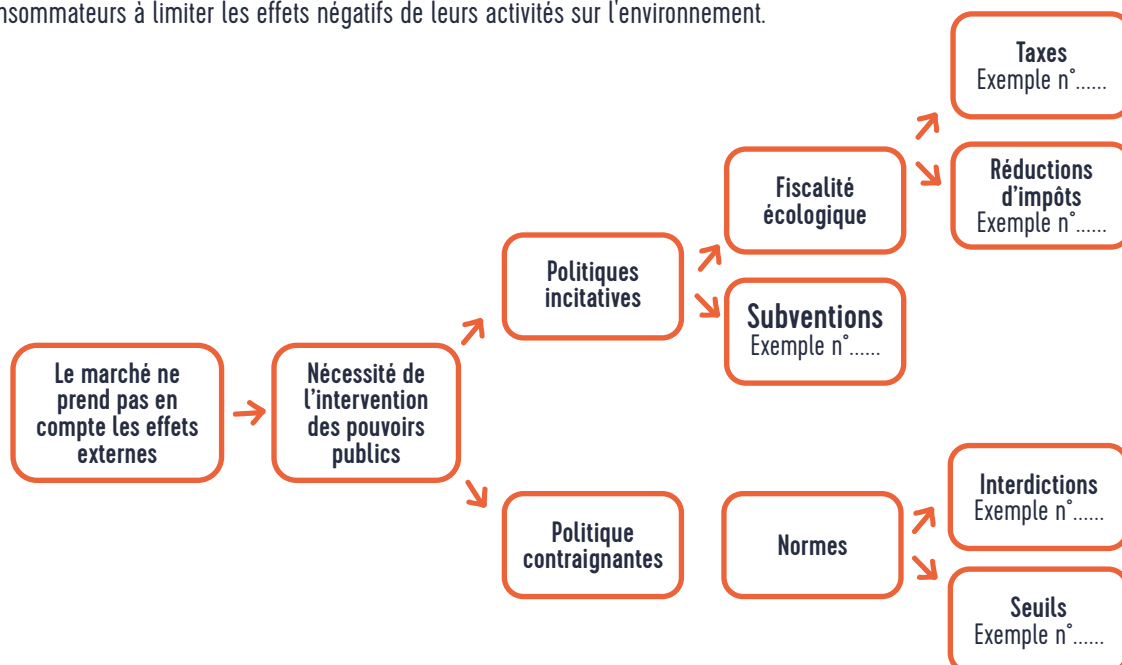
Le libre fonctionnement du marché a des effets pervers sur l'environnement avec la surexploitation des ressources naturelles et la pollution.

Les activités de production et de consommation génèrent de la pollution. Le marché seul n'incite pas les agents économiques (producteurs et acheteurs) à prendre en compte les externalités de ce qu'ils vendent ou achètent. La pollution créée ne représente pas un facteur qui va influencer le prix d'un produit, elle n'est donc pas une contrainte financière pour les vendeurs et acheteurs.

2.3.2 L'action des pouvoirs publics

Exercice 6 - Mesures contraignantes et incitatives

Le schéma ci-dessous présente l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics pour inciter et contraindre les producteurs et consommateurs à limiter les effets négatifs de leurs activités sur l'environnement.



Faites correspondre les exemples suivants aux mesures présentées dans le schéma ci-dessus :

Exemple n° 1 : L'éco-prêt à taux zéro est un prêt bancaire permettant de rénover un logement pour le rendre plus écologique sans payer d'intérêt sur l'emprunt.

Exemple n° 2 : La réglementation thermique RT 2012 impose une limite de 50 KW/m² par an.

Exemple n° 3 : Les taxes représentent 63,5 % du prix de vente d'1 litre de Super Sans Plomb 95.

Exemple n° 4 : En 1997, l'Etat français interdit toute fabrication, importation ou commercialisation de l'amiante. La France rejoint ainsi les 7 autres pays européens (Allemagne, Italie, Danemark, Suède, Pays-Bas, Norvège et Suisse) à avoir banni ce matériau.

Exemple n° 5 : Depuis le 1er janvier 2015, le Crédit d'Impôt pour la Transition Energétique (CITE), vous permet de déduire de vos impôts 30 % des dépenses d'équipements et/ou de main d'œuvre pour certains travaux de rénovation énergétique.



Incitation : mesure visant à encourager un comportement vertueux et reposant principalement sur des taxes et des subventions.



Le rôle des politiques publiques au niveau local pour répondre aux enjeux climatiques

Le changement climatique s'affranchit des frontières administratives, tout comme nos émissions de gaz à effet de serre. Qu'elles soient faibles ou fortes, celles-ci émanent toujours d'une source locale pour aller rejoindre notre atmosphère commune. L'effet a beau être planétaire, c'est donc bien entre les mains des acteurs locaux que se trouvent les moyens d'agir en faveur de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique.

Les collectivités territoriales - régions, départements et communes ou leurs regroupements - peuvent ainsi se fixer des objectifs à atteindre dans leurs documents stratégiques : le Schéma régional climat air énergie (SRCAE) de la Bourgogne fixe par exemple 51 orientations à 2020. Au-delà des documents stratégiques, les territoires disposent d'outils opérationnels comme les Plans climat air énergie territoriaux (PCAET). Certains territoires vont au-delà de ce qu'exige la loi en décidant par exemple de devenir des territoires autonomes en énergie. Ils ont aussi la possibilité, dans le cadre de la coopération internationale, d'apporter leur expertise à d'autres pour favoriser le déploiement d'engagements locaux en faveur du climat. Pour la mise en œuvre de toutes ces politiques publiques de développement durable, les agences régionales de l'environnement et de l'énergie (www.rare.fr) peuvent apporter un appui précieux aux territoires et aux collectivités.

Alterre Bourgogne, agence régionale pour l'environnement et le développement soutenable, www.alterre-bourgogne.org

2.3.3 Le détournement des contraintes

Prendre conscience des stratégies de détournement des contraintes à travers un exemple concret.

Exercice 7 - L'exportation des déchets dangereux vers les pays du sud

Document 2. La tentation de polluer ailleurs

Vingt ans après le lancement de la Convention de Bâle qui contrôle la circulation des déchets dangereux, l'interdiction pour les pays développés d'exporter leurs déchets dangereux vers des pays émergents ou en développement doit entrer en vigueur. [...] L'interdiction d'exportation s'appliquera au recyclage des déchets électriques et électroniques qui contiennent différentes substances toxiques. [...] Selon Jim Puckett, le Ban Amendment va en particulier faire pression sur les Etats-Unis, qui exportent 80% de leurs e-déchets en Chine. [...] Fabienne Boudier est plus circonspecte : "Il ne suffit pas de légiférer. Il faut aussi que les pays de l'OCDE aient la capacité de traitement des déchets électroniques. Et, outre l'exportation illégale, il existe différentes tactiques pour contourner l'exportation des déchets dangereux." L'une d'elles consiste à envoyer du vieux matériel informatique destiné à réduire la fracture numérique avec l'Afrique, matériel dont une grande partie est inutilisable, et va grossir les décharges de Lagos ou d'Accra, selon GreenPeace. Même scepticisme du côté du marché du démantèlement des carcasses de navires. Charlotte Nithart explique les parades développées par les armateurs européens pour contourner les interdictions : "ils changent le pavillon de leurs bateaux prêts pour la casse pour des pavillons moldaves ou togolais, pays qui n'ont ratifié aucune convention", explique cette spécialiste du dossier.

Magali Reinert, "L'exportation de déchets dangereux vers les pays en développement bientôt interdite", novethic.fr, 10 septembre 2011.

Questions :

- Un accroissement de la réglementation en matière de déchets dangereux dans les pays développés s'accompagne-t-il nécessairement d'une baisse de la production de ces déchets ?
- Est-ce que cette même réglementation entraîne l'arrêt des pratiques d'exportation de déchets dangereux vers les pays du sud ?

CONCLUSION

Contraindre les producteurs et les consommateurs à limiter la pollution à l'échelle internationale est extrêmement difficile. Si des politiques incitatives et contraignantes voient le jour au sein des Etats, la tentation est grande pour certains d'aller polluer ailleurs.

Pour finir sur une note positive et illustrer l'existence d'activités de production et de consommation innovantes et non génératrices de pollution



Outil 29 / Film "La gestion environnementale des déchets, les solutions d'un Sud qui bouge"

Auteurs : ISF, Ingénieurs Sans Frontières

Résumé :

Le reportage présente une activité de transformation des peaux de bananes en charbon biologique, une alternative au bois de cuisson au Rwanda.

les * en ligne



Accéder à la vidéo



Outil 30 / Vidéo courts métrages “Les grands moyens”

Auteur : Joan Bardeletti

Résumé :

Plusieurs vidéos-reportage illustrent l'entrepreneuriat durable au Sud : les énergies renouvelables en Mauritanie, l'aquaculture à Madagascar, ou encore le recyclage au Nigéria.



Accéder à la vidéo

S'ENGAGER ET AGIR

3 - Devenir un éco-citoyen

Objectifs : prendre conscience des enjeux des négociations climatiques et s'investir dans un projet de lutte contre la pollution

3.1 Relever les défis climatiques : un impératif citoyen



Outil 31 / Vidéo “Changements climatiques : quels enjeux pour la COP 21 ?”

Objectif :

Expliquer très simplement les enjeux de la COP 21 avec une infographie animée.



Accéder à la vidéo



5 min



Outil 32 / Jeu de rôles “Le climat change, et nous ?”

Auteur : CNCN

Objectif :

Comprendre que les principales victimes du réchauffement climatique ne sont pas les premiers responsables à partir :

- d'outils tels que des cartes anamorphoses,
- de dessins humoristiques,
- de fiches avec des données sur les émissions de CO₂ par groupe de pays,
- de fiches actions pour s'engager à l'échelle de l'établissement scolaire et individuellement.

Disponible dans la mallette pédagogique “Justice climatique” du CNCN.



2h00 min

Ils en ont fait leur métier

les portraits



Je suis : Christine BOBIN,

enseignante de SVT, en mission départementale Education au Développement Durable (Saône et Loire) ainsi qu'en mission éducative auprès du CPIE Pays de Bourgogne.

Je travaille au sein :

du collège Antoine de Saint-Exupéry de Montceau les Mines.

Mes missions principales :

En tant que référente EDD Saône et Loire (depuis 2010), ma lettre de mission comporte 3 axes :

- Information - communication : informer et soutenir les enseignants dans la conduite de projets /

participer aux réunions académiques et du comité départemental EDD / contribuer à la veille pédagogique.

- Accompagnements de projets : relayer ou initier des dispositifs permettant d'impulser des actions pédagogiques et éducatives dans le département en lien avec le réseau de partenaires / valoriser les expériences éducatives et pédagogiques innovantes / Mise en relation des différents acteurs du DD / participer à l'évaluation des actions menées...

- Formation : organiser et animer des actions de formation destinées aux enseignants du département.

Parcours de formation :

Parcours atypique pour moi qui ne souhaitais pas être enseignante !

Maîtrise de Biologie des Organismes et des Populations option Ecologie puis DESS « Espace Rural et Environnement », à Dijon, en poche, je me destinais à des fonctions de chargée de mission environnement, notamment dans le milieu industriel dans lequel j'avais exercé plusieurs missions.

Après moins d'une année sans travail, j'entre dans l'Education Nationale en tant que Maître Auxiliaire en septembre 1993, avec formation sur le tas... et je décroche mon CAPES de SVT en 1999.

J'ai suivi dès la fin des années 1990 des formations en EEDD grâce à Alterre Bourgogne et son plan de formations partenariales, sur des thématiques très variées : eau, déchets, alimentation, énergies, biodiversité, changement climatique... mais j'ai toujours eu une appétence particulière pour tout ce qui touche à l'écologie au sens large.

Les compétences indispensables pour exercer mon métier :

J'ambitionne de développer la curiosité et l'esprit critique des élèves pour leur donner les clés de la compréhension du monde qui les entoure...

Mais il faut savoir se remettre en cause, dans sa pratique et son vécu, varier les approches, pour s'adapter constamment aux besoins très divers des élèves.

Enfin, il faut se montrer passionné. Et je le suis !

Au quotidien :

J'ai quelques difficultés à parler de mon travail, uniquement, puisque dans mon collège, nous partageons un grand nombre de valeurs et contribuons tous à l'EDD !

A Saint-Exupéry, une démarche volontaire dans ce sens s'est mise en place depuis 2006 : ancrée dans le Projet d'Etablissement, elle est déclinée à travers des temps forts du point de vue pédagogique (participation à des manifestations nationales comme Nettoyons la Nature ou la Course Contre la Faim, par exemple, mais également lors de deux journées spécifiques pendant lesquelles les enseignants animent des ateliers en lien direct avec l'EDD) mais également sur le plan technique car les agents du collège portent beaucoup d'intérêt à la démarche et s'investissent à leur échelle. Cet axe du Projet d'Etablissement a toujours été soutenu par les équipes de direction successives (Parcours citoyen) depuis sa création.

Les programmes de SVT actuels, notamment en 6ème, font la part belle à l'Education à l'Environnement et au Développement Durable. J'ai pu à de nombreuses reprises tester des animations dans mes classes (6ème, 5ème et en IDD 5ème) issues des guides pédagogiques thématiques d'Alterre Bourgogne auxquels j'ai contribué ou conçues dans le cadre de ma mission éducative auprès du CPIE Pays de Bourgogne.

Enfin, le maintien des Itinéraires de Découverte au niveau 5ème est un plus en matière d'EDD car véritable « laboratoire » pour travailler en pédagogie de projet avec les élèves et nouer des partenariats avec les collectivités ou des associations locales.

Mon métier et mon engagement citoyen :

Je suis adhérente à plusieurs associations naturalistes. Ainsi, je ne manque pas de partager mes découvertes locales avec mes élèves pour les inciter à devenir des observateurs avisés de la biodiversité ordinaire.

Il m'est difficile d'enseigner certaines parties de programme sans mettre en avant les alternatives à certains modes de consommation car poser les faits, susciter le questionnement, expliciter les choix qui s'offrent à chacun d'entre nous, voilà nos vraies missions !

Questionner nos comportements pour en comprendre les implications et impacts mondiaux ou partir de constats à l'autre bout de la planète pour revenir sur le local et le citoyen, dans un sens comme dans l'autre, c'est faire émerger l'idée que l'action du « petit colibri » n'est pas vaine, et que tous ensemble, on peut construire un monde plus vivable à l'échelle planétaire.

3.2 Apprendre par l'action

Les 3 actions présentées ci-dessous peuvent être menées en complémentarité les unes des autres.



✖ **Au sein de l'établissement :** Imaginer une campagne de sensibilisation sur le recyclage des téléphones

Étape 1 : Recherche documentaire

Partager la classe en 2 groupes :

- 1 groupe qui travaille sur l'identification des composants d'un téléphone portable et sur les filières de production de ces composants.
- 1 groupe qui travaille sur les filières de recyclage des téléphones portables (faire découvrir les Ateliers du Bocage, Emmaüs...).

Étape 2 : Réalisation d'affiches pour une campagne de sensibilisation.

Chaque groupe réalise des affiches présentant les résultats de sa recherche, affiches qui feront l'objet d'une exposition dans l'établissement.

✖ **Dans le cadre du passeport bénévole :** Organisation d'une collecte de téléphones portables au sein du lycée

- Construire un partenariat avec un organisme de recyclage (Emmaüs).
- Organiser les points de collecte.
- Inciter les élèves à ramener leurs téléphones portables usagés ou inutilisés à travers des outils de communication variés (réseaux sociaux, télévision de l'établissement, liberscol, affiches...).
- Récupérer régulièrement les téléphones collectés et les acheminer auprès de filières de recyclage.
- Inviter les élèves à faire des statistiques sur la collecte réalisée dans l'année. Présenter les résultats lors d'une journée bilan au lycée en fin d'année et pourquoi pas lors de la semaine du développement durable de l'année suivante.



✖ **Dans le cadre d'un club "solidarité internationale" :** Organisation d'une campagne de sensibilisation sur les déchets électroniques et d'une collecte de téléphones portables auprès d'un lycée partenaire au Sud.

- Lors d'un séjour solidaire dans l'établissement partenaire, faire réfléchir les jeunes à partir des affiches réalisées pendant la campagne de sensibilisation.
- Les jeunes de l'établissement partenaire sensibilisent à leur tour leurs camarades de l'établissement et organisent un système d'échange : 1 téléphone hors d'usage ramené = 1 téléphone fonctionnel remis.
- Les téléphones hors d'usage seront ramenés en France et acheminés vers des filières de recyclage adaptées.
- Les téléphones fonctionnels amenés auront été préalablement achetés auprès de filières de recyclage et de réemploi en France.

ils en parlent



Sarah BOCQUILLON,

participante au chantier solidaire de février 2016 - projet de financement d'une pompe solaire pour l'irrigation d'un jardin

Je vais participer en février 2016 au chantier solidaire "Au fil de l'eau". Nous allons travailler dans un jardin maraîcher au Burkina Faso avec des femmes agricultrices pour remplacer le système d'irrigation. Aujourd'hui l'irrigation fonctionne avec une pompe à essence qui permet d'alimenter en eau des grosses cuves en béton dans le jardin. Le projet auquel je participe consiste à remplacer la pompe à essence par une pompe qui fonctionne à l'énergie solaire et aussi de construire de nouveaux réservoirs d'eau pour que l'irrigation puisse couvrir toute la surface du jardin.

J'avais déjà entendu parler des énergies renouvelables avant ce projet : à l'école, autour de moi, dans ma famille, mais je ne m'imaginais pas que ce type de projet était aussi technique et complexe à mettre en place. Je sais qu'il a fallu organiser des relevés très précis sur le terrain pour adapter le système d'irrigation, pour connaître le niveau d'eau dans le lac dans lequel l'eau va être pompée en fonction des saisons, etc. Je n'étais pas consciente de ça avant de m'investir dans le projet et c'est très enrichissant.

Le choix de la pompe solaire a été fait par les femmes qui cultivent le jardin, l'intérêt d'une telle pompe c'est que cela va leur coûter beaucoup moins cher, ce sera aussi moins polluant. On peut dire que ce projet respecte vraiment les principes du développement durable. Au sein du club coopération et solidarité on essaye, à travers les actions qu'on peut mener, d'appliquer les principes du développement durable par exemple on essaye au maximum de faire de la récup' quand on a besoin de matériel pour organiser des événements, on a un partenariat avec Emmaüs par exemple. Maintenant c'est devenu un réflexe de réfléchir à nos projets avec ces critères durables en tête.



Partie 6 : L'emploi à tout prix !

Objectifs d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale :

- × Prendre conscience des inégalités dans l'accès à l'emploi
- × Comprendre le débat politique autour des origines du chômage et de la lutte contre le chômage
- × Prendre conscience des stéréotypes liés au chômage et les combattre
- × Interroger la place accordée au travail dans notre société
- × Découvrir des personnes / structures engagées sur les thématiques du chômage



Mirna Safi,
auteure de *Les inégalités ethno-raciales*, La Découverte, 2013

La notion de la segmentation (dualisation) du marché du travail est centrale pour comprendre la situation socioéconomique des immigrés. C'est la citoyenneté qui confère un outil de segmentation de la main d'œuvre répondant à la nature même de la demande de travail. Les citoyens sont réticents à occuper les positions les plus défavorables du marché du travail secondaire et les employeurs ont des difficultés à pourvoir des postes dans ce segment marqué par l'instabilité cyclique et les bas salaires. Leur statut d'étranger, leur situation structurale entre deux marchés du travail et le caractère

parfois temporaire (ou du moins perçu comme tel) de leur migration expliquent que les travailleurs immigrés occupent plus souvent ces positions.

Dans la plupart des sociétés d'immigration, les études en sciences sociales mesurent des écarts sur le marché du travail entre les groupes issus de l'immigration par rapport aux natifs et ce dans trois différentes sphères : la sphère de l'emploi (accès à l'emploi, rémunération, type de contrat, profession, secteur d'activité, etc.), la sphère des trajectoires professionnelles (parcours et mobilité professionnelle, vulnérabilité au licenciement, promotion salariale, etc.), et la sphère des conditions de travail (type de tâches, horaires, déplacements, pénibilité du travail, degré d'autonomie et de stress, vulnérabilité aux accidents de travail, etc.). En France, l'écart brut du taux d'emploi entre les descendants d'immigrés venus du Maghreb et les descendants de natifs est par exemple de 21 points pour les hommes (18 points pour les femmes) dont seulement un tiers est expliqué par des caractéristiques sociodémographiques, de diplôme ou d'expérience professionnelle.

La discrimination sur le marché du travail semble ainsi être un mécanisme central dans l'explication de ces écarts. C'est ce que démontrent les études qui utilisent la méthode du testing. Elles apportent des preuves directes de traitements discriminatoires dans l'accès à l'emploi des candidats issus des minorités (par rapport à des candidatures strictement identiques hormis pour l'origine). En France, les études par testing révèlent que les candidats minoritaires (origine maghrébine ou africaine suggérée) ont 2 à 3 fois moins de chances de recevoir une réponse positive suite à leur candidature pour un emploi dans des secteurs tels que la restauration, l'hôtellerie, la comptabilité, la vente, etc., et ce comparativement aux candidats issus de la majorité. Les enquêtes représentatives montrent quant à elles que 30% des descendants d'immigrés venus du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne déclarent avoir connu un refus injuste d'emploi.

Sommaire de la partie

130

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 / L'emploi dans tous ses états

- 1.1 L'évolution de l'emploi et du chômage en France
- 1.2 Les grandes transformations de l'emploi
- 1.3 Les inégalités dans l'accès à l'emploi aujourd'hui

2 / Le chômage

- 2.1 Évolutions et caractéristiques du chômage
- 2.2 Le chômage : coûts salariaux trop élevés ou insuffisance de la demande ?
 - Qu'est-ce que le coût du travail ?
 - Les causes du chômage : libéraux ou keynésiens, qui a raison ?
- 2.3 Chômage et stéréotypes

140

S'ENGAGER ET AGIR

3 / Devenir un citoyen éclairé sur les thématiques de l'emploi

- 3.1 Comprendre les stratégies de lutte contre le chômage, un impératif citoyen
- 3.2 Apprendre par l'action



Liens avec le programme :

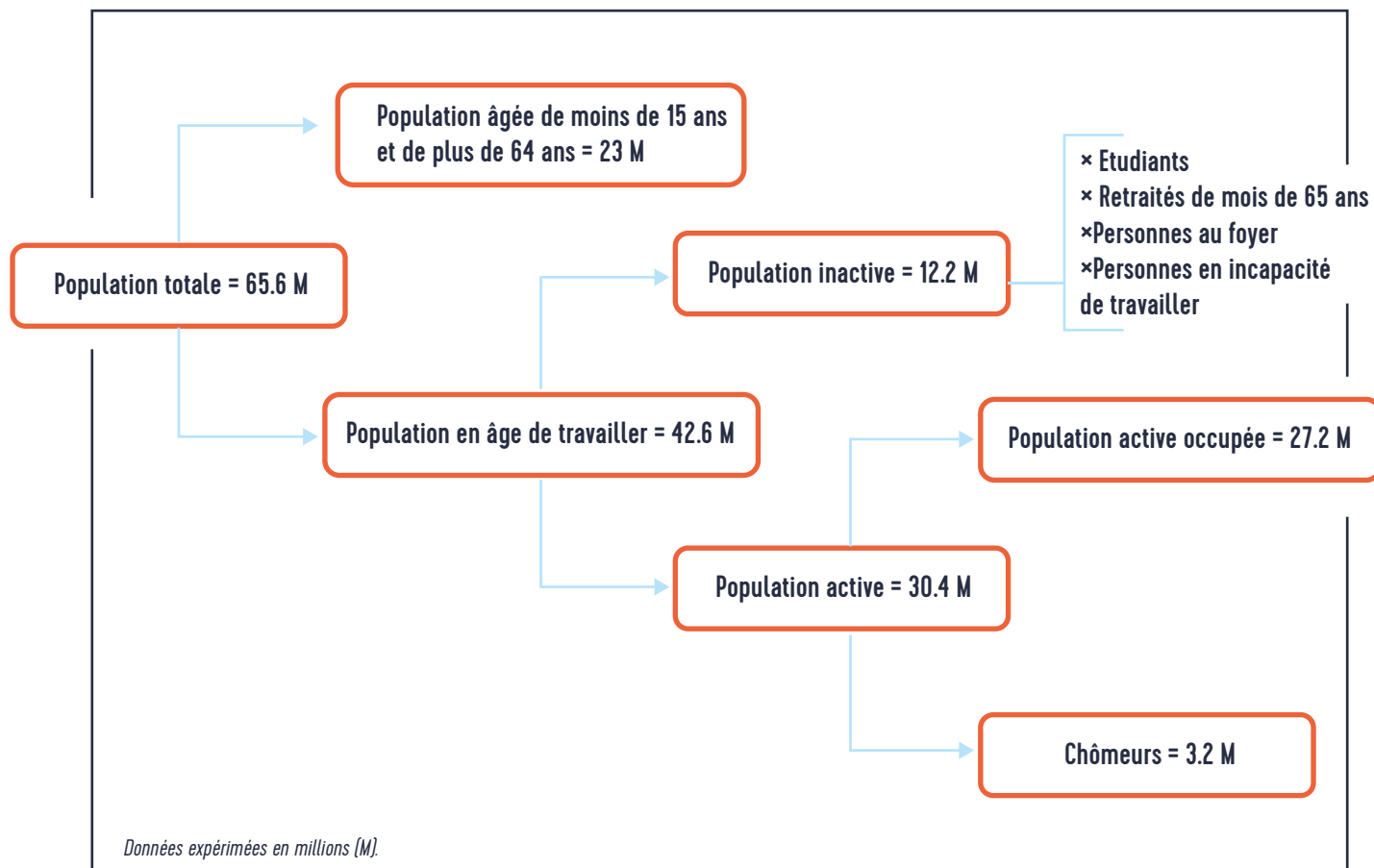
- Thématiques : Formation et emploi - Le diplôme : un passeport pour l'emploi ? - Le chômage : des coûts salariaux trop élevés ou une insuffisance de la demande ?
- Savoir-faire : Indices, moyenne
- Notions à découvrir : Emploi, qualification, capital humain, salaire, coût salarial, chômage

S'INFORMER ET COMPRENDRE

1 - L'emploi dans tous ses états

Objectifs : connaître les grandes transformations de l'emploi, prendre conscience des inégalités d'accès à l'emploi actuelles et en maîtriser les facteurs

Assimiler le vocabulaire spécifique de l'emploi et du chômage



Questions :

A partir du schéma :

- formulez une définition de la population active,
- formulez une définition de l'emploi,
- calculez la part des chômeurs dans la population active c'est-à-dire le taux de chômage en 2013.



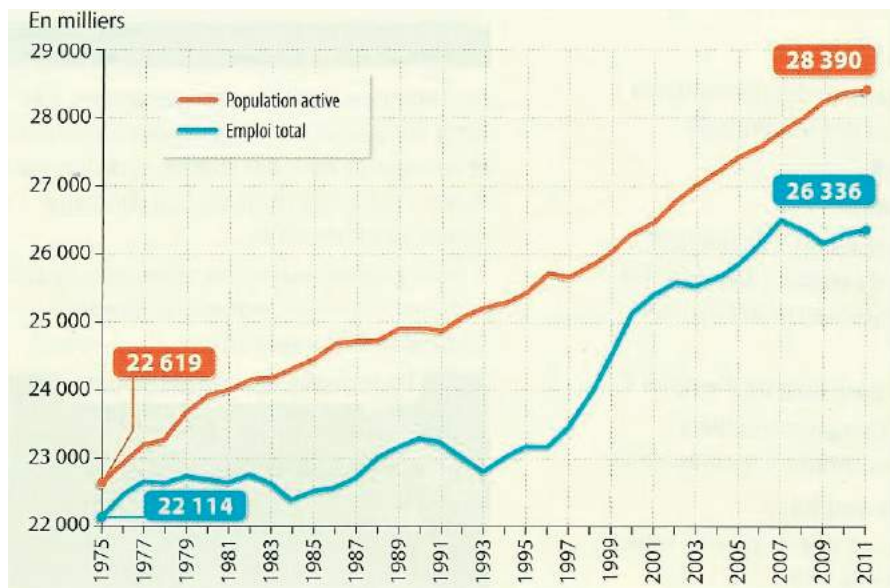
Emploi : activité professionnelle rémunérée et déclarée qui donne accès à un revenu et à des droits sociaux. Le nombre d'emplois correspond à la population active occupée.

Chômage : Un chômeur est une personne active qui n'a pas d'emploi, qui en recherche un activement et qui est immédiatement disponible.

Le taux de chômage est obtenu par le rapport : $(\text{nombre de chômeurs} / \text{population active}) \times 100$

1.1 L'évolution de l'emploi et du chômage en France

Exercice 1 - De 1975 à 2011



Source : Insee, enquêtes Emploi 1975-2012.

Questions :

- Calculez le taux de croissance de l'emploi en France de 1975 à 2011.
- A quoi correspond l'écart entre les deux courbes ? Chiffrez cet écart en 1975 et en 2011.
- De combien, en %, cet écart a-t-il augmenté ?
- Le chômage peut-il augmenter sans que l'emploi ne baisse ?

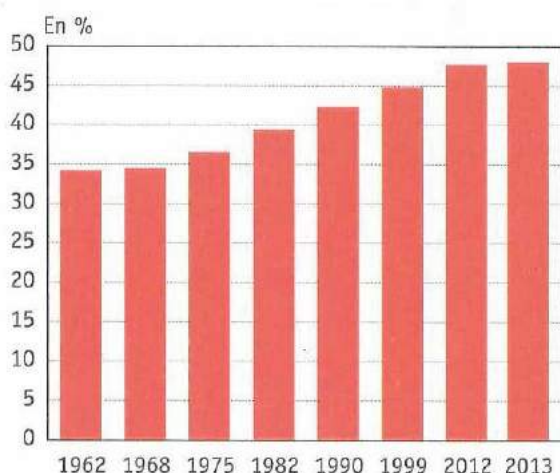
1.2 Les grandes transformations de l'emploi

Exercice 2 - L'emploi se modifie

Faites correspondre les documents 1 à 5 aux grandes transformations de l'emploi présentées dans le tableau ci-dessous.

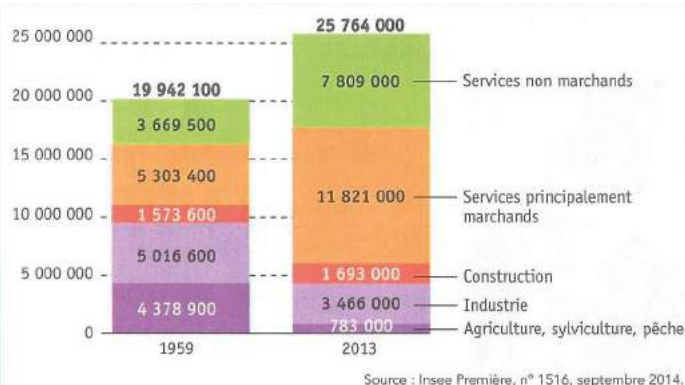
Principales transformations de l'emploi	Relever dans les documents ci-dessous les données montrant ces transformations
Féminisation de l'emploi = augmentation de la part des femmes dans l'emploi	
Tertiariation de l'emploi = augmentation de la part des actifs dans le secteur tertiaire	
Désindustrialisation = recul de l'emploi industriel et recul de la contribution du secteur secondaire au PIB Modification de la répartition de l'emploi par PCS (Catégorie Socio Professionnelle)	
Salarisation = augmentation de la part des actifs salariés dans la population active	
Précarisation de l'emploi = augmentation de la part des emplois précaires dans l'emploi	

Document 1. Féminisation de l'emploi

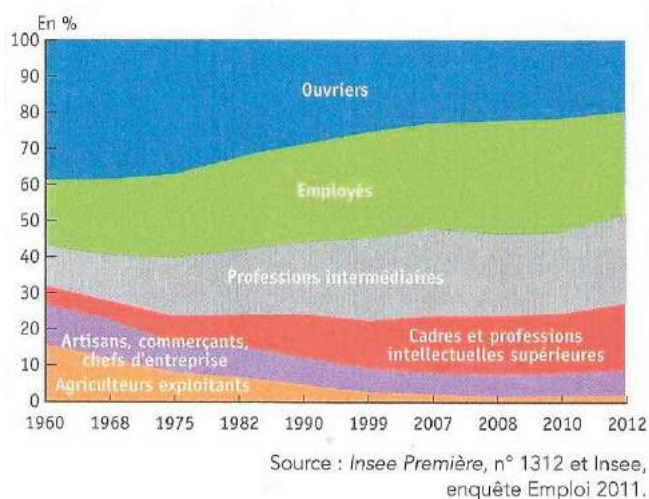


"Cinquante ans de mutation de l'emploi", Insee Première, n°1312.

Document 2. Emplois et secteurs d'activités



Document 3. Emplois et PCS



Document 4. Salarisation de l'emploi

Jusqu'aux années 1930, la montée du salariat concerne surtout les actifs non agricoles. Après la seconde guerre mondiale, se produit une véritable mutation avec la quasi-disparition de la paysannerie et le déclin des indépendants, artisans et petits commerçants. C'est l'émergence des catégories salariées non ouvrières qui explique la progression beaucoup plus rapide qu'auparavant du taux de salariat : 56% au début du XIX^{ème} siècle, 72% en 1962 et près de 90% aujourd'hui.

Olivier Marchand, "Cinquante ans de mutations de l'emploi", Insee première n°1312, septembre 2010.

Document 5. Précarisation de l'emploi

Part dans l'emploi au sens du BIT (en%)	Emploi atypique			Emploi typique
	CDD	Intérimaires	Apprentis	CDI
1982	4,1	0,4	0,7	76,8
2011	8,4	2,1	1,4	76,5

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans et plus, Insee, enquête emploi 2013

1.3 Les inégalités dans l'accès à l'emploi aujourd'hui

COMPRENDRE LES FACTEURS FACILITANT OU FREINANT
L'ACCÈS À L'EMPLOI GRÂCE À UN JEU DE RÔLES



Outil 33 / Prêt à l'emploi ?

Nombre de participants : 20 (au delà les personnes supplémentaires ont un rôle d'observateur)

Objectifs :

- identifier les origines des inégalités dans l'accès à l'emploi,
- découvrir des secteurs, des métiers et des formations,
- se familiariser avec une fiche de poste, les conditions d'un entretien d'embauche.

Animation proposée :

Expliquer aux élèves qu'ils vont devoir à tour de rôle se mettre dans la peau d'un personnage le temps d'une mise en scène reproduisant un entretien d'embauche.

Session 1 : préparation du jeu

Distribuer à chaque élève une fiche personnage : recruteur ou candidat.

Chaque candidat recherche des informations sur le poste pour lequel il postule pour bien cerner les missions et les compétences du métier. Il effectuera également des recherches sur la formation indiquée dans son profil.

Chaque recruteur réalise quant à lui des recherches sur le poste qu'il propose.

Les recherches peuvent être réalisées en salle informatique dans l'établissement.

Sites recommandés liés à l'orientation : ONISEP, Lesmétiers.net, L'Etudiant, Orientation pour tous...

Session 2 : Le jeu

- Organiser l'espace de la salle : installer une table et deux chaises à l'avant de la salle et installer d'autres chaises tout autour de la scène pour les élèves qui analyseront le déroulement de l'entretien d'embauche.

- Appeler à tour de rôle les protagonistes de chaque entretien d'embauche (job dating).

Les recruteurs et les candidats mettent en scène l'entretien d'embauche qui ne durera pas plus de 5 minutes en tout.

- Aucun recruteur ne doit rendre son verdict à la fin de l'entretien. Ils attendent d'avoir vu leurs deux candidats puis rappellent le candidat sélectionné. Ils ont le choix ou non de rappeler le candidat non retenu.

- Après chaque mise en scène, proposer aux élèves d'analyser rapidement les raisons pour lesquelles les candidats ont été retenus ou pas.

- A la fin du jeu l'animateur organise un grand débriefing en s'appuyant sur les 2 fiches de synthèse qu'il peut distribuer aux élèves comme cours.



2h00min



CARTES PERSONNAGES

Job dating n°1

Objectif principal : prendre conscience que la formation initiale et le diplôme sont déterminants dans l'accès à l'emploi en France, bien plus que la seule expérience de terrain, même réussie.

Recruteur : M. Eric Soulevant, directeur des Ressources Humaines de l'entreprise "Eole"

Profil recherché : Coordinateur de projet pour l'installation d'un parc éolien

Candidat 1 : Arnaud Mistral, 24 ans

Candidat 2 : Cyril Armatan, 25 ans

Job dating n°2

Objectif principal : prendre conscience qu'il existe un décalage entre la qualification des individus et la qualification des emplois, découvrir le phénomène de déclassement.

Recruteur : M. Sylvain Cartouche, directeur de l'entreprise : "Copie-conforme" graphisme, impressions

Profil recherché : Assistant de direction

Candidat 1 : Amélie Reliuret, 27 ans

Candidat 2 : Claire Loyal, 26 ans

Job dating n°3

Objectif principal : prendre conscience qu'il existe des secteurs porteurs, parfois en pénurie de candidats.

Recruteur : M. Pierre Lafonte, responsable des ressources humaines de l'entreprise "Lafonte et fils"

Profil recherché : soudeur

Job dating n°4

Objectif principal : prendre conscience de la discrimination à l'emploi selon le sexe.

Recruteur : M. Emmanuel Pension, responsable des ressources humaines pour le groupe "Logis du paradis"

Profil recherché : Maître d'hôtel

Candidat 1 : Thomas Lépicurien, 27 ans

Candidat 2 : Julie Maisonné, 30 ans

Job dating n°5

Objectif principal : prendre conscience de la discrimination à l'emploi selon les origines ethniques.

Recruteur : M. Bernard Toupay, directeur du magasin "La môle aux trésors"

Profil recherché : Vendeur dans un magasin de jouets

Candidat 1 : Youssef Manej, 24 ans

Candidat 2 : Olivia Scoubidoux, 24 ans

Job dating n°6

Objectif principal : prendre conscience de la discrimination à l'emploi selon les origines géographiques des candidats, découvrir l'existence des politiques de discrimination positive.

Recruteur : Mme Agathe Pommier, directrice de l'association d'économie sociale et solidaire, "Du champ à l'assiette"

Profil recherché : animateur/trice maraîchage pour un jardin d'insertion

Candidat 1 : Yasmina Terrab, 22 ans

Candidat 2 : Arthur Blette, 23 ans

Job dating n°7

Objectif principal : comprendre que le capital social (réseau social) d'un individu peut faciliter son intégration sur le marché du travail.

Recruteur : Mme Sylvie Guichet, directrice adjointe financière de la banque "Créditons"

Profil recherché : Conseiller clientèle (particuliers)

Candidat 1 : Augustin De Moneypoly, 25 ans

Candidat 2 : Martin Sanlessout, 25 ans



Les + en ligne

Les fiches personnages et les fiches de synthèse sont téléchargeables sur le site internet www.ecsi-enseignement.fr.

CONCLUSION

Tous égaux dans l'accès à l'emploi ?

Facteurs liés à l'individu

Origines sociales :
- professionnelles
- ethniques
- géographiques

Sexe

Réseau social

Réussite scolaire et capital humain
(formation et expérience professionnelle)

ACCÈS À L'EMPLOI

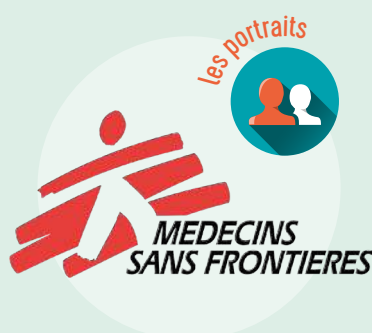
Éléments de contexte

Adéquation entre la qualification
des individus et la qualification
des emplois

Dévalorisation des diplômes :
phénomène de déclassement

Ils en ont fait leur métier

Corinne PUECH,
chargée de recrutement, Médecins Sans Frontières



Comme son nom l'indique, l'association Médecins sans frontières (MSF) emploie de nombreux médecins, mais pas seulement ! Chaque mission comprend beaucoup d'autres métiers, avec par exemple des logisticiens [capables d'assurer la gestion et la distribution de matériel...], des administrateurs [capables de gérer des budgets ou des ressources humaines...], ou des coordinateurs de projet [capables d'organiser des actions dans le temps et de répartir les tâches de chacun...].

Aujourd'hui, MSF recrute de plus en plus de personnel médical spécialisé. Comme nous intervenons sur des théâtres de conflits, nous développons des programmes chirurgicaux et nous recrutons donc des spécialistes en chirurgie ortho traumatologie, en chirurgie plastique et en reconstruction faciale. Nous cherchons également à recruter plus de pharmaciens et de paramédicaux, comme des kinésithérapeutes ou des sages-femmes. Ces professions ne sont pas suffisamment au courant que MSF a besoin d'eux.

Si vous souhaitez vous engager au sein d'une grande ONG comme MSF, votre parcours commence souvent par un entretien avec les équipes. Durant cet échange, le recruteur détermine deux choses : avec tout d'abord les compétences techniques du candidat. Une fois cette partie validée, c'est surtout la personnalité du candidat qui intéresse : est ce qu'il a des idées, une énergie, un projet, des envies qui vont nourrir l'association et qui vont la faire avancer ?

Le travail des ressources humaines ne s'arrête pas au recrutement. Il faut ensuite offrir un parcours cohérent aux expatriés, les envoyer sur des contextes variés, sur des programmes médicaux différents, leur donner accès à des formations... Une fois qu'ils ont acquis suffisamment d'expérience, les volontaires, s'ils le souhaitent, peuvent avoir accès à des postes de "coordinateurs terrain", où ils sont en charge de superviser les activités, mais aussi de réfléchir à la stratégie opérationnelle de l'association à court et moyen terme dans le pays.

Récemment, le rythme des recrutements et des départs en mission s'est accéléré. En 2015, MSF emploie par exemple 600 expatriés et 5000 employés de terrain.

2 - Le chômage

Objectifs : Comprendre le débat politique autour des origines du chômage et de la lutte contre le chômage, déconstruire certains stéréotypes liés au chômage

2.1 Évolutions et caractéristiques du chômage

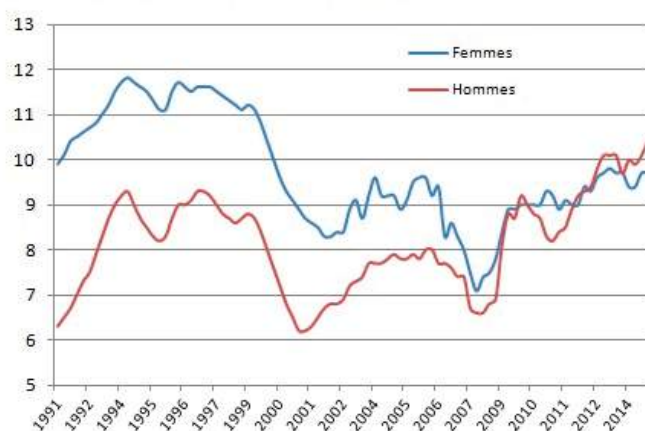
Exercice 3 - Que sait-on du chômage ?

A partir des 4 documents ci-dessous, dégager les grandes caractéristiques du chômage aujourd'hui.

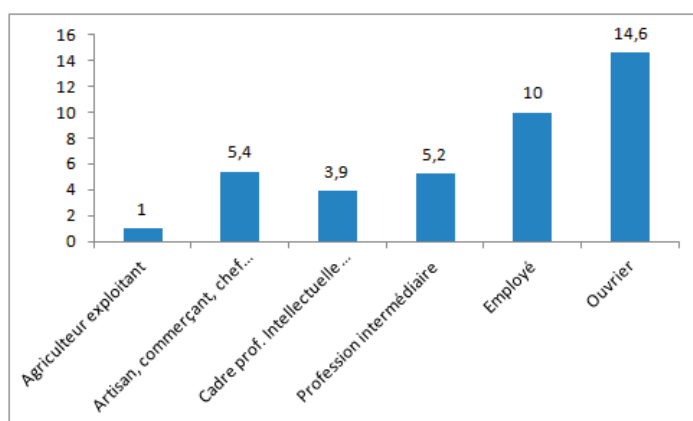
Document 6. Évolution des taux de chômage selon le sexe

Evolution des taux de chômage selon le sexe

Source : Insee, données trimestrielles en %. France métropolitaine.



Document 7. Le taux de chômage selon la catégorie socio-professionnelle en 2013



Insee, Enquête emploi 2014.

Document 8. Le chômage selon l'âge

	Taux de chômage (en % de la catégorie d'âge)	
	2003	2014
15-24 ans	18,5	23,7
25-49 ans	7,8	9,3
50 ans ou +	5,9	6,7
Ensemble	8,5	9,9

Insee, Informations rapides, n°279, 4 décembre 2014.

Document 9. Le chômage de longue durée en 2011

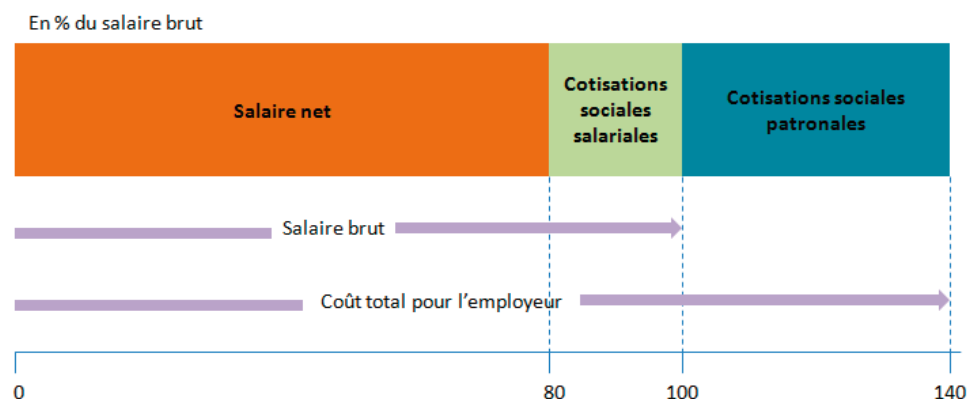
Âge courant	Part des chômeurs de longue durée parmi les chômeurs (en %)		
	Femmes	Hommes	Ensemble
15-24 ans	26,8	29,8	28,4
25-49 ans	41,4	42,5	41,9
50 ans ou +	56,1	59,7	57,8
Ensemble des 15 ans ou +	40,7	42,4	41,5

Champ : France métropolitaine, population des ménages, chômeurs de 15 ans ou plus.
Insee, Enquête emploi 2011.

2.2 Le chômage : coûts salariaux trop élevés ou insuffisance de la demande ?

2.2.1 Qu'est-ce que le coût du travail ?

Le schéma ci-dessous permet de visualiser rapidement les composants du coût du travail.



Salaire : c'est la rémunération que perçoit un salarié en contrepartie du travail qu'il fournit à un employeur dans le cadre d'un contrat de travail.

Coût salarial : regroupe l'ensemble des charges qui incombent à l'employeur en contrepartie du travail fourni par un salarié. Il se compose du salaire net perçu par le salarié et des cotisations sociales, salariales et patronales, versées aux administrations de sécurité sociale.

Exercice 4 - Le SMIC, Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance

Montant du SMIC		
Année	SMIC horaire brut en €	Indice base 100 en 2003
2003	7,19	100
2004	7,61	
2005	8,03	
2006	8,27	
2007	8,44	
2008	8,71	
2009	8,82	
2010	8,86	
2011	9,19	
2012	9,40	
2013	9,43	

a. Complétez la colonne des indices.

b. Quelle a été la valeur moyenne du SMIC entre 2003 et 2013 ?

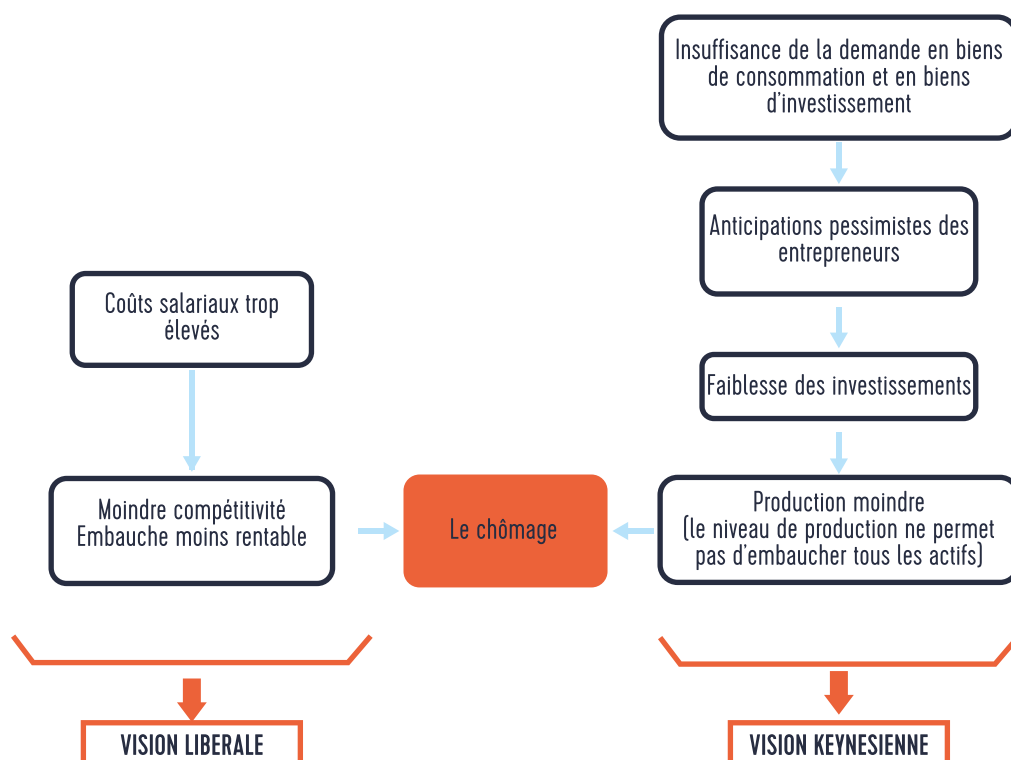


C'est l'occasion d'aborder :
les indices / les moyennes

2.2.2 Les causes du chômage : libéraux ou keynésiens, qui a raison ?

Exercice 5 - Deux visions pour expliquer les origines du chômage

A partir du schéma explicatif ci-dessous, reformulez à l'oral les visions libérale et keynésienne des origines du chômage.



2.3 Chômage et stéréotypes



Outil 34 / Exposition “Combattre la pauvreté c’est combattre les préjugés”

Partenaires de cette exposition : Le défenseur des droits, CRAP/Cahiers pédagogiques, FNAREN, CGT, la Fédération des Centres Sociaux, le MAN, Apprentis d'Auteuil et ATD Quart Monde

Objectifs :

- libérer la parole des jeunes sur la question du chômage et des chômeurs,
- déconstruire certains stéréotypes grâce à une exposition,
- analyser pourquoi le chômage est un facteur d'exclusion sociale.

Animation proposée :

Étape 1 : libérer la parole

“Quels sont les stéréotypes que vous connaissez sur le chômage ou les chômeurs ?”

Étape 2 : déconstruire des stéréotypes

Demander aux élèves de regarder l'ensemble des panneaux de l'exposition puis d'en choisir un.

Demander ensuite aux élèves de chercher sur le panneau la ou les données qui prouvent que le stéréotype n'est qu'une idée préconçue et qu'il n'est pas fidèle à la réalité.

Quelques exemples de panneaux et de préjugés pertinents à traiter pendant l'animation :

- “Notre modèle de solidarité enferme les pauvres dans l'assistanat”
- “On peut gagner plus au RSA qu'avec le SMIC”
- “Les pauvres ne veulent pas travailler”
- “On ne vit pas si mal avec le RSA”
- “Les gens font tout pour toucher les aides”
- “Les immigrés prennent des emplois aux français”

[Accéder à l'exposition](#)



40 min

COMPRENDRE POURQUOI LE CHÔMAGE PEUT ÊTRE SYNONYME D'EXCLUSION SOCIALE EN INTERROGEANT LA PLACE DU TRAVAIL DANS NOTRE SOCIÉTÉ



Outil 35 / Echanges “Avez-vous envie de travailler ?”

Objectifs :

appréhender la “valeur” accordée par les élèves au travail, identifier leurs motivations et leurs réticences.

Animation proposée :

- Poser la question ouverte : “**Avez-vous envie de travailler ?**”
- Chaque élève doit s'exprimer sur la question, même s'il n'arrive pas à se positionner.
- Il s'agit simplement ensuite de lister d'une part les motivations des élèves à intégrer le monde du travail et d'autre part leurs réticences.



30 min

S'ENGAGER ET AGIR

3 - Devenir un citoyen éclairé sur les thématiques de l'emploi

Objectif : découvrir des professionnels et des acteurs engagés sur la thématique du chômage

3.1 Comprendre les stratégies de lutte contre le chômage, un impératif citoyen



Outil 36 / L'emploi, tout un programme !

Animation proposée :

- Se procurer les propositions concernant l'emploi des derniers programmes électoraux.
 - Diviser la classe en autant de groupes que de programmes à analyser.
- Demander à chaque groupe de présenter le contenu du programme électoral qu'il a analysé.



1h00 min

3.2 Apprendre par l'action



× **Au sein de l'établissement** : Intervention d'une personne pour présenter les dispositifs des contrats aidés pour les jeunes ou plus globalement les politiques de discriminations positives à l'embauche.

Contacteur : Mission locale, Pôle emploi, Point info jeunesse, Délégué du préfet aux quartiers prioritaires de la ville...

× **Dans le cadre du passeport bénévole** : Organiser une rencontre avec des chômeurs de longue durée.

Objectif : échanger sur les freins d'accès à l'emploi et sur le quotidien des personnes vivant la grande pauvreté.

Contacteur : une association comme ATD Quart monde, Emmaus ou la mission locale.



Des bénévoles et militant (personne ayant vécu la grande pauvreté) d'ATD Quart Monde, sont venues témoigner de leur engagement et de leur expérience devant des lycéens, après leur intervention, ils s'expriment...



"Parler de la grande pauvreté aux lycéens lycéennes, cela m'apporte **un espoir** pour une amélioration de vie scolaire d'enfants, de jeunes vivant dans la grande pauvreté. Pour ma part, témoigner de la pauvreté est **fondamental et formateur**. Ainsi **je me sens formatrice**. Cela m'apporte **une aide** pour rompre avec la peur d'être humiliée.

"Cela m'apporte une **meilleure confiance** à l'avenir pour tous les enfants, les jeunes très pauvres : qu'ils n'aient plus à subir ce que nous militants du refus de la misère, ont vécu. Parler de la grande pauvreté en établissement secondaire est une nécessité pour qu'un changement de regard sur la grande pauvreté se fasse réellement."

"Préparer l'intervention devant des lycéens nous permet d'essayer de trouver les meilleurs mots et moyens possibles pour communiquer avec des jeunes. Leur dire que c'est important de sortir du caritatif. La misère n'est pas à gérer mais à éradiquer. On espère que cela fera son chemin dans leur tête et que plus tard, ils pourront continuer notre combat du refus de la misère.

Cela demande beaucoup de courage aux militants de témoigner de leur vie difficile, de témoigner des éléments très personnels. Cela remue en eux beaucoup d'émotions. Mais cela leur donne aussi la force de continuer. La journée du 17 Octobre, journée mondiale du refus de la misère, par leur participation, les lycéens ont la fougue de l'adolescence, la spontanéité. Ils ont une parole libre qui bouscule, ils nous communiquent leur énergie."

× **Dans le cadre d'un club "solidarité internationale"** : Organiser des interviews de personnes engagées dans la lutte contre le chômage ici et ailleurs.

Prendre rendez-vous auprès des permanences politiques pour rencontrer des élus ou aller à la rencontre de structures d'insertion par exemple.



Alain SÈVE,
Président des Jardins de Cocagne Mâcon

Vous avez besoin de légumes, ils ont besoin de travail.

Les Jardins de Cocagne de Mâcon font partis d'un réseau national de 140 jardins. Ils sont ce que l'on appelle des "structures d'insertion par l'activité économique".

"Insertion", car nous accompagnons des individus très éloignés de l'emploi dans une démarche d'insertion professionnelle.

"Activité économique" car c'est à travers une activité de production et de vente de légumes bio que les salariés en insertion réalisent leur démarche.

Le fonctionnement des Jardins est assez simple : les adhérents payent une cotisation en échange de quoi ils reçoivent chaque semaine un panier de légumes bio et de saison.

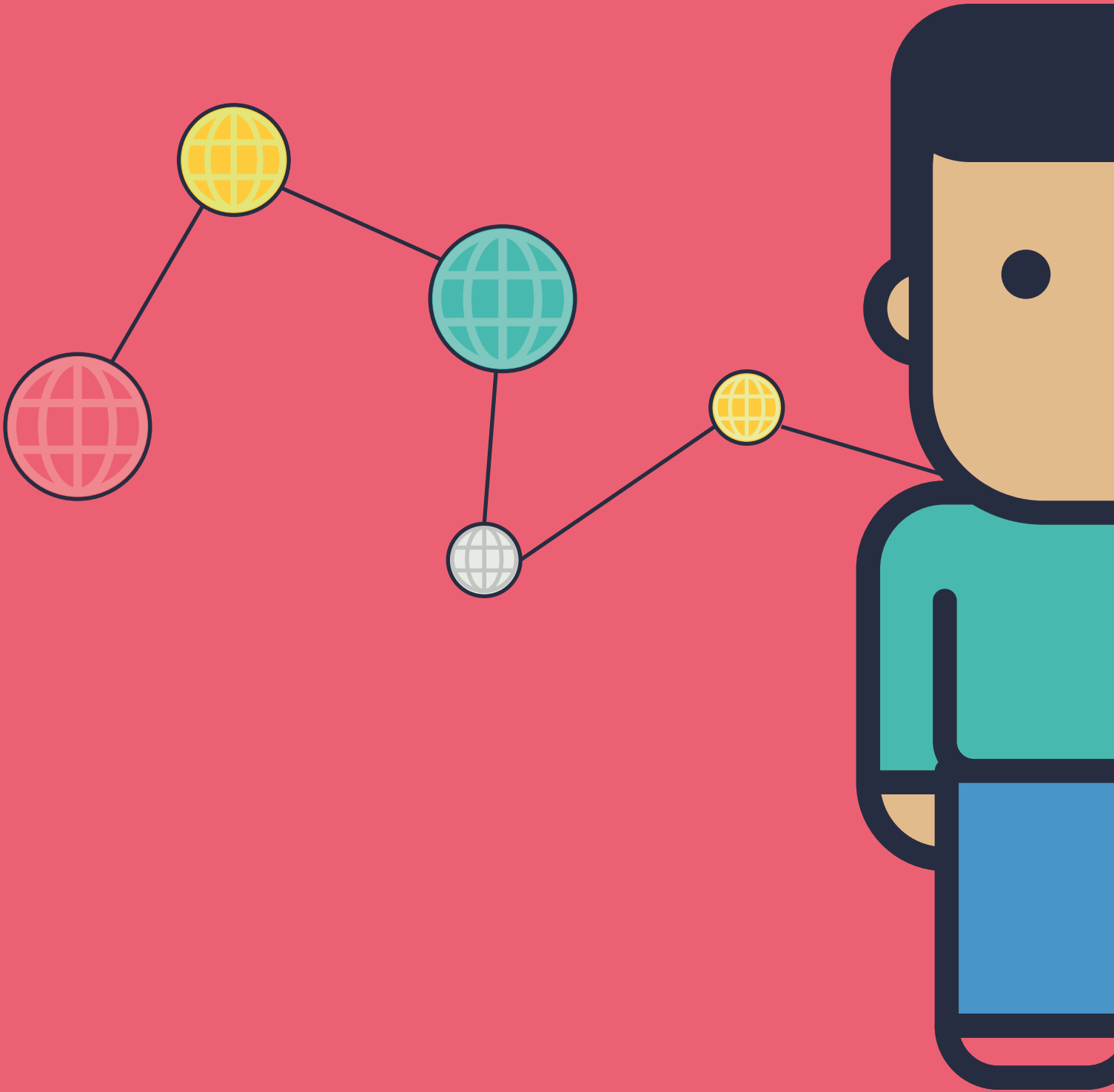
Nous avons des canaux de distribution de plus en plus diversifiés : les marchés de producteurs, la vente directe pour les adhérents, les paniers fraîcheur en partenariat avec la SNCF, le drive fermier...

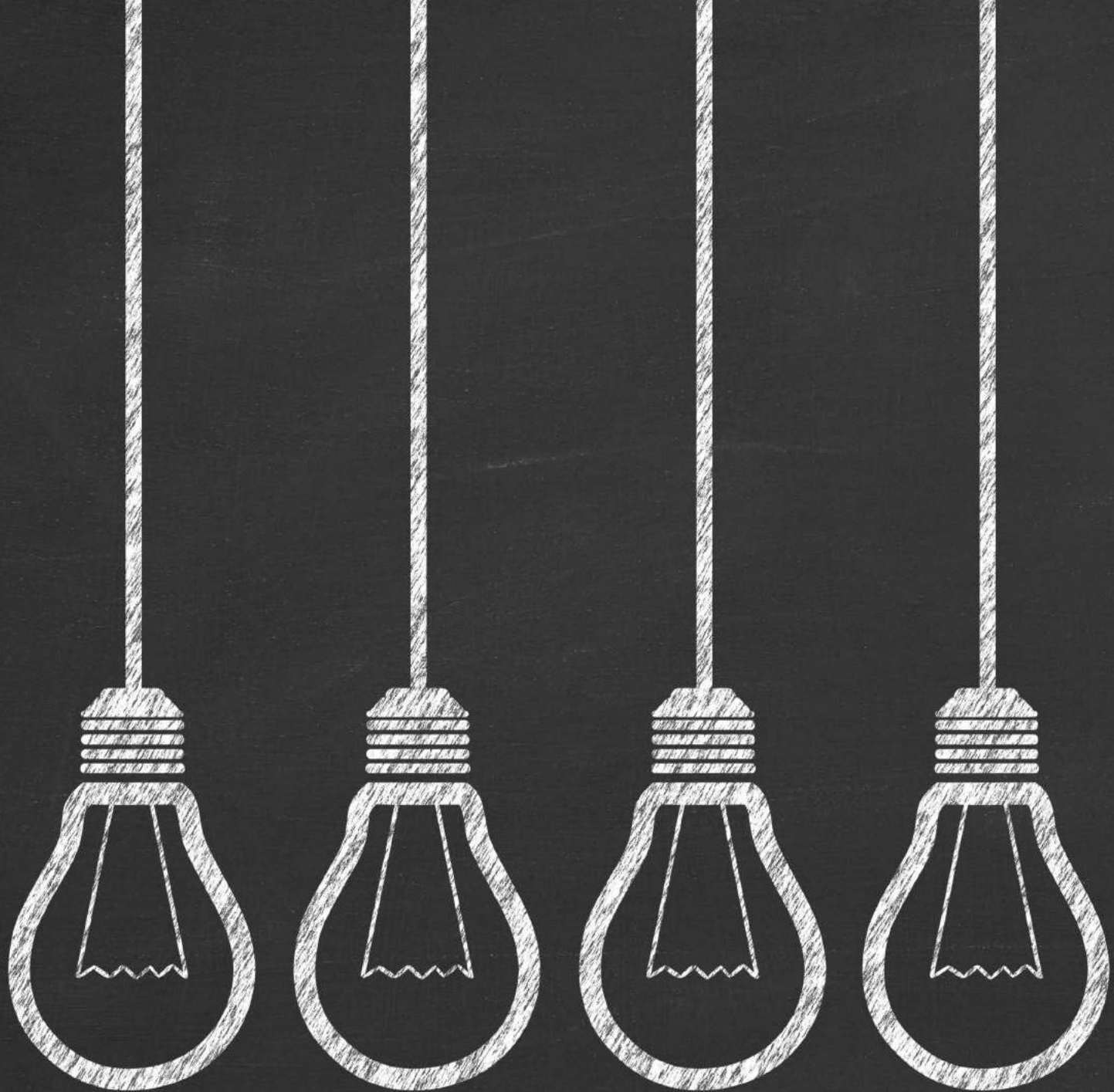
Les personnes en démarche d'insertion sont salariés de la structure pour une durée de 7 mois, renouvelable. Le public que l'on accueille est très diversifié : 40% des salariés ont entre 26 et 35 ans, 30 % entre 36 et 45. Ils sont accompagnés par des maraîchers professionnels pour l'activité de production de légumes mais aussi par une accompagnatrice socio-professionnelle qui établit avec eux les besoins et objectifs de leur démarche d'insertion. Ils analysent ensemble les freins d'accès à l'emploi qui peuvent être multiples : manque de formation, problème de mobilité, d'accès au logement etc... Les Jardins de cocagne mettent en place différents dispositifs pour accompagner les salariés dans le retour à l'emploi :

- > des stages d'immersion en entreprises, pendant 10 à 15 jours, pour vérifier le projet professionnel, pour découvrir ou mieux appréhender les réalités du monde professionnel,*
- > des ateliers de recherche technique d'emploi (maîtriser les outils de pôle emploi),*
- > des ateliers de français/langues étrangères,*
- > des formations individuelles ou collectives sur l'hygiène, la sécurité, le secourisme...*

La structure d'insertion par l'activité économique permet de redonner une dimension sociale au travail : les salariés se lèvent le matin parce qu'on compte sur eux, il y a une véritable vertu constructive dans le travail.

Les Jardins de Cocagne reproduisent un système dans lequel les adhérents, les salariés et la direction ont besoin les uns des autres, la







> CONCLUSION

L'ECSI et les autres disciplines : les enseignants témoignent

HISTOIRE-GÉO



"L'objet de l'histoire est par nature l'homme. Disons mieux : les hommes"

Dans son Apologie pour l'Histoire, Marc Bloch nous a rappelé avec force que l'histoire n'est pas la science des antiquaires qui n'auraient d'yeux que pour les vieilles choses, mais celle des hommes qui aiment la vie et les vivants.

Cette citation, accrochée sur un mur de ma salle de classe, me permet de rappeler aussi souvent que possible que nos réflexions collectives dans le cadre de l'enseignement scolaire de l'histoire ne visent pas tant la connaissance érudite du passé que la compréhension induite du présent.

D'ailleurs, ce sont souvent les élèves eux-mêmes qui sont à l'origine des propositions les plus fertiles en recherchant sans cesse à tisser des liens entre les temps anciens que nous voudrions leur faire comprendre et l'époque contemporaine qu'ils croient, parfois à tort, mieux connaître. Ainsi, les élèves de Seconde se

passionnent souvent pour la question de l'évergétisme antique en essayant de saisir les raisons pour lesquelles les notables grecs et romains tiraient une telle gloire à distribuer leurs richesses à la collectivité quand les riches citoyens d'aujourd'hui déploient tant d'énergie pour échapper à l'impôt. En Première, ils découvrent aussi avec beaucoup d'intérêt les solidarités et amitiés internationales nouées par des soldats venus de tout horizon durant les guerres du XX^e siècle tandis que les distinctions sociales demeurent par ailleurs relativement importantes au sein de la hiérarchie militaire à l'échelle nationale.

Chaque thème et chaque chapitre contient donc les germes d'une réflexion citoyenne. A charge pour l'enseignant d'en tracer les sillons et d'expliquer à ses élèves que chaque génération ne doit pas nécessairement reconstruire des ponts de singe vers leurs ancêtres, mais peut-être simplement accepter d'emprunter la route que leurs prédécesseurs ont tracée avant eux tout en ayant conscience du chemin parcouru. Face à la lourdeur des programmes et la masse des connaissances à transmettre, c'est peut-être finalement cela le véritable défi de l'école au XXI^e siècle : prendre conscience que sa mission n'est pas d'essayer de concurrencer l'encyclopédisme d'Internet, mais de contribuer à former à la citoyenneté et à la solidarité nationales et internationales.

Mickaël BERTRAND / Professeur-formateur d'Histoire-Géographie, Education Morale et Civique, DNL Anglais au Lycée Anna Judic de Semur-en-Auxois

PROJET INTERDISCIPLINAIRE



L'enseignement professionnel agricole fourmille d'occasions d'aborder, d'analyser, de questionner, d'expérimenter la citoyenneté. En complément d'autres approches, les projets pluridisciplinaires qui engagent les élèves dans des actions collectives me paraissent être des vecteurs intéressants d'appropriation de cette « condition » citoyenne.

Je coordonne un module intitulé « Action professionnelle à destination d'un territoire rural » (descendant direct des Projets d'Utilité Sociale), destiné à des élèves de première et terminale de baccalauréat professionnel Services Aux Personnes et aux Territoires.

Il s'agit pour ces élèves de proposer et de mettre en œuvre des actions qui mobilisent les ressources d'un territoire et engagent des acteurs partenaires aussi bien institutionnels, associatifs, représentants de la société civile. Si les programmes ne sont pas explicites sur ce point, ce module invite ces jeunes à faire l'expérience

singulière d'une citoyenneté participative en devenant les chefs d'orchestre d'actions collectives locales.

Cet enseignement s'appuie sur une pédagogie de projet particulièrement adaptée à ce public d'élèves aux parcours scolaires souvent chaotiques et aux difficultés d'apprentissages académiques.

La mise en place d'une journée de don du sang, l'organisation d'une manifestation « sport handicap » ou de rencontres intergénérationnelles autour du jeu...sont autant d'occasions pour eux d'endosser de nouvelles responsabilités, de se sensibiliser à certaines réalités sociales. Les élèves se disent « changés » après la concrétisation de leur projet qui les confronte à des situations inhabituelles et les incite à la prise d'initiative. La rénovation d'un abri bus municipal réalisé en partenariat avec la mairie et une classe d'art plastique de 6^{ème} a conduit le groupe d'élèves à demander des autorisations à la mairie, à organiser des rencontres entre partenaires, à monter un dossier de financement pour achat de matériel, à réaliser un travail interdisciplinaire avec l'enseignement d'art plastique du collège, à présenter des prototypes de fresques que les collégiens devaient valider, à organiser une inauguration, à prendre contact avec la presse locale etc...

Cette confrontation avec le terrain participe selon moi d'une éducation à la citoyenneté en offrant à chacun une connaissance plus intime du territoire dans ses aspects économiques, sociaux et culturels, la possibilité d'y trouver une place et d'imaginer ses transformations possibles.

Frédérique Roy, enseignante de Sciences Économiques et Sociales au Lycée agricole IPERMA, Saint Saulge

SVT



L'éducation à la citoyenneté mondiale doit être, selon moi, un sujet transversal dont peut s'emparer un grand nombre de personnels d'établissements scolaires : enseignants (documentalistes compris), CPE, assistants d'éducation... voire le chef de cuisine !

Concernant la matière que j'enseigne (les Sciences de la Vie et de la Terre), différentes thématiques peuvent trouver leur place en parallèle des programmes nationaux : le problème de l'eau, la question de l'alimentation, des désordres climatiques et de leur impacts sur la flore et la faune (et donc sur l'Homme), le développement durable, le concept de races... autant de notions qui pourront faire prendre conscience aux élèves qu'au-delà d'être citoyens de leur pays, ils sont également citoyens du Monde et qu'agir ici c'est aussi souvent agir là-bas !

C'est en outre pour cela, que j'estime qu'il est parfois nécessaire de mettre de côté temporairement les programmes officiels afin de jouer notre rôle d'éducateur dans ce qu'il a de plus essentiel : aider ces jeunes individus qui construiront la société de demain à se connaître, comprendre les rouages des liens qui nous unissent afin de pouvoir agir en citoyen du monde en fonction des connaissances et des expériences acquises.

Pauline DEYME / Enseignante de SVT au lycée international Charles de Gaulle de Dijon.

EPS



L'éducation citoyenne à l'école correspond à un besoin sociétal fort.

Les comportements, les attitudes, les façons de réagir se modifient. Les structures sociales souffrent d'une montée des incivilités, de l'émergence de violences diverses. L'école, dans ce contexte difficile, doit s'adapter à cette réalité pour rester ce rempart et ainsi préserver le vivre ensemble.

A la lecture des textes officiels qui régissent l'éducation physique et sportive, il apparaît que, dès la loi du 27 janvier 1880, cette discipline a contribué à éduquer à la citoyenneté.

L'enjeu est bien de permettre aux élèves d'intégrer des valeurs, et le respect des droits et des devoirs qu'implique la participation à la vie sociale d'une démocratie.

L'Education physique et sportive, de par ses contenus, ses procédures d'enseignements, ses finalités, constitue une discipline privilégiée pour aborder concrètement le respect des règles, mais aussi l'intégration de la réciprocité des droits et des devoirs, le respect d'autrui, l'honnêteté, la responsabilité, la solidarité, le jugement et même l'exercice éclairé de sa liberté individuelle au sein de la société.

L'EPS peut également être un support propice pour aborder une éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, en raison de la richesse des relations à l'environnement physique et humain et des multiples occasions d'expérimentations des valeurs sociales et morales qu'elle propose.

Comment faire pour cela ? un exemple ?

L'EPS se veut être un support particulièrement efficace pour constituer un groupe solidaire où chacun des membres se respecte, se fait confiance et s'accepte.

Ainsi, par exemple, pour préparer nos élèves à partir au Maroc dans le cadre d'un projet solidaire j'ai, à de nombreuses reprises, utilisé l'EPS pour permettre aux élèves de mieux se connaître, mieux connaître les autres (randonnée avec difficultés importantes), de considérer chacun des membres du groupe comme indispensable pour l'ensemble (situations d'acrosport).

N'oublions pas bien sûr la notion d'engagement. Essentielle dans la pratique sportive, elle l'est encore plus dans une éducation à la citoyenneté et à la solidarité. Le parallèle est donc vite trouvé.

Aussi l'EPS peut et doit participer à sa mesure, à la construction d'une « Planète solidaire » qui soit une Terre où la lutte contre les inégalités devient une priorité partagée. Un enjeu pieux, certains diront trop ambitieux, mais dans le contexte difficile actuel, cela doit devenir un enjeu fort pour l'école d'aujourd'hui et de demain, et par conséquent pour la construction du futur citoyen.

Laetitia IMBERT, Enseignante d'Education Physique et Sportive, lycée Simone Weil de Dijon.

A l'échelle de l'Europe et du monde : tour d'horizon des initiatives



Harm-Jan FRICKE
DEAR Support Team

L'intérêt porté et les approches prônées par l'ECSI sont étroitement liées au travail réalisé ailleurs en Europe où une grande diversité de noms et de concepts sont utilisés pour décrire des idées similaires.

Les différents concepts et termes ont en commun l'attention portée aux problématiques mondiales en lien à l'environnement, au changement économique et sociale et aux politiques qui influent et sont influencées par la capacité des populations à mener une vie épanouissante. Cette attention portée aux problématiques mondiales amène également souvent à réfléchir sur des questions qui touchent directement l'apprenant à l'échelle de sa propre communauté, société et nation, intimement liées aux intentions universelles exprimées à travers les Objectifs de Développement Durable.

De manière croissante les différentes conceptions se rejoignent autour d'une même approche pédagogique qui s'éloigne d'une vision traditionnelle des rôles de l'éducateur/apprenant - au sein de laquelle l'éducateur transmet les connaissances, la compréhension et les compétences à l'apprenant qui les assimile de manière largement passive - pour aller vers une approche selon laquelle les apprenants et les éducateurs sont tous les deux engagés dans un processus de découverte.

Une telle approche permettrait alors de développer leur compréhension des phénomènes, leurs compétences et leur capacité à enquêter sur la manière dont différents groupes de personnes considèrent et répondent à une question spécifique, à l'image des notions d'interdépendance, de relations internationales, de citoyenneté, de diversité culturelle ou encore de développement durable.

Un tel processus d'apprentissage collectif implique nécessairement des discussions autour des valeurs qui sous-tendent ces différentes perspectives et sur celles que les apprenants voudraient voir appliquer dans la façon de traiter ces problématiques. Un apprentissage actif permet aux apprenants de se faire leur propre opinion, de mettre en pratique des valeurs et attitudes qui les animent : parmi celles-ci, la curiosité, la reconnaissance de la diversité, l'empathie et la participation menant à des comportements et d'autres actions qui permettront aux apprenants de réaliser qu'ils peuvent faire une différence.

Harm-Jan FRICKE est membre de la "DEAR Support Team", un projet de la Commission européenne promouvant le renforcement des capacités, la mise en réseau et l'apprentissage pour les projets et programmes DEAR soutenus par la Commission. Ce projet est organisé en consortium impliquant : EPRD (Pologne), TDK (Grèce), le Training Centre for International Cooperation (Italie), la Fundación Cultura de Paz (Espagne) et le CIDEAL (Espagne)

Extraits de la déclaration du Parlement européen du 5 juillet 2012 sur l'éducation au développement et la citoyenneté mondiale active

"[...] L'éducation au développement et la sensibilisation sont placées au cœur des politiques européennes en matière de développement, comme le souligne le consensus européen pour l'éducation au développement (cf. bibliographie)

Le Parlement invite la Commission et le Conseil à élaborer une stratégie européenne à long terme et transsectorielle en faveur de l'éducation au développement, de la sensibilisation et de la citoyenneté mondiale active."

Deux réseaux européens dédiés à l'ECSI

Gene : Global Education Network Europe

Le GENE est un réseau européen d'éducation à la citoyenneté mondiale constitué des ministères et des organismes ayant la responsabilité nationale de la mise en œuvre pour l'éducation à la citoyenneté mondiale en Europe. Le réseau GENE réunit les ministères, les agences et les autres organismes qui développent/conçoivent la politique nationale et qui financent l'éducation à la citoyenneté dans les pays européens. Les membres de GENE associent leur expertise grâce à une mise en réseau structurée, des stratégies de partage, ainsi qu'une méthode d'apprentissage par les pairs qui conduit à l'amélioration des résultats nationaux.

Cette initiative est née en 2001 avec la mise en réseau de 6 structures nationales provenant de 6 pays partageant leur politique d'apprentissage en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale.

Le mouvement s'est agrandi progressivement au cours des années, aboutissant, en 2008, à la création de la Fondation GENE, composée des institutions de 14 pays participant au réseau.

Ce sont aujourd'hui plus de 40 ministères, agences et autres organismes, de plus de 25 pays européens qui partagent une politique d'apprentissage commune d'éducation à la citoyenneté mondiale, à travers les tables-rondes de GENE et d'autres mécanismes.



Teach Global Ambassadors (Ecosse, Lituanie)

Le projet Teach Global Ambassadors, soutient les enseignants écossais et lituaniens d'écoles secondaires (collèges et lycées) pour relever les défis auxquels les jeunes font face dans notre monde toujours plus interdépendant et inégal.

A travers un programme de formation et de parrainage, les enseignants deviendront des ambassadeurs de l'éducation à la citoyenneté mondiale, experts spécialistes aptes à mettre en œuvre un apprentissage global dans leurs établissements et auprès des autorités locales.

Ce sont aujourd'hui plus de 30 enseignants qui ont bénéficié de la formation « Ambassadeur de la citoyenneté mondiale », répartis dans 9 collectivités locales, et qui développent des thématiques de travail dans une perspective d'éducation à la citoyenneté mondiale.

Leur travail consiste à mesurer l'impact de cet apprentissage sur leurs élèves et à soutenir leurs établissements pour développer cet enseignement à travers les programmes scolaires.

Developing the global dimension in the school curriculum (Angleterre)

En Angleterre, le Department for Education and Skills a produit *Developing the global dimension in the school curriculum*, publication destinée aux chefs d'établissement, aux enseignants, et aux responsables de l'élaboration des programmes scolaires. Cette publication vise à montrer comment intégrer la dimension mondiale dans le programme et dans toute l'école. Elle fournit des exemples d'intégration de la dimension mondiale de l'âge de 3 ans à 16 ans, esquissant huit concepts clés : citoyenneté mondiale, résolution des conflits, diversité, droits de l'homme, interdépendance, développement durable, valeurs et perceptions, et justice sociale. Elle donne, par exemple, des indications pour promouvoir le développement personnel, social et affectif des apprenants les plus jeunes, en parlant de photographies d'enfants du monde entier, par des activités, des histoires et en évoquant les lieux que les enfants ont visités.

Le Dare Forum et le projet DEEEP

Le DARE Forum est un groupe de travail de CONCORD, la confédération européenne des ONG de développement. Le Forum rassemble des représentants de 28 plateformes nationales de développement, de 7 réseaux internationaux et de 4 membres partenaires. En tant que facilitateur du secteur de l'éducation au développement au niveau européen, le DARE Forum établit des stratégies qui visent à renforcer l'éducation au développement et la sensibilisation en Europe. Son objectif est de guider le secteur vers de nouvelles visions transformatives du développement et de contribuer à l'évolution du secteur en travaillant en faveur de la citoyenneté mondiale.

Afin de renforcer son travail, le DARE Forum a créé en 2003 un projet nommé « DEEEP ». La dernière et 4ème phase de ce projet se termine en décembre 2015.

Les différentes phases du projet ont contribué, à travers un travail de plaidoyer, de communication, de renforcement de capacités et de recherche, à influencer l'agenda politique européen et à construire une histoire commune basée sur des valeurs partagées. DEEEP a également permis à tous les professionnels européens du secteur d'échanger des pratiques et d'apprendre les uns des autres, grâce aux centaines d'activités organisées dans le cadre du projet, dont notamment des conférences, des formations, des subventions ou encore des publications.

En renforçant des partenariats tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur, le projet DEEEP a élargi la sphère d'influence de l'éducation au développement et a amené des acteurs de divers secteurs à se rencontrer : la société civile, les acteurs locaux, les instituts de recherche et les institutions. Pendant 12 ans, les membres directs européens ou nationaux, comme les membres indirects nationaux ou régionaux, ont bénéficié de ce projet qui sera maintenant supporté et internalisé dans la confédération européenne CONCORD.



Retour sur deux années d'expérimentation

Depuis 2013, 140 élèves ont bénéficié de l'enseignement SES-ECSI. Des bilans réalisés par l'enseignante responsable et le proviseur du lycée ont permis d'identifier les impacts positifs suivants sur les élèves :

- × Une capacité accrue à formuler le type d'engagement dans lequel ils ont envie de s'investir, et le degré d'engagement avec lequel ils se sentent à l'aise.
- × Une plus grande implication dans la vie de la communauté à tous les niveaux, du local au global (établissement, municipalité, région etc.).
- × Une capacité et un désir plus importants de créer des projets autonomes, via notamment la création d'une association hors cadre scolaire.
- × Une plus grande facilité à ancrer l'action locale dans un contexte international.
- × Une meilleure compréhension des processus de développement et des origines des inégalités mondiales.
- × Une attention et un respect plus important à la diversité (genre, culture, nationalité, religion, etc.), une préoccupation plus forte envers les inégalités, quelles qu'elles soient, et un désir d'agir pour faire la différence.
- × Une meilleure connaissance des acteurs institutionnels et associatifs du territoire, à l'échelle nationale et internationale, et du secteur professionnel lié à la solidarité internationale.
- × Une plus grande capacité à aller vers les autres et à communiquer.
- × Une meilleure estime de soi.
- × Une compétence accrue à travailler en groupe et une plus grande écoute des points de vues divergents.
- × L'appropriation et la réutilisation des méthodes et outils de réflexion participatifs.
- × Une plus grande facilité à gérer et mettre en oeuvre un projet.
- × Un esprit critique plus développé.
- × Une créativité plus importante, une capacité renforcée à créer du lien entre les idées et à trouver des solutions.

Différents facteurs ont facilité la mise en place de cet enseignement :

- × L'existence d'un "Club solidarité" au sein du foyer socio-éducatif du lycée, engagé dans des projets de solidarité internationale et identifié par le réseau associatif de son territoire.
- × L'accueil de volontaires en service civique au sein du lycée, animateurs à part entière de la démarche d'ECSI et interlocuteurs privilégiés des jeunes sur les questions d'engagement.
- × La capacité de l'enseignante à illustrer le cours avec des réalités de terrain à partir d'expériences d'engagement personnel.
- × L'implication de l'enseignante et sa compréhension des enjeux de citoyenneté internationale.
- × L'intérêt pour la démarche portée par le chef d'établissement et le personnel.
- × La connaissance d'acteurs professionnels de l'ECSI : structures d'accompagnement (Bourgogne Coopération), plateformes de ressources pédagogiques (Ritimo), intervenants sur des thématiques spécifiques (Artisans du Monde), etc.
- × La capacité de l'enseignante à créer des partenariats avec d'autres associations, collectivités locales, etc.

Différents leviers ont enfin été identifiés pour rendre la démarche encore plus pertinente :

- × Tendre vers la construction de projets interdisciplinaires et faire de l'ECSI une démarche partagée avec d'autres enseignants de l'établissement.
- × Renouveler et poursuivre toutes les collaborations établies entre l'établissement et la société civile.
- × Se former à des méthodes et des outils pédagogiques innovants et pertinents.

Récapitulatif des outils utilisés

N°	Titre outil	Nature de l'outil	Temps d'animation	Thématique	Page
1	La métaphore de l'avion	Mise en situation	1h30min	SES - Citoyenneté	40
2	Les contes d'enfants	Littérature étrangère	15 min	Socialisation	52
3	Le mot "politique" et moi	Brainstorming	10 min	Politique	53
4	Malala Yousufzai	Vidéo	10 min	Droit à l'éducation	54
5	"On ne peut pas être un acteur politique à part entière quand on a 16 ans"	Débat mouvant	45 min	Citoyenneté - Engagement	55
6	Tempête de cerveaux sur le mot "culture"	Brainstorming	10 min	Culture	60
7	Face à certaines situations...	Mise en situation	30 min	Stéréotypes	63 - 64
8	Un excellent dossier	Vidéo	20 min	Discriminations	65
9	Nos pratiques culturelles à la loupe	Etude de cas	30 min	Pratiques culturelles	67
10	La télé-réalité	Etude de cas	20 min	Culture de masse	68
11	Découvrir une autre culture, quel intérêt pour vous ?	Porteurs de paroles	2h00	Interculturel	70
12	Chantier interculturel	Chantier solidaire	-	Interculturel	72
13	Tour du monde de l'alimentation	Exposition	30 min	Alimentation - développement	80
14	La décomposition du prix d'un T-shirt	Poster	15 min	Consommation vestimentaire - Rémunération des producteurs	82
15	Les damnés du low-cost	Film	1h30	Consommation vestimentaire - Droits humains au travail	82
16	Je mange donc je suis	Vidéo	40 min	Consommation alimentaire - Rémunération des producteurs	83
17	Election des produits les plus pourris	Mise en situation (réelle)	2h00	Consommation responsable	86
18	Les facteurs de production dans le secteur agricole	Photographies	20 min	Facteurs de production	95
19	3, 2, 1 produisez !	Jeu de rôles	45 min	Productivité - progrès technique	98-99
20	Full option	Film	45 min	Multinationales - Développement	101
21	Jeu des chaises	Jeu	45 min	Inégalités - Richesses	104
22	La baguette de pain	Jeu	15 min	Inégalités - Richesses	105
23	"A qui doit profiter prioritairement la valeur ajoutée ?"	Jeu de positionnement en croix	30 min	Inégalités - Richesses	107
24	Faut-il plafonner les salaires	Débat mouvant	30 min	Inégalités - Salaires	114
25	Le développement c'est quoi pour moi ?	Jeu de positionnement	30 min	Développement	116 - 117
26	Le jeu du commerce alimentaire mondial	Jeu de rôles	1h30min	Règles du commerce international - Sécurité alimentaire	117
27	Une pêche d'enfer	vidéo	20 min	Marché - Ressources naturelles	118
28	La malédiction des ressources	film	30 min	Inégalités - Ressources naturelles	121
29	La gestion environnementale des déchets, les solutions d'un Sud qui bouge	film	10 min	Ressources naturelles - Alternatives	123
30	Les grands moyens	courts métrage	30 min	Ressources naturelles - Activités économiques	124
31	Changement climatique, quels enjeux pour la COP 21 ?	vidéo	5 min	Changement climatique - Institutions	124
32	Le climat change et nous ?	Jeu de rôles	2h00	Changement climatique - citoyenneté	124
33	Prêt à l'emploi ?!	Jeu de rôles	2h00	Discriminations - Emploi	133-134
34	Combattre la pauvreté c'est combattre les préjugés	Exposition	40 min	Chômage - Stéréotypes	139
35	Avez-vous envie de travailler ?	Echanges	30 min	Valeur travail - Société	140
36	L'emploi, tout un programme	Analyse programmes électoraux	1h00	Lutte contre chômage	140

Liste des sigles et acronymes

AFDI : Agriculteurs Français et Développement International

AP : Accompagnement Personnalisé

APPUIS : Association Pour Promouvoir et Unifier des Initiatives Solidaires

ATD : Agir Tous pour la Dignité

BIT : Bureau International du Travail

BO : Bulletin Officiel

CARDIE : Correspondant Recherche et Développement en Innovation et Expérimentation

CCFD : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement

CRESS : Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire

CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

CEIPAZ : Centre d'Education et de Recherche pour la Paix

CNDSI : Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique

COP : Conférence des Parties

CRID : Centre de Recherche et d'Information pour le Développement

DAREIC : Délégués Académiques aux Relations Européennes et Internationales et à la Coopération

DEAR : Development Education Awareness Raising

EAD : Education Au Développement

EAD-SI : Education Au Développement et à la Solidarité Internationale

ECJS : Education Civique Juridique et Sociale

ECM : Education à la Citoyenneté Mondiale

ECSI : Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

EDD : Education au Développement Durable

EEDD : Education à l'Environnement et au Développement Durable

EMC : Education Morale et Civique

ESS : Economie Sociale et Solidaire

FCFA : Franc des Colonies Françaises d'Afrique

FSE : Foyer Socio-Educatif

GENE : Global Education Network Europe

GES : Gaz à Effet de Serre

GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

IA-IPR : Inspecteur d'Académie-Inspecteur Pédagogique Régional

IDH : Indice de Développement Humain

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

JSI : Jeunesse Solidarité Internationale

MAEDI : ministère des Affaires étrangères et du Développement international

MSF : Médecins Sans Frontières

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

ODD : Objectifs du Développement Durable

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PCAET : Plans Climat Air Energie Territoriaux

PCS : Catégorie Socio-Professionnelle

PIB : Produit Intérieur Brut

PNB : Produit National Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RRMA : Réseau Régional Multi-Acteurs

RSE : Responsabilité Sociale des Entreprises

SCOP : Société Coopérative et Participative

SES : Sciences Economiques et Sociales

SSI : Semaine de la Solidarité Internationale

SRCAE : Schéma Régional Climat Air Energie

SVE : Service Volontaire Européen

SVT : Sciences de la Vie et de la Terre

VAE : Valorisation des Acquis de l'Expérience

VSI : Volontariat de Solidarité Internationale

Bibliographie indicative

Contexte, cadres et mise en application de l'enseignement

Ouvrages :

CCFD-TERRE SOLIDAIRE, Milieu Scolaire, mode d'emploi, 2011
CENTRAIDER, Guide pratique ECSI, 2015
CENTRAIDER, Bulletin de liaison N°30, Novembre 2015
CENTRE NORD-SUD DU CONSEIL DE L'EUROPE, Guide pratique sur l'Education à la Citoyenneté Mondiale, 2008
CRDP DE FRANCHE COMTE, Pour une éducation au développement durable et à la solidarité internationale, 2012
DEEP, The European Consensus on Development : the contribution of Development Education & Awareness Raising, 2007
GLOBAL EDUCATION NETWORK OF YOUNG EUROPEANS (GLEN), Global Education Guide, 2009
KRAUSE J, Transformation : Reflections on theory and practise of system change, Development Education Exchange in Europe Project (DEEEP), 2014
LINDGAARD, J, Je crise climatique. La planète ma chaudière et moi, La Découverte / Poche, 2015
MC GOUGH H. et HUNT F, INSTITUTE OF EDUCATION, UNIVERSITY OF LONDON, The Global Dimension: A practical Handbook for teachers educators, 2012
O'LOUGHLIN E., WEGIMONT L., Global Education in Europe to 2015 : Strategy, policies, and perspectives. Outcomes and Papers of the Europe-wide Global Education Congress Maastricht, The Netherlands 15th-17 th November 2002, Lisbonne, Conseil de l'Europe, Centre Nord-Sud, 2003
OXFAM GB, Education For Global Citizenship, A guide for teachers, Oxford, 2015
OXFAM GB, Education For Global Citizenship, A guide for schools, Oxford, 2015
PARLEMENT EUROPEEN, 2012, Déclaration du Parlement européen du 5 juillet 2012 sur l'éducation au développement et la citoyenneté mondiale active.
PLAN UK et RESTLESS DEVELOPMENT et ACTIONAID et BRITISH YOUTH COUNCIL, Power Rights & Participation: A practical guide for youth in action in a post-2015 world, 2015
THE PARTNERSHIP MANAGEMENT BOARD, Northern Ireland Curriculum, Active Learning and Teaching Methods for Key Stage 3, Belfast, 2007
TUDORACHE A., A.R.T FUSION ASSOCIATION, You are part of this world, be part of its future, Global Education Manual, 2015
UNESCO, Document final de la Consultation technique sur l'éducation à la citoyenneté mondiale, Éducation à la citoyenneté mondiale : Une nouvelle vision, 2013
UNESCO, Education à la citoyenneté mondiale, Préparer les apprenants au défis du XXI siècle, 2015
UNESCO, Education à la citoyenneté mondiale, thèmes et objectifs d'apprentissage, 2015
UNESCO, Final report, Second UNESCO Forum on Global Citizenship Education: Building Peaceful and Sustainable Societies, Paris, 2015
UNESCO, Stratégie de l'UNESCO pour l'éducation 2014-2021, 2014

Périodiques :

ALTERMONDES, Hors-Série n°20, Dossier : Climat, il est urgent de changer de voie, 2015

Sites Internet :

Site du 5^e rapport de GIEC : <http://leclimatchange.fr>
Site du ministère des Affaires étrangères et du Développement international : www.diplomatie.gouv.fr
Site de la Fondation Nicolas Hulot : <http://www.fondation-nicolas-hulot.org>
Site des Nations-Unies : www.un.org
Site du droit français : www.legifrance.gouv.fr

Contenu de l'enseignement

Migration

Ouvrages :

RITIMO, Petit guide de survie pour répondre aux préjugés sur les migrations, 2015
ATD Quart Monde, En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté, 2013

Inégalités

Ouvrages :

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE ET DES DROITS DES FEMMES, Rapport - Vers l'égalité réelle entre les hommes et les femmes, 2015
OXFAM, Rapport - Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout, 2015

Site internet :

Site de la Banque mondiale : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/>
Site de l'Observatoire des inégalités : <http://www.inegalites.fr>

Droits des enfants

Ouvrages :

CENTRAIDER, Guide d'outils pédagogiques consacrés aux droits de l'enfant du réseau

Autres :

EXPOSITION AMNESTY INTERNATIONAL, Le travail des enfants, un mal universel

Education

Ouvrages :

UNESCO, HUMAN RIGHTS WATCH, Notre école devint un champ de bataille. L'utilisation des écoles comme lieux de recrutement et à des fins militaires dans l'est de la République démocratique du Congo, 2015
UNESCO, La crise cachée : les conflits armés et l'éducation, 2011
LAMB, C et YOUSUFZAI, M, Moi, Malala, je lutte pour l'éducation et je résiste aux Talibans, 2013

Autres :

Le dessin des cartes, L'éducation est un droit universel.

Socialisation

Ouvrages :

BAUDELOT, C et ESTABLET, R, Quoi de neuf chez les filles ? : entre stéréotypes et libertés, Paris, Nathan, 2007
BOURDIEU, P, La domination masculine, Paris, Seuil, 1998

Culture et interculturel

Ouvrages :

CONSEIL DE L'EUROPE, TKit Gestion interculturelle
CUCHE, D, La notion de culture dans les sciences sociales, La découverte, Repères, Paris, 2004
WARNIER, J.P, La mondialisation de la culture, La Découverte, 2000
LAHIRE, B, La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi, éd. La Découverte, 2004
HERITIER, F, Masculin - féminin : la pensée de la différence, Paris, O. Jacob, 1996
HERITIER, F, Masculin - féminin. II, Dissoudre les hiérarchies, Paris, O. Jacob, 2002.

Autres :

Formation VISA pour le voyage, CCFD Terre Solidaire

Discriminations

Sites internet :

Site internet du Défenseur des Droits : <http://www.defenseurdesdroits.fr>
Site du programme "Démocratie et courage" de Léo LAGRANGE : <http://www.democratie-courage.org/>

Responsabilité Sociale des Entreprises

Sites internet :

Site de l'Observatoire des multinationales : multinationales.org
Site d'actualité économique RSE : <http://www.novethic.fr/novethic.fr>

Consommation

Sites internet :

Site du Collectif de l'éthique sur l'étiquette : <http://www.ethique-sur-etiquette.org/>
Plateforme du commerce équitable : <http://www.commerceequitable.org/>

Travail, chômage, exclusion

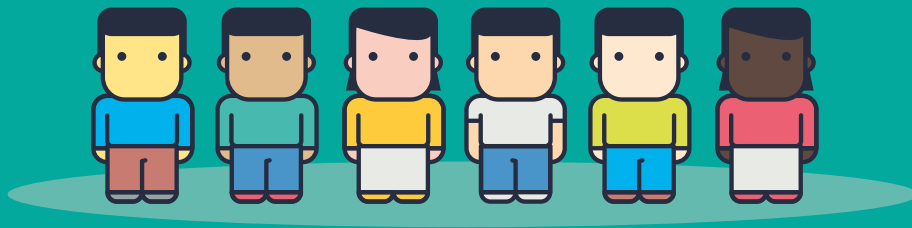
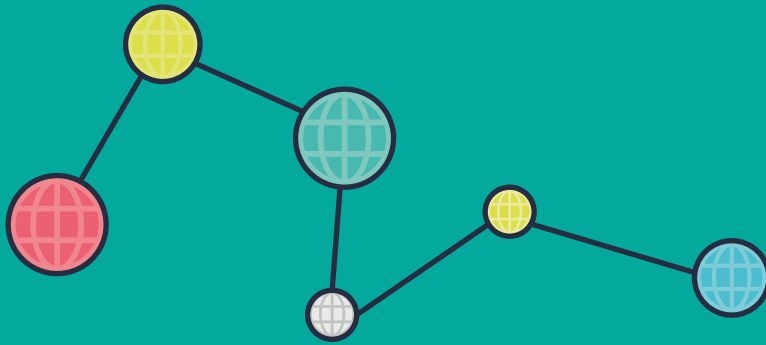
Ouvrages :

MEDA, D. et VENDRAMIN, P, Réinventer le travail, Collection Le lien social PUF, 2013
BOURDIEU, P, La misère du monde, Seuil, 2007 (1ère éd. 1993)

*« Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque
seul, les Femmes s'éduquent ensemble par
l'intermédiaire du monde. »*

- Paulo Freire -

ECSI





éducation met aujourd'hui de plus en plus l'accent sur les valeurs, les attitudes et les compétences des élèves, complétant ainsi une approche fondée sur l'acquisition de connaissances et le développement de capacités cognitives. Partout, dans les institutions, les collectivités territoriales, les établissements scolaires ou les associations, une attention grandissante est donnée à la compréhension et à la résolution des problèmes mondiaux, qu'ils soient sociopolitiques, économiques, environnementaux ou culturels.

Dans ce contexte, l'éducation apparaît comme l'un des piliers du développement des sociétés contemporaines, globalisées et interdépendantes, garant de la promotion des droits de l'homme, de la cohésion sociale ou encore du succès de la lutte contre le réchauffement climatique.

Ce guide pédagogique présente le contenu détaillé d'un enseignement dédié à l'éducation à citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) proposé initialement au lycée Hilaire de Chardonnet de Chalon-sur-Saône (71). Il s'appuie sur le programme national de l'enseignement d'exploration de sciences économiques et sociales proposé en classe de seconde. Enseigné aux moyens de méthodes spécifiques, il est enrichi par de nombreux outils, ressources et témoignages de chercheurs, de professionnels, de responsables associatifs et d'enseignants. Principalement à destination des enseignants en sciences économiques et sociales, ce guide s'adresse également à tous les enseignants du secondaire qui souhaitent aborder de nouvelles thématiques. Acteurs associatifs, responsables institutionnels ou élus locaux y trouveront une initiative inspirante pour promouvoir l'ouverture au monde et la citoyenneté.



Mars 2016 © Bourgogne Coopération